
Conseil consultatif

fédéral-provincial-territorial

de la politique statistique

Les 19 et 20 mai 2005
Ottawa (Ontario)



PROCÈS-VERBAL
CONSEIL CONSULTATIF FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL
DE LA POLITIQUE STATISTIQUE

Réunion des 19 et 20 mai 2005

Ottawa (Ontario)

TABLE DES MATIÈRES

Compte rendu de la réunion des 19 et 20 mai 2005

1. Mot d'ouverture.....	1
2. Réalisations et priorités.....	1
3. Rapports des provinces et des territoires	5
4. Études analytiques et Comptes nationaux	5
5. Statistique du commerce et des entreprises	8
6. Statistique sociale, des institutions et du travail	10
7. Communications et Opérations.....	14
8. Analyse et Développement.....	16
9. Rapport du Comité des programmes	16
10. Nominations des membres du prochain Comité des programmes.....	17
11. Mot de la fin.....	17

ANNEXES

1.	Liste des coordonnateurs et des participants	19
2.	Ordre du jour	25
3.	Rapports des provinces et des territoires	29
	Alberta	31
	Colombie-Britannique	35
	Île-du-Prince-Édouard	41
	Manitoba	43
	Nouveau-Brunswick	47
	Nouvelle-Écosse	49
	Nunavut	53
	Ontario	57
	Québec	61
	Saskatchewan	71
	Terre-Neuve-et-Labrador	73
	Territoires du Nord-Ouest	77
	Yukon	79
4.	Rapports des comités fédéraux-provinciaux-territoriaux	83
	Comptes économiques provinciaux	85
	Conseil de la statistique de l'état civil du Canada	87
	Démographie	89
	Diffusion des données	91
	Recensement de la population	95
	Statistique de l'agriculture	99
	Statistique des administrations publiques	101
	Statistique des entreprises	105
	Statistique des minéraux	111
	Statistique des transports	115
	Statistique du travail	117
	Statistique sociale	123
5.	Éléments de suivi	127

CONSEIL CONSULTATIF FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL DE LA POLITIQUE STATISTIQUE

Procès-verbal de la réunion des 19 et 20 mai 2005

Ottawa (Ontario)

1. Mot d'ouverture

M. Ivan P. Fellegi, statisticien en chef du Canada et président du Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique, souhaite la bienvenue aux participants. Il fait tout d'abord état des changements dans les effectifs, à commencer par les coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux. Après 31 ans de service, M. Ron McMahan (Saskatchewan) assiste à sa dernière réunion du Conseil; M. John Palmer (Île-du-Prince-Édouard) a déjà quitté son poste de directeur et a été remplacé par M. Nigel Burns. M. Paul Harris, absent lors de la réunion, est le nouveau représentant du Nunavut.

M. Fellegi décrit ensuite les nombreux changements organisationnels survenus à Statistique Canada. M. Mike Sheridan (statisticien en chef adjoint, Statistique sociale, des institutions et du travail) a quitté le Bureau pour se consacrer à d'autres activités, et M. Richard Barnabé (ancien statisticien en chef adjoint, Communications et Opérations) lui a succédé; M. Wayne Smith a remplacé M. Barnabé comme statisticien en chef adjoint du Secteur des communications et des opérations, et M. François Maranda a remplacé M. Gordon Brackstone au poste de statisticien en chef adjoint du Secteur de l'informatique et de la méthodologie.

1.1. Adoption de l'ordre du jour

M. Wilf Falk (Manitoba) demande qu'une question soit ajoutée à l'ordre du jour : le point sur les moyens qu'entend prendre Statistique Canada pour obtenir les fichiers provinciaux des permis de conduire.

1.2. Adoption du compte rendu de la réunion de 2004

Le compte rendu de la réunion de mai 2004 est adopté sans modification.

2. Réalisations et priorités

À la suite de la distribution du *Numéro spécial d'@StatCan 2005*, qui résume les principales réalisations et priorités de Statistique Canada, M. Fellegi signale un seul changement important survenu depuis la publication de ce document. Au moment de la parution, on s'attendait à ce que le Bureau subisse des compressions budgétaires de 5 %. Cependant, on a confirmé, depuis, que Statistique Canada sera exempté de l'exercice d'examen des dépenses. Les ministres du Cabinet qui ont pris cette décision estiment que Statistique Canada joue un

rôle crucial et que le Bureau fait preuve d'une grande efficacité et d'une bonne gestion, de sorte qu'il échappe aux réductions des dépenses de programme.

Des fonds avaient été réservés en prévision des compressions budgétaires annoncées, mais ils provenaient en fait d'investissements importants prévus dans les statistiques des industries de service et, probablement, dans les mesures de l'indice des coûts de main-d'œuvre, deux activités prioritaires.

M. Fellegi invite ensuite les membres à discuter du *Numéro spécial d'@StatCan 2005*.

Questions et réponses :

2.1 Données historiques du recensement

M. Wilf Falk (Manitoba) pose une question en deux volets : il demande tout d'abord que l'on fasse le point sur l'accès aux données historiques du recensement, puis, quel sera le libellé employé dans le questionnaire du Recensement de 2006 pour obtenir l'autorisation de consulter ultérieurement les renseignements personnels.

Pour ce qui est de l'accès aux données historiques du recensement, M. Fellegi explique que les parlementaires n'ont pas encore pris de décision. Après bien des reports, les modifications proposées à la *Loi sur la statistique* ont été approuvées par le Sénat et ont été soumises à la Chambre des communes en deuxième lecture. Toutefois, advenant la dissolution de la Chambre, il faudra reprendre le processus.

La formulation employée dans le questionnaire du Recensement de 2006 est la suivante : « Cette personne est-elle d'accord pour que les renseignements qu'elle fournit au Recensement de 2006 deviennent accessibles au public en 2098 (92 ans après le recensement)? Oui/Non ».

M. Ron McMahon (Saskatchewan) demande si l'on a réuni des groupes de discussion afin de déterminer pourquoi les répondants n'autorisent pas l'accès à leurs renseignements personnels dans 92 ans, mais acceptent qu'on ait accès à leurs données fiscales.

M. Fellegi précise que de nombreux Canadiens autorisent Élections Canada à obtenir leur nom et leur adresse, mais non à consulter leur dossier d'impôt sur le revenu. Il souligne également qu'une forte proportion de citoyens autorisent Statistique Canada à consulter leurs données fiscales à des fins d'enquête, et que ces renseignements sont protégés en vertu de la *Loi sur la statistique*. M. Fellegi indique que le formulaire d'impôt ne pose pas directement la question « Vos renseignements fiscaux peuvent-ils être rendus publics? », et il s'attend à ce qu'une proportion appréciable de Canadiens consentent à rendre accessibles au public, dans 92 ans, les renseignements qui les concernent.

2.2 Recensement de 2006

En réponse à une question posée par M. Don McRae (Colombie-Britannique) au sujet du financement du Recensement de 2006, M. Barnabé (statisticien en chef adjoint, Statistique

sociale, des institutions et du travail) confirme que quelque 57 millions de dollars des 76 millions de dollars proviennent d'autres ministères fédéraux. Parmi les principaux bailleurs de fonds figurent Ressources humaines et Développement des compétences Canada, Développement social Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada, Patrimoine canadien, Société canadienne d'hypothèques et de logement ainsi que Statistique Canada qui a investi environ 6 millions de dollars.

M. Fellegi explique que le questionnaire abrégé du recensement de la population (formule 2A) est entièrement financé par le gouvernement fédéral. M. Barnabé ajoute que des fonds supplémentaires de 17 millions sont toujours requis pour couvrir le cadre fiscal du questionnaire complet du recensement de la population (formule 2B), qui est, pour l'instant, devant le Conseil du Trésor.

2.3 Initiative des données relatives aux Autochtones

M. Yvon Fortin (Québec) indique que toute la question entourant les initiatives statistiques sur les Autochtones est extrêmement frustrante : ces initiatives nécessitent beaucoup de temps et une forte intensité de main-d'œuvre, et se caractérisent par un financement incertain qui produit peu de résultats. M. Fortin demande l'avis de M. Fellegi sur le sujet.

M. Fellegi reconnaît que les travaux touchant le Programme de statistiques sur les Autochtones progressent lentement. Il ajoute qu'on vient de terminer avec succès un projet pilote de deux ans, financé par l'administration fédérale et visant à mettre au point un programme intercensitaire de statistiques sur les Autochtones. M. Barnabé souligne la complexité de la tâche et les difficultés particulières éprouvées au cours de la collecte des données au Québec, notamment avec l'*Assemblée des Premières nations du Québec et du Labrador*, cette organisation ayant expressément demandé à ses membres de ne participer à aucune enquête menée par Statistique Canada.

2.4 Utilisation des données de la taxe sur les produits et services

M. Gerry Ewert (Yukon) a démontré l'intérêt d'obtenir des données relatives à la taxe sur les produits et services (TPS). Il a demandé si Statistique Canada pouvait lui fournir certaines données sur les demandes liées à la TPS à des postes de douane précis aux fins de l'estimation des achats outre-frontière.

M. François Maranda explique qu'il faudrait modifier la *Loi sur la taxe d'accise* pour permettre à Statistique Canada de transmettre des microdonnées sur la TPS à un bureau statistique provincial ou territorial. (La *Loi de l'impôt sur le revenu* a fait l'objet d'une modification de cette nature pour autoriser la diffusion des données fiscales des entreprises.) M. Maranda note que l'Agence du revenu du Canada et Finances Canada appuient tous deux une telle modification et s'emploient actuellement à la faire appliquer à la *Loi sur la taxe d'accise*. M. Fellegi ajoute que Statistique Canada pourrait peut-être fournir à M. Ewert des tableaux présentant des données agrégées.

2.5 Remaniement de l'Enquête sur la population active et liste des premiers contacts téléphoniques

M. Fred Bergman (Nouvelle-Écosse) fait part de ses commentaires au sujet du remaniement de l'Enquête sur la population active. L'information fournie à l'automne 2003 indiquait une réduction de l'échantillon de 3 % dans l'ensemble du Canada et présentait des estimations sur les répercussions de cette mesure. Toutefois, lors de la distribution des documents en août 2004, on a pu observer que la taille de l'échantillon de certaines provinces (la Colombie-Britannique et l'Alberta) affichait une augmentation, celle d'autres provinces (Terre-Neuve et l'Île-du-Prince-Édouard) restait relativement stable à ce chapitre, tandis que celle de la Nouvelle-Écosse accusait une réduction de plus de 10 %. M. Bergman ajoute que ce rapport peut induire en erreur; il se demande si les diminutions réelles selon le secteur de compétence sont connues et pourquoi la Nouvelle-Écosse n'a pas reçu de CD présentant ces réductions. En outre, M. Bergman signale que, dans le *Numéro spécial d'@StatCan*, on mentionne certaines hausses d'efficacité ainsi que des économies attribuables à l'adoption des interviews téléphoniques, ce qui peut avoir une incidence sur la taille de l'échantillon de l'enquête (laquelle a été réduite récemment). Les tailles antérieures de l'échantillon seront-elles donc rétablies, comme le laisse entendre le rapport?

M. Barnabé répond que la diminution de l'échantillon a été mise en œuvre de manière à réduire au minimum l'incidence sur la qualité des estimations. Par conséquent, les régions qui semblent avoir subi une réduction disproportionnée de l'échantillon sont considérées comme des régions à faible rendement quant à la qualité des estimations.

En ce qui concerne les interviews téléphoniques, M. Barnabé explique qu'on a adopté, l'automne dernier, une liste des premiers contacts téléphoniques. Les résultats initiaux indiquent une faible diminution du taux de réponse au premier contact, mais une légère augmentation le deuxième mois. On continuera d'effectuer des analyses détaillées afin de mesurer avec précision l'incidence des changements de méthode sur la qualité des données.

2.6 Intégration des statistiques juridiques à l'échelle du système

M. Ewert (Yukon) demande s'il existe un document conceptuel expliquant l'intégration des données sur la santé, et sur d'autres domaines, aux données juridiques afin d'assurer une cohérence et une uniformité de l'information.

M. Barnabé informe les membres du Comité qu'un document a effectivement été préparé à cette fin et qu'il est maintenant disponible.

M. Ewert demande si Statistique Canada a été en mesure d'intégrer des données sur les jeunes sans restriction d'accès. En fait, il aimerait obtenir des données sur leurs parcours : les délinquants juvéniles deviennent-ils des criminels? Comment cheminent-ils dans le système judiciaire? Où se retrouvent-ils en bout de ligne?

Selon M. Barnabé, deux points importants doivent être pris en considération. Premièrement, on a mis en place un cadre de la statistique et de l'analyse juridiques principalement axé sur la personne dans l'ensemble du système. Les travaux en cours permettront de suivre,

longitudinalement, les jeunes de 12 à 22 ans. On dispose actuellement de renseignements sur les transitions — non seulement sur l'interaction avec le système de justice selon la grappe, le jeune ou l'adulte, mais aussi selon la personne tout au long de sa vie. Deuxièmement, M. Barnabé signale que l'augmentation la plus appréciable de la couverture découlera de la participation de la GRC au Programme de déclaration uniforme de la criminalité.

2.7 Intégration des statistiques juridiques à l'échelle du système : données sur les Autochtones

M. Gerry Ewert (Yukon) ajoute un commentaire à ce qui précède. Lui et ses collègues ont observé des écarts considérables entre les populations autochtone et non autochtone dans les comparaisons faites par Statistique Canada concernant le nombre de condamnations. M. Ewert souligne qu'on pourrait facilement en arriver à des conclusions erronées fondées sur des données statistiques détaillées. Dans le cadre d'un examen des services correctionnels, il a donc décidé qu'il valait mieux ne divulguer aucune donnée, les chiffres étant cités sans référence à leur contexte.

M. Barnabé estime qu'il est toujours difficile d'établir un équilibre entre l'information demandée par Statistique Canada et les données effectivement fournies par les entités administratives. Il ajoute qu'il importe de dégager un consensus de la part de l'ensemble des partenaires afin d'obtenir des renseignements vraiment utiles.

En ce qui concerne les écarts entre les statistiques sur les Autochtones et les non Autochtones, M. Barnabé ajoute que les résultats d'un projet réalisé en Saskatchewan seront diffusés dans un mois environ. Ces résultats devraient permettre de déterminer les causes de ces écarts.

3. Rapports des provinces et des territoires

Les rapports écrits des provinces et des territoires sont annexés.

4. Études analytiques et Comptes nationaux (M. Philip Smith, statisticien en chef adjoint, Études analytiques et Comptes nationaux)

4.1. Compte rendu du programme

M. Smith informe les membres que, du point de vue de la production, l'année financière 2004-2005 s'est déroulée sans grand changement. Entre autres choses, les comptes économiques provinciaux (CEP) ont été rendus publics le 27 avril en même temps qu'une nouvelle publication électronique. On a travaillé à la mise au point d'un nouveau module des comptes nationaux pour le site Web de Statistique Canada, et parmi les nouveaux projets de la Division de la balance des paiements figure le remaniement pluriannuel de ses enquêtes, de ses procédures et de ses systèmes (l'intégration et le remplacement des systèmes désuets en seront les objectifs premiers).

Deux projets spéciaux ont également été lancés au cours de la dernière année.

- (1) Le « compte satellite des pensions » fournira des renseignements détaillés sur les avoirs de retraite selon le type; il permettra également d'enregistrer les entrées et les sorties de fonds (c.-à-d. les cotisations, les revenus de placement, les transferts, les retraits et les prestations de retraite) ainsi que les gains et les pertes de détention.
- (2) La « matrice des intérêts et des dividendes », quant à elle, permettra d'améliorer les estimations des revenus de placement et des dividendes, par rapprochement aux stocks et flux d'actifs correspondants selon le secteur.

Parmi les autres projets, notons les suivants :

- la mise en œuvre de la répartition entre les marchandises et les invisibles dans les CEP;
- trois projets lancés en collaboration avec Infrastructure Canada;
 - (1) un article sur des définitions de rechange des infrastructures et des données disponibles (diffusion prévue à l'automne 2005);
 - (2) un article sur la comparaison internationale de la formation du capital des infrastructures au Canada, aux États-Unis et en Australie (diffusion prévue au début de 2006);
 - (3) l'élaboration de données provinciales sur l'investissement et les stocks de capital selon le type d'actif pour les administrations publiques provinciales et locales (afin de définir l'importance relative des routes par rapport aux ponts, aux égouts, etc.). L'objectif consiste à produire des séries chronologiques à compter de 1961. On prévoit terminer le projet en juillet 2006;
- des exposés et des ateliers sur la comptabilité nationale offerts dans tout le pays.

4.2.Statistiques de l'environnement

Un projet de quatre ans a été annoncé dans le discours du Trône de février 2004 et dans le budget de mars 2004. Environnement Canada, Statistique Canada et Santé Canada obtiennent des fonds totalisant 45 millions de dollars au cours des quatre années du projet, le quart de ces fonds étant réservé à Statistique Canada. Il s'agit de mettre au point, à des fins de publication, des indicateurs de la qualité de l'air, de la qualité de l'eau et des émissions de gaz à effet de serre. Environnement Canada mettra en place des réseaux améliorés de surveillance de la qualité de l'air et de l'eau. Des enquêtes sur la consommation industrielle, agricole et domestique de l'eau sont également en préparation pour l'automne 2006. Le premier rapport sur les indicateurs est prévu pour la fin de 2005,

et ce rapport sera produit annuellement par la suite. Les travaux sont présentement en cours et le processus politique est maintenant terminé.

4.3. Entrées-sorties

On prévoit entreprendre un projet pluriannuel de remaniement du système des entrées-sorties (ES). Plusieurs facteurs justifient le remaniement des comptes d'ES : des données améliorées sur les services seront diffusées en ligne; le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) fait l'objet de révisions; les initiatives de rationalisation stratégique, particulièrement dans le secteur de la fabrication, ont diminué l'accès aux données détaillées sur les marchandises pour les industries productrices de biens; la mise en œuvre du Système de classification des produits de l'Amérique du Nord (SPAN) est en cours; et l'élaboration de nouvelles normes internationales de comptabilité nationale (SCN-2008) progresse.

Les principaux objectifs sont de redéfinir les industries ainsi que les biens et services des comptes d'ES, de déterminer de nouveaux services, de retenir moins de biens, d'adopter des priorités et des définitions modernes des industries et des biens et services, et enfin de réduire les problèmes de confidentialité.

4.4. Projet de l'impôt foncier applicable au secteur résidentiel

Entre mai 2004 et avril 2005, on a réalisé une étude de 1,4 million de dollars pour le compte de Finances Canada. L'étude a été transmise en avril aux coordonnateurs statistiques par le Réseau de communications externes (RCE). Les résultats confirment qu'il est possible de produire des estimations de la valeur foncière, des recettes fiscales et de la population selon la municipalité. Des discussions avec Finances Canada relativement aux prochaines étapes du projet sont en cours. On attend, avant d'entreprendre la présentation au Conseil du Trésor et le lancement du projet, une décision plus ferme de Finances Canada qui, à son tour, attendra vraisemblablement le rapport d'un groupe d'experts mis sur pied pour examiner le Programme de péréquation.

M. David West (Ontario) aimerait obtenir la documentation du projet des infrastructures. Il demande plus précisément une description du projet et des renseignements sur les stocks de capital provincial selon le type d'actif. M. Smith répond que certains documents ont été préparés et qu'ils seront distribués sous peu.

M. David Stewart (Territoires du Nord-Ouest) demande si les indicateurs de l'environnement à venir seront publiés à l'échelle des provinces et des territoires, ou à l'échelle nationale seulement. M. Smith répond qu'on prévoit produire trois indicateurs nationaux (plutôt qu'une répartition selon les 13 provinces et territoires).

M. Stewart soulève certains problèmes relatifs aux comptes économiques provinciaux et aux tableaux d'ES à l'échelle des territoires.

M. Smith informe les membres du comité que la Division des institutions publiques travaille à l'élaboration de statistiques du secteur public pour les collectivités

autochtones. Cette activité ne constitue qu'une mince partie d'un projet plus vaste que M. Barnabé présentera dans son exposé. Le volet du projet qui relève de la Direction touche environ de 15 à 20 collectivités autochtones. Les objectifs clés visent à explorer la volonté de collaborer des Autochtones et à étudier la faisabilité de convertir les états financiers en un système de gestion financière pour en assurer la comparabilité avec ceux des autres collectivités autochtones. À l'heure actuelle, l'objectif consiste à établir des relations fondées sur la confiance et à donner aux partenaires l'assurance que les données recueillies ne seront pas publiées. Ce type de communication vise à démystifier le processus et à améliorer le dialogue sur les avantages. Dans l'ensemble, cette activité a été réussie.

5. **Statistique du commerce et des entreprises** (M. Ray Ryan, statisticien en chef adjoint, Statistique du commerce et des entreprises, et M. François Maranda, statisticien en chef adjoint, Informatique et Méthodologie)

5.1. Compte rendu du programme

M. Ryan annonce les changements organisationnels récents survenus dans son secteur aux niveaux des directeurs généraux et des directeurs. Il donne ensuite un bref aperçu des projets de financement de deux programmes quinquennaux visant à combler les lacunes statistiques du secteur des services : un nouveau programme d'indices des services et un programme d'indicateurs trimestriels des services. Des documents décrivant les deux programmes seront affichés sur le RCE à l'intention des coordonnateurs statistiques, qui pourront les consulter et les commenter.

5.2. Déclaration obligatoire des émissions de gaz à effet de serre

M. Ryan fait le point sur le système de déclaration obligatoire des émissions de gaz à effet de serre. Il explique que les données sont recueillies en vertu de la *Climate Change Emission Management Act* de l'Alberta. Ces renseignements serviront à soutenir l'élaboration de politiques fédérales, la législation provinciale et territoriale et l'inventaire national ainsi qu'à informer les Canadiens. Entre autres éléments importants, notons que : le système permet de recueillir des renseignements sur les émissions de gaz à effet de serre selon le type et la source de gaz; la période de déclaration s'étale du 15 mars 2005 au 1^{er} juin 2005; on fait appel à un système harmonisé de guichet unique pour la déclaration électronique des données sur les gaz à effet de serre. La diffusion publique des données est prévue pour l'automne. Environnement Canada et le gouvernement de l'Alberta ont pris en charge la majeure partie des opérations de diffusion publique et de réponse aux demandes des médias. Statistique Canada diffusera une sélection de données agrégées non confidentielles.

Environnement Canada et le gouvernement de l'Alberta travaillent actuellement à la déclaration obligatoire des émissions de gaz à effet de serre de 2005. Les discussions relatives à la mise en œuvre du partage des données avec les coordonnateurs statistiques débiteront sous peu.

5.3. Données sur le commerce international

M. Ryan fait état des efforts déployés pour améliorer la qualité des déclarations sur les importations et les exportations. En ce qui concerne les importations, M. Ryan a examiné le problème de réception des données provenant de l'Agence des services frontaliers du Canada pour novembre 2004, problème qui a nécessité une nouvelle diffusion des données de novembre. Pour éviter que cela ne se reproduise, un rapport sur les procédures et stratégies recommandées sera préparé et présenté à un groupe de travail mixte de sous-ministres adjoints en juin.

Pour ce qui est des exportations, les données ont récemment fait l'objet de révisions importantes attribuables à des problèmes de déclaration dans le secteur de l'énergie — gaz naturel et pétrole brut. Les données sur les exportations canadiennes du secteur de l'énergie ne sont pas comprises dans le partage des données avec les États-Unis en raison des déclarations incomplètes et tardives des importateurs américains d'énergie. On discute actuellement avec des représentants du U.S. Census Bureau pour tenter de résoudre ce problème.

Entre-temps, on utilise les données de l'Office national de l'énergie — ces données arrivent avec un mois de retard et sont touchées par des problèmes de déclaration, aggravés par l'instabilité exceptionnelle des prix de l'énergie observée récemment. On a aussi lancé une campagne de sensibilisation afin de mieux informer les utilisateurs des contraintes propres aux données sur le commerce. On a tenu des discussions avec les principaux utilisateurs fédéraux, et on envisage d'informer davantage les médias sur les raisons pour lesquelles les séries mensuelles sont soumises à des révisions (parfois importantes).

M. Fortin (Québec) indique que l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) serait intéressé à collaborer à certaines analyses qui aideraient les utilisateurs à mieux comprendre les mouvements mensuels des données sur le commerce. M. West (Ontario) suggère d'intégrer les révisions importantes aux communiqués mensuels.

5.4. Utilisation des données administratives (Agence du revenu du Canada)

M. Maranda informe les membres du comité que le Registre des entreprises fera l'objet d'un remaniement complet dans le cadre d'un projet triennal. Un exposé sur le sujet a été présenté à la réunion du Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique des entreprises tenue en janvier 2005.

Les principaux facteurs justifiant une telle initiative sont les suivants : le besoin de moderniser un système vieux de 20 ans et ses processus opérationnels, qui sont désuets; la nécessité d'examiner et de revoir le cadre conceptuel du Registre des entreprises et les règles connexes de mise à jour pour améliorer la fonctionnalité du système; et le besoin de retirer le Registre de l'ordinateur central.

Les principaux objectifs du remaniement sont les suivants : simplifier la structure des unités commerciales utilisées pour les activités statistiques; reprendre la conception des

divers programmes informatiques à la lumière de technologies plus récentes et plus conviviales; faciliter l'intégration de l'ensemble du système à d'autres grands systèmes à l'intérieur de Statistique Canada; continuer à fournir aux programmes clients une base de sondage et des fichiers de l'échantillon ayant un minimum de changements, et réaliser des économies considérables (15 % par année). Le Bureau a décidé d'éliminer progressivement le recours à l'ordinateur central pour les quatre prochaines années; il faudra donc trouver des solutions de rechange. Enfin, M. Maranda explique l'utilisation des dossiers fiscaux pour les données sur les travailleurs indépendants (T1), sur les impôts des sociétés (T2) et sur la taxe sur les produits et services (TPS).

6. Statistique sociale, des institutions et du travail (M. Barnabé, statisticien en chef adjoint, Statistique sociale, des institutions et du travail)

6.1. Compte rendu du programme

M. Barnabé annonce les nombreux changements organisationnels survenus dans son secteur aux niveaux des directeurs généraux et des directeurs.

6.2. Compte rendu du Recensement de 2006

M. Barnabé indique que le Cabinet a approuvé cet automne le contenu du recensement complet, que les sources de financement ont été confirmées récemment et que les questions du recensement ont paru dans la *Gazette du Canada* le 16 avril 2005.

Il signale également aux membres du Comité que le Test du recensement a été réalisé en mai 2004. Bien que l'évaluation ne soit pas terminée, tous les grands objectifs du test ont été atteints. Le test a confirmé la faisabilité des principaux changements apportés au recensement (notamment les modifications au questionnaire et à la méthode de déclaration — y compris l'option Internet — ainsi que l'adoption de nouvelles technologies pour l'enregistrement et la saisie des questionnaires, entre autres) et augure de bons résultats opérationnels pour le Recensement de 2006. M. Barnabé informe les membres du Comité qu'on a précisé le rôle des fournisseurs externes, en réponse aux préoccupations qui avaient été soulevées à ce chapitre.

6.2.1. Assistance provinciale pour le Recensement de 2006

M. Dale Johnston, de la Direction des opérations régionales, a été récemment muté pour prendre en charge les activités de communications du recensement. Il collaborera avec les bureaux des coordonnateurs statistiques pour apporter un soutien aux communications publiques.

6.2.2. Contre-vérification des dossiers du Recensement de 2006

Les travaux d'élaboration des études sur la couverture du Recensement de 2006 progressent. À la suite de la réunion du Comité fédéral-provincial-territorial de la démographie tenue en septembre 2004, on a convenu d'accroître de 25 % (environ 75 000 unités) la taille de l'échantillon de la contre-vérification des dossiers. On a également alloué un échantillon supplémentaire aux provinces afin d'équilibrer les variances prévues des estimations provinciales de l'erreur de couverture.

M. Barnabé déclare que, en 2006, le surdénombrement dans le cadre du recensement sera estimé à l'aide d'une version élargie de l'Étude par appariement automatisé (EAA), que la contre-vérification des dossiers ne servira pas à mesurer le surdénombrement, que l'Étude sur les logements collectifs sera annulée, et que les composantes du surdénombrement seront traitées dans le cadre de l'EAA élargie. (Des renseignements plus détaillés sur la couverture seront présentés à la prochaine réunion du Comité fédéral-provincial-territorial de la démographie qui se tiendra en septembre 2006).

6.3. Remaniement de l'Enquête sur la population active

M. Barnabé informe les membres que le lancement, en novembre 2004, du nouvel échantillon de l'Enquête sur la population active (EPA) s'est bien déroulé. Le remaniement de l'échantillon a pris fin avec l'intégration progressive du dernier groupe de renouvellement en avril 2005. L'échantillon de l'EPA tient maintenant compte de la répartition de la population de 2001 et des limites géographiques actuelles.

Parmi les innovations relatives à l'EPA, notons ce qui suit :

- l'utilisation du registre des adresses pour environ 60 % de tous les secteurs-échantillons de l'EPA;
- le recours à l'interview téléphonique pour l'interview du premier mois;
- la réduction de la taille de l'échantillon dans les régions éloignées et celles où la réalisation de l'enquête est coûteuse;
- la création de strates d'Autochtones dans les provinces de l'Ouest et de strates d'immigrants dans les grandes villes afin de mieux cibler les sous-populations difficiles à joindre.

6.4. Estimations démographiques et résultats de l'Enquête sur la population active

Tous les cinq ans, on révisé, dans le cadre de l'EPA, les estimations démographiques à la lumière des renseignements tirés du dernier recensement. L'EPA requiert des estimations démographiques à l'échelle provinciale et infraprovinciale, corrigées en fonction du sous-dénombrement. Ces renseignements ne sont disponibles que trois ans après la tenue du recensement. À compter de la diffusion des résultats de l'enquête de janvier 2005, on a modifié les estimations démographiques utilisées dans le cadre de l'EPA, celles-ci étant désormais fondées sur les données du Recensement de 2001 plutôt que sur celles du Recensement de 1996. Les travaux de documentation qui permettront d'établir un relevé chronologique de ce remaniement et de présenter les réussites ainsi que les leçons qu'on en a tirées se poursuivront. Le suivi des effets du remaniement, du taux de glissement et du taux de réponse se poursuivra également.

6.5. Programme de statistiques sur les Autochtones et Institut de la statistique des Premières nations

M. Barnabé indique qu'un projet de programme pluriannuel complet de statistiques

sur les Autochtones sera proposé l'automne prochain. Il informe également les membres du Comité que le cadre juridique permettant la création de l'Institut de la statistique des Premières nations est maintenant en place.

6.5.1. Autres projets

M. Barnabé fait état de quelques-uns des nombreux autres projets :

- les groupes autochtones au Canada;
- les estimations démographiques des groupes autochtones;
- la projection des groupes de population formés de minorités visibles;
- l'Enquête auprès des enfants autochtones (enquête postcensitaire);
- la population active autochtone hors réserve dans l'Ouest canadien (enquête postcensitaire).

6.6. Démographie : utilisation des données administratives et qualité des données sur la migration interprovinciale

Programme des estimations démographiques

M. Barnabé annonce que l'édition 2004 de la publication *Statistiques démographiques annuelles* sera diffusée en mars 2005. On y présente les plus récentes estimations démographiques selon l'âge et le sexe, de même que des données sur les naissances, les décès et la migration. L'information est présentée selon la province et le territoire, la région métropolitaine de recensement, la division de recensement et, pour la première fois, selon la région économique.

À la suite du renouvellement du Programme de péréquation en 2004, Statistique Canada produira de nouvelles estimations démographiques à l'échelle municipale (subdivision de recensement) pour Finances Canada.

Travaux d'élaboration des estimations démographiques et de leurs composantes

On a réalisé deux projets importants pour évaluer la méthodologie actuelle de production des estimations définitives et provisoires de la migration interne. À la lumière des résultats de la recherche sur la méthode de production des estimations définitives, on a modifié le modèle afin de mieux estimer les migrants qui n'apparaissent pas dans les fichiers de déclaration de revenus.

Le Programme des estimations de la population sera élargi de manière à permettre la production d'estimations démographiques pour chaque année d'âge jusqu'à 100 ans pour le Canada, les provinces et les territoires, et ce, à compter de l'automne 2005.

M. Fortin (Québec) commente la demande du ministère des Finances quant aux estimations démographiques à l'échelle municipale. Dans le cas du Québec, la *Loi sur l'Institut de la statistique du Québec* stipule que cette province doit produire annuellement des estimations démographiques à l'échelle municipale. Par conséquent, on

devrait utiliser les estimations du Québec dans les travaux ultérieurs. Il estime également qu'un mécanisme de coordination devrait être mis en place à cette fin. M. Réjean Lachapelle, directeur de la Division des études démologiques, confirme qu'on utilise effectivement les chiffres fournis par le Québec.

M. Fortin demande s'il existe un mécanisme permettant de déterminer la répartition de la population allophone. M. Lachapelle répond que l'une des enquêtes postcensitaires (Enquête sur la vitalité des communautés de langue officielle en situation minoritaire) vise les francophones hors Québec et les anglophones du Québec. Une enquête spéciale sur les allophones sera réalisée dans la région montréalaise et permettra de mieux comprendre l'orientation linguistique de cette population. M. Lachapelle confirme qu'on n'a pas prélevé d'échantillon de francophones du Québec ou d'anglophones hors Québec.

M. West (Ontario) demande quand la conversion au niveau à deux chiffres du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) sera mise en œuvre pour l'EPA. M. Barnabé répond que ce changement se produira au cours des six prochains mois.

M. Burns demande si l'ancienne Enquête sur l'activité (précurseur de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu) a été remise en circulation. M^{me} Maryanne Webber (directrice générale, Direction des enquêtes auprès des ménages et sur le travail) indique qu'elle s'informerait et qu'elle répondra à cette question dans les meilleurs délais.

M^{me} Kathy Wrywas (Nouveau-Brunswick) demande que l'on fasse le point sur le projet de l'impôt foncier résidentiel et sur l'envergure des travaux de recherche requis pour l'étude de faisabilité. M. Philip Smith explique qu'un groupe de travail spécial a été mis sur pied pour examiner l'ensemble du Programme de péréquation. Le groupe devrait rendre compte de ses travaux d'ici la fin de l'année. Entre-temps, le projet de l'impôt foncier résidentiel est en suspens. Statistique Canada attendra la décision finale du ministère des Finances après le dépôt du rapport du groupe de travail.

M. Falk (Manitoba) demande si Statistique Canada cherchera à obtenir des provinces l'accès aux fichiers de permis de conduire aux fins de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu et de la contre-vérification des dossiers. M. Barnabé soutient que, à sa connaissance, les négociations relatives à l'accès couvraient toutes les utilisations possibles des données, y compris la contre-vérification des dossiers. M. Barnabé explique que les déclarations à jour requièrent des fichiers de permis de conduire actualisés et que la nature potentiellement délicate de ces fichiers imposera des mesures de précaution appropriées. Il souligne de nouveau l'importance de la participation des coordonnateurs statistiques. On tiendra ceux-ci au courant de la situation pour leur permettre de prendre une part active au processus.

7. Communications et Opérations (M. Smith, statisticien en chef adjoint, Communications et Opérations)

7.1. Compte rendu du programme

M. Smith fait le point sur le programme et explique le contexte opérationnel, y compris la baisse de la demande de collecte, l'accueil positif des répondants, les défis croissants au chapitre de la collecte, et la nécessité d'accroître l'efficacité. M. Smith présente ensuite l'infrastructure opérationnelle. Il indique que le passage de cinq régions à trois est presque terminé, que le nombre de centres d'appel passera de huit à six d'ici octobre et que ces centres seront plus spécialisés, que la capacité d'interview téléphonique assistée par ordinateur a considérablement diminué dans la plupart des bureaux régionaux et au bureau central, et que l'infrastructure technique régionale fait l'objet d'un examen en vue de son renouvellement.

M. Smith poursuit en décrivant les initiatives opérationnelles, notamment : le remplacement de l'infrastructure de collecte de l'Indice des prix à la consommation, le remplacement d'éléments clés de l'infrastructure des enquêtes-entreprises, et la planification du remplacement du système de gestion des cas pour les enquêtes sociales. Toutes les enquêtes s'appuient sur le logiciel Blaise pour l'interview assistée par ordinateur, et la prochaine ronde de négociations des conventions collectives des intervieweurs est en cours. Parmi les autres initiatives opérationnelles mentionnées, notons la gestion active, la recherche en matière de collecte, la collecte électronique des données et le Recensement de 2006.

Par la suite, M. Smith présente le cadre de communication et de diffusion. Il souligne, entre autres, que la recherche sur l'opinion publique a mis en lumière l'efficacité des programmes de diffusion, que le site Web s'impose comme le principal moyen de communication et de diffusion, qu'on enregistre une diminution du volume des ventes de publications et des recettes, que le nombre de demandes de renseignements téléphoniques est stable, mais que la nature de ces demandes évolue, et que les visites sur place ont pratiquement disparu. Parmi les points dignes d'intérêt pour ce qui est de l'infrastructure des communications et de la diffusion, on trouve : la consolidation des services de demandes de renseignements à Ottawa, la fermeture des centres régionaux de consultation, la priorité accordée par les Services consultatifs régionaux aux services à valeur ajoutée et le déploiement de CANSIM sous la forme d'un entrepôt de données agrégées permettant de réduire les coûts opérationnels de publication.

Les projets suivants sont au nombre des nouvelles initiatives en matière de communication et de diffusion : un projet de deux ans visant à accroître l'efficacité du site Web de Statistique Canada, la création de la Salle des médias, la restructuration et l'élargissement du module *Le Canada en statistiques*, l'amélioration de la Base de métadonnées intégrée, l'Édition électronique intelligente, l'amélioration du Réseau de communications internes et une proposition de rationalisation du programme de publication.

M. Fortin (Québec) demande si Statistique Canada envisagerait la possibilité de collaborer avec l'ISQ et de guider l'organisme dans la mise en œuvre et l'utilisation du système Blaise aux fins de la collecte de données. M. Smith répond par l'affirmative.

7.2. Compte rendu du RCE

M^{me} Cynthia Ingalls fait brièvement le point sur le module du RCE réservé aux coordonnateurs statistiques. Elle informe les membres que le remaniement du site est terminé et que tous les participants y ont maintenant accès. Elle signale également que, durant la restructuration, de nombreux commentaires ont été reçus et pris en compte dans la conception finale. Le site Web principal se trouve à la Division des communications et des services de bibliothèque (DCSB), et le Secteur de la statistique du commerce et des entreprises se charge de la diffusion rapide des données.

M^{me} Ingalls ajoute que le site fonctionne bien, qu'il relève désormais de la DCSB et que la nouvelle gestionnaire du module est Monique Williams (Secrétariat aux relations fédérales-provinciales-territoriales).

7.3. Tarification et octroi de licences

M. David Roy (directeur, Division du marketing) présente le rapport intitulé *Tarification et octroi des licences de Statistique Canada* qui décrit de façon détaillée la méthode d'établissement des prix et d'octroi de licences adoptée par Statistique Canada et qui traite de diverses questions d'intérêt pour les coordonnateurs statistiques.

M. Falk (Manitoba) demande des précisions sur le taux de 55 % associé aux dépenses indirectes, car il doit fournir une explication aux cadres supérieurs. M. Smith répond que le taux de 55 % couvre de nombreux coûts indirects. Ainsi, 33 % de ce taux de 55 % sont consacrés :

- aux avantages sociaux des employés;
- à la rémunération des employés.

Il explique aussi que 13 % des frais sont accaparés par les locaux et qu'une autre partie des fonds est affectée à l'infrastructure — personnel de soutien (c.-à-d., Finances, Ressources humaines, Services de soutien administratif), ainsi qu'aux activités de surveillance. La structure de surveillance entraîne des frais réels — il ne s'agit ni d'un bénéfice ni d'une taxe.

M. Alton Hollett (Terre-Neuve-et-Labrador) se demande si les politiques sont adaptées aux coordonnateurs statistiques. Il comprend la logique de Statistique Canada, mais estime que ce n'est pas là une mesure très utile du point de vue des rapports de travail avec un bureau de la statistique. Il demande ensuite si cette question pourrait être soumise à un nouvel examen qui porterait également sur les besoins des bureaux statistiques provinciaux et territoriaux.

M. Fellegi souligne que les questions soulevées sont très différentes : elles touchent les coûts de collecte, la structure des coûts de Statistique Canada et les coûts de diffusion — qui sont des questions de politique. Il ajoute que des efforts exceptionnels sont déployés pour produire une structure de coûts transparente. Il conclut en mentionnant que les questions de tarification et d’octroi de licences sont extrêmement complexes et devraient être examinées à l’occasion de la prochaine réunion du Comité fédéral-provincial-territorial de la diffusion de données ou à la prochaine réunion du Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique.

8. Analyse et Développement (M. Michael Wolfson, statisticien en chef adjoint, Analyse et Développement)

8.1. Compte rendu du programme

M. Wolfson indique que la diffusion des résultats de l’enquête sur la nutrition débutera en juillet; les résultats sur l’obésité seront diffusés au début de ce mois, et les renseignements sur le régime alimentaire des Canadiens le seront à l’automne 2005.

Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes

M. Wolfson souligne le vif intérêt suscité récemment par l’épidémie d’obésité. Toutefois, un rapport publié dans le *Journal of the American Medical Association* révèle que la surcharge pondérale n’a pas d’incidence sur les risques relatifs de décès par rapport à un poids considéré comme normal. Un coup d’œil rapide sur les données tirées de l’Enquête nationale sur la santé de la population ainsi que sur le suivi de la mortalité confirme ces observations. Malgré les défis complexes qui se posent, l’Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes pourrait bientôt être réalisée chaque année plutôt que tous les deux ans.

Enquête canadienne sur les mesures de la santé

M. Wolfson indique que l’échantillon de cette enquête est formé de 5 000 Canadiens. En plus de répondre aux questions, les répondants devront fournir des prélèvements de sang et d’urine. L’essai préliminaire effectué dans la région sanitaire de Calgary s’est révélé très prometteur. En raison des coûts élevés de la mise à l’essai, on a décidé de retenir une autre méthode pour les prochaines enquêtes — l’unité sanitaire d’examen mobile.

9. Rapport du Comité des programmes

M. Falk, président du Comité des programmes de 2005, rappelle que, durant la période de planification, M. John Palmer (Île-du-Prince-Édouard) a été remplacé par M. Hank Spierenburg, et que, en raison de problèmes d’horaire, M. Ewert (Yukon) a été temporairement remplacé par M. David Stewart (Territoires du Nord-Ouest).

M. Falk soulève également la question de la gestion des indemnités de déplacement, qui pourrait susciter des controverses et qui devrait être traitée par le Comité des programmes de 2006. M. Falk remercie ensuite les coordonnateurs statistiques, les représentants de Statistique Canada et les membres du Comité des programmes de leur participation.

10. Nomination des membres du prochain Comité des programmes (M. Wilf Falk)

M. Falk propose que le Comité des programmes de 2006 relevant du Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique soit composé des membres suivants :

- M. Fred Bergman (Nouvelle-Écosse);
- M. David West (Ontario);
- M. Don McRae (Colombie-Britannique);
- M. David Stewart (Territoires du Nord-Ouest), qui agirait aussi à titre de président;
- M^{me} Victoria Crompton (Statistique Canada).

11. Mot de la fin

M. Fellegi lève la séance 2005 du Conseil consultatif. Il remercie ensuite M. Ron McMahon pour ses nombreuses années de service et lui offre un cadeau ainsi que ses meilleurs vœux.

Approuvé à Ottawa par M. Fellegi
le 5 janvier 2006

ANNEXE 1

LISTE DES PARTICIPANTS

LISTE DES COORDONNATEURS STATISTIQUES ET DES PARTICIPANTS DE STATISTIQUE CANADA

COORDONNATEURS STATISTIQUES

Président	Ivan Fellegi	Statisticien en chef du Canada Statistique Canada
Secrétaire	Martin Podehl	Directeur général Marketing et services d'information Statistique Canada
Terre-Neuve-et-Labrador	Alton Hollett	Directeur Bureau de la statistique de Terre-Neuve-et-Labrador Ministère des finances Direction de l'économie et de la statistique
Île-du-Prince-Édouard	Nigel Burns	Directeur intérimaire Division de l'économie, de la statistique et des relations fédérales en matière budgétaire Ministère du Trésor
Nouvelle-Écosse	Fred Bergman	Directeur intérimaire Division de l'économie et de la statistique Ministère des finances
Nouveau-Brunswick	Kathy Wyrwas	Directrice Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick Ministère des finances
Québec	Yvon Fortin	Directeur général Institut de la statistique du Québec
Ontario	David West	Gestionnaire Analyse de la conjoncture actuelle Bureau des politiques économiques Ministère des finances

Manitoba	Wilf Falk	Statisticien en chef Bureau de la statistique du Manitoba
Saskatchewan	Ron McMahon	Directeur Bureau de la statistique de la Saskatchewan
Alberta	Bill Hyshka	Gestionnaire Statistics Alberta Finance
Colombie-Britannique	Don McRae	Directeur BC STATS Ministry of Management Services
Territoires du Nord-Ouest	David Stewart	Statisticien territorial Bureau de la statistique des Territoires du Nord-Ouest
Yukon	Gerry Ewert	Directeur Bureau de la statistique du Yukon
Nunavut	Paul Harris	Statisticien territorial Bureau de la statistique du Nunavut

PARTICIPANTS DE STATISTIQUE CANADA

Jacques Morin	Secrétaire du ministère Statisticien en chef du Canada
Richard Barnabé	Statisticien en chef adjoint Statistique sociale, des institutions et du travail
Ray Ryan	Statisticien en chef adjoint Statistique du commerce et des entreprises
Philip Smith	Statisticien en chef adjoint Études analytiques et Comptes nationaux
Michael Wolfson	Statisticien en chef adjoint Analyse et Développement
Wayne Smith	Statisticien en chef adjoint Communications et Opérations

François Maranda	Statisticien en chef adjoint Informatique et Méthodologie
Alain Séguin	Statisticien en chef adjoint Services de gestion
Sange de Silva	Directeur général Statistique sociale, des institutions et du travail
Douglas Norris	Directeur général Statistique sociale et démographique
Maryanne Webber	Directrice générale Enquêtes auprès des ménages et sur le travail
Anil Arora	Directeur général et gestionnaire du Recensement de 2006 Statistique sociale et démographique
Karen Wilson	Directrice générale Études analytiques et Comptes nationaux
Georges Andrusiak	Directeur général Statistique économique
Réjean Lachapelle	Directeur Démographie
Gordon Deecker	Directeur Géographie
Ian Macredie	Directeur Institutions publiques
David Roy	Directeur Marketing
Rosemary Campbell	Directrice adjointe Marketing
Rosemary Bender	Directrice Statistique sociale et autochtone

Jamie Brunet

Directeur adjoint
Statistique du travail

Victoria Crompton

Directrice
Communications et services de bibliothèque

Monique Williams

Chef
Secrétariat aux relations
fédérales-provinciales-territoriales
Communications et services de bibliothèque

ANNEXE 2

ORDRE DU JOUR

CONSEIL CONSULTATIF FÉDÉRAL-PROVINCIAL-TERRITORIAL
DE LA POLITIQUE STATISTIQUE

Les 19 et 20 mai 2005
Centre de conférences Simon-A.-Goldberg, Ottawa (Ontario)

ORDRE DU JOUR

Le jeudi 19 mai 2005

- 9 h 00 **Mot d'ouverture** — M. Ivan P. Fellegi
- Adoption de l'ordre du jour
 - Adoption du procès-verbal de la réunion de 2004
- 9 h 15 **Réalisations et priorités** — M. Ivan P. Fellegi
- M. Fellegi répondra aux questions portant sur le contenu du numéro spécial d'@StatCan 2005
- 10 h 15 Pause
- 10 h 30 **Rapports des provinces et des territoires** — Coordonnateurs statistiques
- 12 h 00 Dîner (Salle à dîner des cadres)
- 13 h 00 **Comptes nationaux et études analytiques** — M. Philip Smith
- Mise à jour sur le programme
 - Statistiques sur l'environnement
 - Entrées-sorties
 - Structure réduite / niveau de détail
 - Problématique de la qualité (répercussion de la confidentialité et utilité)
 - Problématique de ressources
 - Projet relatif à l'assiette de l'impôt foncier
- 13 h 45 **Statistiques du commerce et des entreprises** — M. Ray Ryan/M. François Maranda
- Mise à jour sur le programme
 - Système obligatoire de déclaration sur les émissions de gaz à effet de serre
 - Données sur le commerce international
 - Utilisation des données administratives (Agence du Revenu du Canada)
- 14 h 30 Pause
- 14 h 45 **Statistique sociale, des institutions et du travail** — M. Richard Barnabé
- Mise à jour sur le programme
 - Recensement 2006
 - Assistance pour le recensement 2006
 - Contre-vérification des dossiers de 2006
 - Remaniement de l'Enquête sur la population active (EPA)
 - Estimations de population et résultats de l'EPA

- Programme des statistiques sur les autochtones / Institut de statistique des Premières Nations (ISPN)
- Démographie: utilisation des données administratives et problèmes de qualité des données de migration interprovinciale

16 h 00

Communications et opérations — M. Wayne Smith

- Mise à jour sur le programme
- Mise à jour sur le Réseau de communications externes (RCE) – Madame Cynthia Ingalls
- Établissement des prix / Octroi de licences – M. David Roy

16 h 45

Réception

Le vendredi 20 mai 2005

9 h 00

Analyse et développement — M. Michael Wolfson

- Mise à jour sur le programme
- Mise à jour sur l'essai de l'Enquête canadienne sur les mesures de la santé (ECMS)

9 h 45

Rapport du comité de programme — M. Wilf Falk

Nominations des membres du Comité de programme — M. Wilf Falk

Autres questions

Mot de la fin

Clôture de la réunion

ANNEXE 3

RAPPORTS DES PROVINCES ET DES TERITOIRES

ALBERTA

Vue d'ensemble

Au cours de la période d'activité de 2004-2005, le Bureau de la statistique de l'Alberta a poursuivi ses activités à titre d'organisme statistique central de la province relevant du ministère des Finances par l'intermédiaire du Bureau du budget et de la gestion.

Le Bureau de la statistique de l'Alberta a atteint sa vitesse de croisière après avoir élargi son rôle dans toute une gamme de programmes d'enquêtes sociales et économiques, ainsi que sur les ressources humaines. L'organisme a conservé essentiellement la même orientation générale pour ses activités statistiques principales au cours de l'année, et il a continué de privilégier de plus en plus l'élaboration et le maintien de normes statistiques.

Administration et budget

Au cours de l'exercice 2004-2005, le niveau du personnel de base est demeuré constant. De plus, on a embauché du personnel salarié et des employés à contrat dans le cadre de projets spéciaux. Les affectations budgétaires sont restées constantes pour l'exercice 2004-2005, et les revenus provenant du recouvrement des coûts ont servi à réaliser divers projets sociaux et économiques ponctuels.

Buts et objectifs

Le Bureau de la statistique de l'Alberta a adopté un principe directeur général, soit procéder de façon coordonnée et uniforme à l'élaboration, à la production et à la présentation de l'information statistique au sein du gouvernement de l'Alberta.

Cet objectif est constamment renforcé par l'utilisation accrue des services consultatifs du Bureau de la statistique de l'Alberta et la coordination de plus en plus étroite des activités du gouvernement en matière d'enquêtes par l'intermédiaire de l'organisme. Bien que l'organisme n'ait pas le pouvoir direct d'exiger la mise en œuvre de méthodologies statistiques définies, les services consultatifs offerts à tous les ministères et organismes ont fourni l'élan nécessaire pour réaliser cet objectif.

Programmes et services

Les principaux services offerts par le Bureau de la statistique de l'Alberta sont les mêmes qu'au cours de l'exercice précédent. Voici les services offerts au nom du gouvernement de l'Alberta :

- les comptes économiques de l'Alberta (diffusion interne);
- le modèle d'impact économique des entrées-sorties de l'Alberta;
- les projections et estimations démographiques;

- la coordination statistique interprovinciale et intraprovinciale;
- les enquêtes statistiques personnalisées;
- le géocodage et la traduction des données selon les systèmes d'information géographiques (SIG);
- le programme de formation et de consultation sur le recensement municipal.

ASIST (Alberta Statistical Information SysTem)

Le Système d'information statistique de l'Alberta (ou ASIST) demeure encore la base de données en ligne centralisée du gouvernement de l'Alberta, offrant une foule de données socioéconomiques. Le système est mis à la disposition d'une clientèle interne et externe qui peut, moyennant des frais, obtenir des données sûres et actuelles.

Diffusion électronique et publications

Au cours de l'exercice 2004-2005, les publications ci-dessous ont été offertes par le Bureau de la statistique de l'Alberta et ses distributeurs secondaires :

- Alberta Economic Multipliers, 2001;
- Alberta Municipal Census Enumerators Training Manual;
- Alberta Economic Accounts, 2003 (diffusion interne);
- Alberta Population Projections, 2004 to 2026;
- Alberta Provincial Electoral Division Profiles.

Programme de statistiques démographiques

Des estimations et des projections démographiques personnalisées font maintenant partie des services internes principaux offerts par le Bureau de la statistique de l'Alberta. Une des fonctions principales consiste à fournir des statistiques démographiques centralisées aux ministères, qui peuvent ainsi disposer de données uniformes pour planifier de façon cohérente les programmes et les politiques au sein du gouvernement de l'Alberta.

Comme l'élaboration du modèle de projection démographique de l'Alberta est terminée, on pourra bientôt obtenir des projections et des estimations personnalisées pour des régions délimitées d'avance ou par l'utilisateur. Les produits normalisés actuels sont offerts à l'échelon des divisions de recensement et à celui de la province, selon l'âge et le sexe.

Services d'information géographique

Le Bureau de la statistique de l'Alberta offre à ses clients des services personnalisés de numérisation des limites et de géocodage à frais recouvrables. Pour que les utilisateurs puissent mieux faire des analyses et des recherches internes, nous mettons à leur disposition un produit de traduction des données des SIG au moyen d'un abonnement mensuel, trimestriel ou annuel. Le fichier des SIG permet de faire la traduction de données d'enquêtes et administratives en plus de 25 ensembles normalisés et personnalisés des régions géographiques de l'Alberta.

Programme de modélisation économique

Alberta Statistics offre une vaste gamme de services d'analyse économique, comme l'élaboration et l'application d'un modèle d'impact économique pour l'Alberta et un programme de multiplicateurs économiques. Le modèle d'impact économique de la province, administré par le Bureau de la statistique de l'Alberta, fournit aux utilisateurs des secteurs public et privé un moyen de mesurer l'incidence de l'évolution de l'économie albertaine à l'aide de facteurs et d'algorithmes normalisés. Le modèle a été mis à jour au début de 2005, et on y trouve les données des entrées-sorties les plus récentes ainsi que les dernières modifications de l'impôt provincial. Le programme de multiplicateurs économiques offre à la fois une série normalisée et des agrégations industrielles personnalisées définies par l'utilisateur des multiplicateurs économiques de l'Alberta, ainsi que des ratios intensité-offre pour répondre à une vaste gamme d'applications de modélisation pour les clients.

Remerciements

Encore une fois, le Bureau de la statistique de l'Alberta aimerait remercier les nombreuses divisions et directions de Statistique Canada de l'aide reçue au cours de la dernière année.

COLOMBIE-BRITANNIQUE

La dernière année a été une autre année très occupée pour le bureau de la statistique de la Colombie-Britannique (BC STATS), comme en témoigne l'augmentation de 20 % de nos activités. Notre financement de base, qui appuie nos divers programmes gouvernementaux, n'a pas changé au cours de la dernière année, mais les programmes statistiques supplémentaires, qui sont financés à même les recouvrements des clients et d'une foule de partenaires de données, ont augmenté de plus de 40 %. Actuellement, près des trois quarts de nos activités sont financées à même des partenariats d'analyse et de données avec les ministères clients, des sociétés de la couronne ou des organismes du secteur public plus large.

Voici un résumé des projets, nouveaux ou importants, qui ont été réalisés au cours de la dernière année.

Statistiques sociales et sur le travail

Projet de données sur les Autochtones

Le gouvernement de Colombie-Britannique s'est fixé comme priorité d'améliorer la situation socioéconomique des peuples autochtones de la province. Dans le cadre de cette initiative, le gouvernement et la collectivité autochtone ont créé la Provincial Aboriginal Socio-Economic Strategy (PASES) afin d'apporter des améliorations mesurables de la qualité de vie des peuples autochtones. En collaboration avec Statistique Canada, BC STATS appuie cette initiative stratégique en fournissant des services d'analyse et de données dans les domaines suivants :

- **Profils des Autochtones** : Une série de profils régionaux détaillés sur la population autochtone de la Colombie-Britannique reposant sur les données du Recensement de 2001 a été créée et est disponible sur notre site Web. Ces profils ont été conçus pour 15 régions distinctes de la province et rendent compte des caractéristiques socioéconomiques de trois groupes de population : les peuples autochtones vivant dans des réserves, les peuples autochtones hors réserve et la population non autochtone. Les sujets retenus sont conçus pour favoriser l'accès aux renseignements d'étalonnage faisant ressortir l'écart socioéconomique entre les peuples autochtones et non autochtones.
- **Enquête sur la population active autochtone** : Dans le sillage de l'Alberta, le gouvernement de la Colombie-Britannique a acheté 1 100 points d'échantillon supplémentaires et les a instaurés progressivement dans la partie de la Colombie-Britannique de l'Enquête sur la population active pour la période allant de novembre 2004 à avril 2005. L'échantillon supplémentaire appuiera la production d'estimations moyennes mobiles de trois mois de la situation sur le marché du travail des peuples autochtones vivant dans des réserves de la Colombie-Britannique. Ces nouvelles données devraient paraître pour la première fois à la fin de mai et leur publication se poursuivra pendant 12 mois.

Enquête sur les résultats des étudiants des collèges et des universités de la Colombie-Britannique

En décembre, BC STATS a diffusé les faits saillants de l'enquête 2004 sur les résultats des étudiants des collèges et des universités de la C.- B. Ce document contient un résumé de la satisfaction des étudiants à l'égard de divers programmes d'éducation offerts par les collèges et universités de la Colombie-Britannique et décrit leurs résultats ultérieurs en matière d'emploi et de poursuite des études. BC STATS réalise l'enquête et communique par téléphone avec 18 000 anciens étudiants de 9 à 20 mois après qu'ils ont terminé leur programme en entier ou une bonne partie de leur programme. On leur demande ce qu'ils ont fait depuis la fin de leurs études et s'ils sont satisfaits de l'instruction qu'ils ont reçue. Les résultats de cette enquête sont des liens importants pour démontrer la responsabilisation dans le financement public des établissements postsecondaires, tout en offrant aux établissements postsecondaires de l'information importante qui leur permet d'examiner et d'améliorer les programmes et services d'enseignement.

Indicateurs socioéconomiques

Dans le cadre de l'engagement du gouvernement à mesurer le succès de ses programmes et à rendre compte de son rendement, BC STATS a collaboré étroitement avec le British Columbia Progress Board afin de revoir les besoins en analyse et en données nécessaires pour appuyer la création et le suivi de repères de rendement dans l'édition du 15 décembre de son rapport d'analyse pour 2004. Ces indicateurs sont la principale mesure qui est employée pour évaluer les objectifs des trois principaux buts stratégiques du gouvernement : « *une économie vigoureuse et vivante* », une « *infrastructure sociale constructive* », « *des collectivités sûres et saines et un environnement durable* ». Notre programme d'indicateurs socioéconomiques régionaux s'est poursuivi en 2004 avec la mise à jour des diverses régions de la province. Ces rapports résument les conditions socioéconomiques d'une vaste gamme d'indicateurs en un seul indice composite. Pris ensemble, ils servent de mesure agrégée des succès relatifs et des défis des régions de la province et fournissent aux décideurs l'information requise pour prendre des décisions fondées sur des faits au moment de l'affectation des ressources budgétaires.

Statistiques économiques et sur les entreprises

Études sectorielles

Pendant plusieurs années, nous avons rendu compte de la vigueur de divers secteurs industriels spéciaux de la province, comme les petites entreprises, la haute technologie et le tourisme. Ces travaux se sont poursuivis en 2004 et des mises à jour ont été apportées aux trois rapports.

Nous avons également terminé une étude sur l'importance de l'exportation des services vers l'économie de la Colombie-Britannique. La valeur du secteur des services n'est pas reconnue universellement, en partie parce que les mesures standard de l'activité économique portent

depuis toujours sur les activités productrices de biens, le secteur des services étant laissé pour compte. Ce point de vue évolue à mesure que le rôle du secteur des services est formulé plus clairement dans les données et que la demande de services dans notre économie de plus en plus axée sur le client s'élargit.

Rapport sur le commerce international

L'analyse et le compte rendu des conditions du commerce international en Colombie-Britannique continuent d'être une priorité à BC STATS. Dans une petite économie dépendant des ressources, il est essentiel d'avoir des données actuelles et une analyse des conditions du commerce international pour comprendre où se situe l'économie provinciale. Dans le cadre de ce processus, au cours de la dernière année, nous avons analysé une foule de sujets, y compris des mises à jour sur le différend sur le bois d'œuvre résineux avec les États-Unis et les échanges de la Colombie-Britannique avec la Chine, le Brésil et l'Union européenne.

Enquêtes et analyse

La section des enquêtes et de l'analyse de BC STATS a continué de fournir des services d'analyse et d'enquête à recouvrement des coûts au gouvernement de la Colombie-Britannique et au secteur public dans son ensemble. Avant cette année, la plupart des enquêtes que nous faisons étaient des enquêtes internes sur le Web réalisées auprès des clients et des employés, qui allaient dans le sens de l'engagement du gouvernement à améliorer le rendement des programmes. Cependant, en raison de la demande croissante du gouvernement pour la réalisation d'enquêtes auprès du public, nous avons élargi nos capacités de manière à inclure les services des centres d'appels des enquêtes. À la fin de septembre, trois fournisseurs ont été sélectionnés au moyen d'un appel d'offres concurrentiel afin de fournir des services contractuels à titre de centres d'appels. Cette stratégie importante permet à BC STATS d'appuyer des enquêtes à des taux concurrentiels par tous les moyens (sur le Web, par téléphone, sur papier et en personne). Grâce à ces offres à commandes, nous sommes maintenant en mesure de garantir le bon prix et la bonne capacité aux clients qui souhaitent réaliser des enquêtes téléphoniques permanentes et occasionnelles auprès d'une population spécifique ou du grand public.

La capacité d'enquête par téléphone nouvellement acquise par BC STATS a servi à préparer une enquête téléphonique omnibus axée sur la santé de la population. Avec un plan d'échantillonnage optimisé pour donner des résultats exacts à l'administration de la santé et à la circonscription sanitaire locale, l'enquête est menée sur le terrain tous les mois. Les clients comprennent la Nurseline, qui évalue son centre d'appels téléphoniques et son site Web, ainsi que le Tobacco Control Program, qui surveille le tabagisme. Le nouveau produit omnibus de BC STATS est en voie d'élaboration et nous prévoyons ajouter des clients.

Vérification de la qualité de la liste électorale de la Colombie-Britannique

En décembre, nous avons rendu le deuxième de trois rapports à Elections BC sur la qualité de la liste électorale provinciale. Ce rapport fournit des mesures repères sur l'intégralité de la liste et l'exactitude des coordonnées qui y figurent. À l'aide de méthodes d'échantillonnage,

BC STATS a réussi à donner à Elections BC des conseils sur les endroits dans la province où il devrait centrer ses efforts de recensement jusqu'au 17 mai 2005, journée d'élections générales, pour obtenir une utilisation plus efficace des ressources d'Elections BC. La méthode employée par BC STATS est exceptionnelle dans le monde des élections au Canada et a abouti à des discussions récentes avec Élections Canada, qui cherche à suivre notre initiative.

Statistiques démographiques

Estimations démographiques régionales

En novembre, nous avons terminé nos estimations démographiques de 2004 pour diverses régions administratives infraprovinciales, notamment 155 municipalités, 28 districts régionaux, 56 districts scolaires et 89 régions sociosanitaires. Ces estimations démographiques sont utilisées par les administrations provinciales et locales pour évaluer les besoins communautaires actuels et futurs et servent de base aux transferts fiscaux provinciaux et locaux.

Projections démographiques régionales

Nos projections démographiques régionales continuent d'être utilisées à grande échelle pour planifier les besoins en services sociaux, de santé et d'éducation dans les régions, et pour assurer la planification régionale de la gestion de la croissance démographique dans les régions urbaines. L'an dernier, à la demande de notre ministère de l'Éducation, nous avons produit un système interne pour générer des projections sur l'inscription dans les districts scolaires par âge et année d'études. Jusqu'à tout récemment, les projections sur l'inscription étaient réalisées par le ministère de l'Éducation. Toutefois, puisque le système était surtout axé sur nos projections démographiques, nous avons proposé que le modèle d'inscription actuel soit géré et, le cas échéant, amélioré par BC STATS. Ce transfert de programme a entraîné la réduction des coûts au ministère de l'Éducation et assure une meilleure continuité du système.

Cartographie

Pour répondre à la demande de présentation de données géographiques provenant des clients gouvernementaux, nous avons octroyé une licence au service de cartographie par Internet ARC/IMS. Puisque BC STATS fournit des services et des produits de géocodage au gouvernement et au public, le renforcement de la capacité d'accueillir une application de cartographie interactive sur le Web est considéré être une bonne façon de réaliser des économies importantes dans la prestation des produits statistiques courants et nouveaux. Actuellement, les ministères de la Santé et de l'Éducation cherchent des moyens d'avoir recours à BC STATS comme fournisseur de services de cartographie sur Internet pour leur fonds de renseignements statistiques.

Services de données

En septembre, BC STATS a mis en place une base de données et un système à base d'interrogations permettant aux clients d'avoir accès à de l'information démographique sur le site Web de BC STATS grâce à la sélection dynamique des seules données nécessaires. Auparavant, cette information était conservée sur des pages HTML statiques. Cette nouvelle méthode à base ASP a été appliquée au départ à des statistiques démographiques sélectionnées provenant d'une foule de régions administratives, mais elle sera élargie de manière à inclure d'autres fonds de données statistiques. Le but est de permettre aux ministères et au public d'avoir un meilleur accès au fonds de données de BC STATS.

ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD

La Division de l'économie, de la statistique et des relations fédérales en matière budgétaire relève du ministère provincial du Trésor de l'Île-du-Prince-Édouard. Elle emploie un petit groupe de professionnels responsables des relations financières avec le gouvernement fédéral, de la politique fiscale, de l'analyse économique et des services statistiques provinciaux. Le directeur est le coordonnateur statistique de l'Île-du-Prince-Édouard, permettant ainsi à la Division d'entretenir d'étroites relations de travail avec Statistique Canada en matière de données.

De fait, Statistique Canada demeure une source précieuse de renseignements au sein du gouvernement provincial. La Division dépend fortement du Bureau pour obtenir la plupart de ses données. Les renseignements statistiques fournis par Statistique Canada, combinés aux données fournies par les ministères provinciaux, servent à tenir à jour la base de données statistiques de la Division.

La Division diffuse ses renseignements statistiques à la population au moyen du site Web du gouvernement provincial à l'adresse www.gov.pe.ca/infoipe/index.php3 de même qu'à partir du site Web interne du gouvernement (intranet).

Outre les données statistiques qu'elle diffuse, la Division publie des données qu'elle tire de son modèle démographique. Ce modèle permet d'établir le profil de la population de l'Île-du-Prince-Édouard et d'élaborer des projections à ce sujet. Les projections obtenues sont compatibles avec les estimations chronologiques officielles de Statistique Canada, selon l'âge et le sexe, pour les années 2004 à 2030. Le potentiel élargi de ce modèle démographique permet d'établir les projections de population des comtés de Prince, Queens et Kings.

On a préparé de nombreuses demandes de renseignements sur les données et les projections démographiques selon la subdivision de recensement, le comté et la région sociosanitaire. Récemment, la Division a fourni des projections et des analyses démographiques à la Commission de délimitation des circonscriptions électorales de l'Île-du-Prince-Édouard, chargée de revoir les limites des circonscriptions électorales.

La *Revue statistique annuelle*, publiée chaque année en mai, donne maintenant un aperçu captivant des renseignements provinciaux, le tout assorti de graphiques en couleur. Un certain nombre de nouveaux tableaux y ont été ajoutés, notamment davantage de statistiques sociales.

Parmi les autres activités de 2004, mentionnons la publication de la série de rapports périodiques sur l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard, enrichie des statistiques mensuelles relatives aux variables clés, ainsi que la tenue à jour du modèle d'établissement de prévisions économiques de la province.

MANITOBA

Vue d'ensemble

Le Bureau des statistiques du Manitoba (BSM) est l'organisme statistique central du Manitoba. Pour l'exercice 2005-2006, il compte 11 postes permanents. L'organisme relève du ministre de l'Industrie, du Développement économique et des Mines, par l'entremise du sous-ministre.

Le budget de base du Bureau a été réduit pour l'exercice 2005-2006 du fait qu'il y a un poste vacant. Les dépenses de fonctionnement ont fait l'objet d'une légère augmentation.

Élaboration et diffusion de l'information

Au cours des 12 derniers mois, le BSM a entrepris les activités d'élaboration et de diffusion de l'information suivantes :

- poursuite de l'élaboration de MBS StatsBase, système d'information en ligne qui permet au personnel du gouvernement du Manitoba d'accéder à des séries chronologiques et à des données transversales sur divers sujets au moyen du logiciel de serveur de données Web Beyond 20/20;
- actualisation des systèmes d'information du BSM, y compris InfoNet du BSM et MBS Trade;
- tenue à jour d'un programme des comptes économiques du Manitoba afin de mesurer l'activité économique annuelle de la province;
- établissement de prévisions économiques semestrielles sur l'économie du Manitoba ainsi que de prévisions sur les comptes publics;
- diffusion d'un nouvel ensemble de projections démographiques régionales et pour l'ensemble du Manitoba (décembre 2004 et janvier 2005);
- mise à jour de projections de la population autochtone du Manitoba pour la période de 2001 à 2026 en vue de leur diffusion à la mi-juin 2005;
- poursuite des travaux visant à finaliser plusieurs scénarios de projection de la population active au Manitoba qui sont conformes aux projections démographiques pour l'ensemble de la province (date de diffusion visée : vers la fin de juin 2005);
- mise au point de profils détaillés de la collectivité autochtone du Manitoba présentés sous forme de rapports et de bases de données, notamment de profils des jeunes Autochtones;

- établissement d'un nouveau rapport pour 2004 sur les multiplicateurs économiques du Manitoba fondé sur les tableaux d'entrées-sorties les plus récents du Manitoba;
- réalisation de l'enquête sur la surveillance des prix dans 19 collectivités du Manitoba afin de déterminer les écarts entre les collectivités du Sud et celles du Nord en ce qui touche les prix des aliments;
- établissement d'un certain nombre de profils des groupes cibles pour le Recensement de 2001, notamment au sujet des personnes âgées et des immigrants;
- diffusion de l'information économique mensuelle et trimestrielle clé au sein du gouvernement manitobain, y compris l'Enquête sur la population active, l'Indice des prix à la consommation, les investissements, la population et le commerce international.

Aide offerte aux ministères et organismes provinciaux

Une partie considérable du travail effectué par le Bureau visait à répondre aux besoins d'information des ministères provinciaux en 2004-2005. Le Bureau a répondu à de nombreuses demandes; certaines étaient très simples tandis que d'autres étaient complexes. Voici quelques exemples :

- élaboration d'une enquête sur les établissements d'enseignement afin de dresser un profil statistique des étudiants étrangers qui les fréquentent;
- réalisation d'un certain nombre d'évaluations de l'incidence sur l'économie et les recettes fiscales de projets, initiatives et activités du gouvernement et des ministères;
- établissement de prévisions économiques personnalisées à court et à long terme;
- présentation à plusieurs reprises de l'atelier d'une journée intitulé *Multiplicateurs économiques pour 2004* dont l'objectif consistait à mettre en relief les multiplicateurs économiques du Manitoba élaborés par le BSM et à constater si cet outil d'analyse est utilisé de façon appropriée par l'administration publique manitobaine;
- élaboration de l'exposé intitulé *Avenir démographique du Manitoba : Aperçu 2005-2017*, qui est en voie d'être étoffé afin d'être présenté sous la forme d'un atelier d'une demi-journée;
- participation à l'élaboration et à la présentation d'indicateurs de rendement pour plusieurs initiatives à l'échelle du gouvernement dont la diffusion est prévue en juin 2005.

Collaboration du BSM avec Statistique Canada

Le BSM a continué de contribuer à divers programmes de Statistique Canada. Il a notamment participé aux réunions des comités fédéraux-provinciaux-territoriaux de la statistique. La collaboration du BSM avec Statistique Canada afin d'améliorer la portée et la qualité de l'information statistique sur le Manitoba constitue un élément important de notre mandat législatif.

Le BSM se prépare à l'étape de la collecte des données du Recensement de 2006 ainsi qu'à l'examen de la méthodologie proposée pour les études de couverture. Le Manitoba songe à nouveau à participer à une campagne de sensibilisation publique au Recensement de 2006.

Le BSM a eu de longues discussions avec Statistique Canada au sujet de l'accroissement du nombre de ménages faisant partie de l'Enquête mensuelle sur la population active. L'accroissement de l'échantillon viserait à augmenter le nombre de répondants autochtones afin d'obtenir des estimations de meilleure qualité en ce qui touche le marché du travail dans le cas des Autochtones. Malheureusement, nous n'avons pas été en mesure d'aller de l'avant en raison des frais liés au démarrage et à la collecte des données. Nous examinons la possibilité d'obtenir les fonds nécessaires en vue d'un démarrage du projet en 2005-2006.

Nous avons hâte aux nouvelles consultations avec les provinces et les territoires sur l'initiative des statistiques relatives aux Autochtones avant que celle-ci soit présentée au Cabinet à l'automne 2005. Le Manitoba perçoit les données sur la situation des Autochtones par rapport au marché du travail comme un élément important d'une initiative statistique concernant les Autochtones.

NOUVEAU-BRUNSWICK

Structure de l'organisation

Durant l'année 2004-2005, le gouvernement du Nouveau-Brunswick a mené ses activités dans un contexte de restriction budgétaire. Par conséquent, les budgets de fonctionnement de nombreux ministères et organismes ont été réduits. L'Agence de la statistique du Nouveau-Brunswick (ASNB) a continué d'évoluer au sein du ministère des Finances. Cependant, à cause du départ à la retraite de certains cadres supérieurs, la structure divisionnaire du ministère a changé.

L'ASNB relève maintenant de la Division de la politique fiscale de la Direction de la politique fiscale et de l'économie. Kathy Wyrwas continue d'assumer le rôle de coordonnatrice statistique pour le gouvernement provincial et à agir à titre de directrice de l'ASNB. Cinq employés assurent les fonctions relatives au mandat du bureau du coordonnateur statistique et sont responsables des nouvelles tâches liées aux politiques fiscales. L'agence suit de près les tendances socioéconomiques provinciales et en rend compte au gouvernement. En outre, elle assure le maintien d'un programme statistique provincial de base et établit les prévisions économiques sur cinq ans utilisées dans la planification budgétaire et la prévision des recettes. Finalement, l'agence continue à offrir des services de recherche, d'analyse et de conseil aux cadres supérieurs du gouvernement, dont au Cabinet du premier ministre.

Activités

L'agence produit des rapports périodiques sur les indicateurs économiques, démographiques et sociaux, dont l'*Examen trimestriel des résultats économiques* (qui peut être consulté sur le site intranet du ministère des Finances), les *Indicateurs économiques du Nouveau-Brunswick* (données mensuelles et annuelles accessibles sur le site Web du gouvernement) et les *Statistiques forestières du Nouveau-Brunswick* (données trimestrielles accessibles sur le site Web du gouvernement). Les renseignements économiques et statistiques du site Web du gouvernement, que notre personnel tient à jour, portent sur un grand nombre d'indicateurs annuels relatifs au Nouveau-Brunswick et sont présentés dans les deux langues officielles à l'adresse suivante : www.gnb.ca/0024/economics/indexf.asp. En outre, un document de synthèse hebdomadaire, rédigé à l'intention de notre sous-ministre et des cadres supérieurs, ainsi que du Cabinet du premier ministre, présente de l'information sur les plus récents communiqués de Statistique Canada, et ce, en mettant l'accent sur les résultats du Nouveau-Brunswick. Le rapport annuel de l'ASNB intitulé, *L'économie au Nouveau-Brunswick 2005*, qui brosse un tableau des indicateurs économiques et des secteurs d'activité du Nouveau-Brunswick, a été publié en mars 2005. Ce document appuie le budget provincial. Tous les documents relatifs au budget sont accessibles à l'adresse suivante : www.gnb.ca/0160/budget/buddoc2005/indexf.asp.

Statistique Canada

Au cours de l'année, le Nouveau-Brunswick a continué de participer aux réunions de comités fédéraux-provinciaux-territoriaux de Statistique Canada. Sans l'aide financière de Statistique Canada, il n'est pas certain qu'un délégué provincial aurait pu participer à chaque réunion. D'autres réunions ont eu lieu à Fredericton avec les représentants de Statistique Canada et elles traitaient de questions précises, notamment l'étude de faisabilité concernant l'assiette fiscale de l'impôt foncier et le Recensement de 2006. Enfin, Martin Podehl, directeur général, a visité notre bureau du coordonnateur statistique.

En 2004-2005, l'agence n'avait pas les fonds nécessaires pour acheter les produits de Statistique Canada qu'elle se procurait par le passé, notamment la Base de données et modèle de simulation de politiques sociales (BD/MSPS) ainsi que des tableaux de la Division des données régionales et administratives (DDRA) et des tableaux personnalisés sur le recensement. Il est donc extrêmement important que l'ASNB ait accès à la base de données CANSIM et à celle du commerce par l'intermédiaire de l'entente de consortium. L'agence est tout à fait favorable à l'expansion continue des séries de données CANSIM. Le module Réseau de communications externes — Coordonneurs statistiques est un autre outil important qu'a utilisé le personnel de l'ASNB pour accéder aux séries de données indispensables, aux publications, aux coordonnées des personnes-ressources clés et à d'autres renseignements importants pour répondre aux demandes courantes de nos clients.

Enfin, l'agence continue d'entretenir de bonnes relations de travail avec le personnel de Statistique Canada à Halifax et à Ottawa. Nous apprécions les efforts déployés par les membres du personnel pour nous tenir au courant des derniers changements, ainsi que la diligence et l'efficacité dont ils font preuve pour répondre à nos demandes.

Prochaines activités

En 2005-2006, l'agence mènera ses activités avec essentiellement le même budget que celui de l'année financière précédente. Elle n'aura donc pas de fonds supplémentaires pour entreprendre de nouvelles initiatives. Elle consacrera tous ses efforts à maintenir les activités énumérées ci-dessus dans le rapport.

NOUVELLE-ÉCOSSE

Restructuration et compte des collectivités

Le 1^{er} juin 2004, on créait la Division de l'économique et de la statistique en fusionnant l'ancienne Division de la politique économique et de l'analyse et la Division de la statistique. On a confié à l'ancien directeur de la Division de la statistique, Dennis Pilkey, un mandat de deux ans pour mettre en place le système de compte des collectivités. Il s'agit d'un moyen visant à diffuser de l'information sur Internet à propos des collectivités de la Nouvelle-Écosse afin de mieux informer les décideurs et de les aider à prendre des décisions en se fondant sur des faits. Le site Web sur le compte des collectivités existe concrètement depuis janvier 2005 et est offert à l'adresse suivante :
<http://www.gov.ns.ca/finance/communitycounts/default2.asp>.

Fait à noter, ce site est toujours en voie d'élaboration. La Division de l'économique et de la statistique a contribué au projet du compte des collectivités en l'aidant à obtenir, en 2004-2005, les données régionales et administratives et les données de recensement de Statistique Canada (SC), soit en lui accordant la licence nécessaire pour utiliser l'information sur Internet. Le coordonnateur statistique provincial a été le signataire de ces ententes.

Internet et publications

En plus de diffuser les courriels de ses *Dailystats* résumant les communiqués du *Quotidien* de SC, la Division de l'économique et de la statistique a mis à jour la plupart de ses quinze autres publications. Elle a récemment acheté des données pour mettre à jour sa publication sur le commerce, et elle est en voie d'obtenir des renseignements pour mettre à jour ses publications sur les statistiques de l'entreprise. Deux de ses publications sont inactives depuis un certain nombre d'années, et elle envisage d'y mettre fin (soit les gros employeurs et le répertoire des entreprises de fabrication). Les données de la révision historique de la main-d'œuvre ont été diffusées dans les sites Web et les publications principales en mars 2005. La Division offre ses publications gratuitement en format PDF sur son site Web. En 2004, il y a eu 346 388 téléchargements de ces publications sur les sites Web, soit une hausse de 35,3 % comparativement à 2003. Toutefois, le nombre de téléchargements semble avoir atteint un sommet à l'automne 2004. La mise à jour prévue de certaines publications pourrait mettre fin à cette tendance. Les téléchargements de données à partir de CANSIM II ont plus que doublé en 2004. Dans l'année à venir, le contenu et l'apparence des sites Internet et intranet tenus par la Division de l'économique et de la statistique seront modifiés à la suite de l'embauche d'un webmestre au ministère des Finances. On trouve le site Web de la Division à l'adresse suivante : <http://www.gov.ns.ca/finance/statistics/agency/index.asp>.

Intranet

Le site intranet de la Division est l'instrument principal de diffusion des données au sein du

gouvernement. Celui-ci a été réaménagé et offre maintenant toute une gamme de données statistiques et de ressources connexes. Pour accéder à la base de données, il faut s'abonner, car l'accès aux documents assortis d'une licence doit être contrôlé. Le site intranet fonctionne depuis octobre 2002. Pour que les données soient diffusées dans de meilleurs délais et d'une manière plus souple, la Division a établi un environnement interactif en ligne. Grâce à des pages de serveur actives, fondées sur des bases de données Access et sur des tableaux croisés dynamiques d'Excel, les utilisateurs disposent de beaucoup plus de données qu'ils peuvent utiliser de façon dynamique pour produire des présentations sur mesure. Le développement d'un prototype d'application de base sur les connaissances se poursuit, et on y trouve des fonctions pour saisir, gérer et diffuser l'information en provenance de diverses sources. Il y a 155 abonnés inscrits du site intranet. Celui-ci a fait l'objet d'une démonstration à la réunion fédérale-provinciale-territoriale (FPT) sur la diffusion des données en décembre 2003.

Réunions et comités FPT

En 2004-2005, la Division de l'économie et de la statistique a assisté à neuf des réunions FPT à SC, de même qu'à l'atelier sur l'estimation par petits domaines en février 2005. Pour ce qui est des autres réunions FPT, des représentants d'autres ministères provinciaux y ont assisté. En outre, la Division de l'économie et de la statistique a assisté aux réunions du sous-comité du Comité permanent de fonctionnaires sur les questions économiques et fiscales. Il s'agit d'un sous-comité FPT qui dépend des ministères des Finances et du Trésor.

Au cours de la dernière année, la Division de l'économie et de la statistique a participé à un certain nombre de comités interministériels, auxquels participent dans certains cas des ministères fédéraux : Forum des ministres du marché du travail (information sur le marché du travail), Skills Nova Scotia, examen de l'activité en mer, stratégie d'immigration, étude du secteur des océans, terres privées et stratégie d'amélioration de la conservation, assainissement des étangs de goudron de Sydney, évaluation de l'entente sur la diversification économique. Prochainement, la Division participera à un certain nombre de nouveaux comités portant notamment sur les sujets suivants : le vieillissement de la population active, l'initiative de politiques de développement communautaire, la défense, le changement climatique et la politique d'accueil pour les grandes manifestations. Elle participera de nouveau aux comités consultatifs de Target Nova Scotia et GeoNova, lesquels sont des portails Internet pour l'information en Nouvelle-Écosse.

Analyse des retombées économiques et prévisions

Un certain nombre d'études sur l'incidence économique ont été entreprises en 2004-2005, surtout pour la Nova Scotia Business Incorporated et l'Office of Economic Development. Ces organismes provinciaux ont pour mandat d'administrer les remises sur la masse salariale et les prêts aux entreprises. Le modèle des entrées-sorties (ES) de la Nouvelle-Écosse a été mis à jour pour l'année 2000 au niveau W. En mai 2004, la Division a présenté un atelier sur les ES organisé par la Division des ES de SC. L'atelier a été bien accueilli, et la Division espère en présenter d'autres sur les méthodes d'aménagement d'un modèle des ES. La Division aimerait aussi accueillir un atelier sur les comptes nationaux. En outre, la Division

devra se conformer au protocole d'entente sur les données fiscales de l'Agence du revenu du Canada en vue d'obtenir l'accès à ces données.

Pour ce qui est de formuler ses commentaires à SC, la nouvelle Division a été plus active, puisqu'elle a donné son avis concernant les données relatives aux comptes économiques provinciaux, au produit intérieur brut par industrie, aux tableaux provinciaux des ES, ainsi que sur les statistiques du secteur public et sur le système de gestion financière. En outre, la Division a toujours présenté des commentaires sur les estimations démographiques.

La Division a été chargée de mettre à jour ses prévisions économiques nationales et provinciales de 2004-2005, en août 2004 (avant la publication des comptes publics) et en novembre 2004 (avant la publication de la mise à jour des prévisions en fin exercice) et pendant le processus de présentation du budget provincial en mars 2005. Elle s'est fait un devoir également d'assister aux exposés relatifs aux agences de cotation au printemps 2004, pour tenter d'améliorer la cote de crédit de la province pour la première fois depuis quelques années. La Division a également contribué à la production du formulaire 18-K de la U.S. Securities and Exchange Commission au cours de l'automne et de l'hiver 2004-2005, ce qui est une exigence à remplir pour émettre des obligations provinciales aux États-Unis.

Faits saillants de la restructuration

Dans le cadre de la restructuration, la Division de l'économie et de statistique s'est donné un nouveau mandat, notamment un énoncé de vision et de mission, un ensemble d'objectifs stratégique et un plan d'action pour les atteindre, et elle a procédé à l'examen de sa clientèle actuelle. Dans le dernier cas, la Division a constaté que, bien que la plupart des services qu'elle offre visent une clientèle extérieure, seulement une petite partie vise des clients à l'extérieur du cadre du gouvernement provincial. L'un des adjoints administratifs prendra sa retraite en août 2005. Un économiste interne diplômé depuis deux ans et en début de carrière a été embauché en septembre 2004. Pour la planification de la relève, la Division tentera de convaincre davantage de personnes en début de carrière à se joindre à elle. Étant donné les exigences de la Division, il faudra peut-être accentuer la gestion de projet. L'effectif actuel comprend treize personnes, soit un directeur intérimaire, deux adjoints administratifs, un analyste principal des politiques, un économiste principal, deux économistes, un économiste interne, deux agents principaux de recherche et de statistique, et trois agents de recherche et de statistique.

NUNAVUT

Déménagement du Bureau de la statistique du Nunavut

Le Bureau de la statistique du Nunavut, auparavant situé dans la capitale du Nunavut, Iqaluit, est maintenant installé dans le hameau de Pangnirtung, à environ une heure de vol d'Iqaluit. Pangnirtung est principalement une collectivité inuite d'environ 1 250 personnes.

Le Bureau a déménagé à Pangnirtung à l'automne de 2004 dans le cadre du programme de décentralisation du gouvernement territorial. Il y a environ 115 fonctionnaires du gouvernement territorial qui travaillent à Pangnirtung dans divers ministères, soit l'Éducation, la Santé, le Développement économique et les Affaires exécutives et intergouvernementales (ministère d'attache du Bureau de la statistique).

En raison du déménagement à Pangnirtung, tout le personnel du Bureau travaillant à Iqaluit, y compris le directeur, ont refusé de déménager et ceux-ci ont quitté le gouvernement ou ont été affectés à d'autres ministères. Un employé, soit le gestionnaire des enquêtes du Bureau, a accepté de rester au Bureau à Iqaluit jusqu'à la fin de l'exercice 2004-2005 en vue de terminer les opérations sur le terrain de l'enquête sur les ménages du Nunavut de 2004.

Entre temps, on a offert au Bureau de la statistique du Yukon de détacher l'un de ses employés pour une période de deux ans pour la réinstallation du Bureau du Nunavut. L'offre a été acceptée et l'employé est arrivé à Pangnirtung en septembre 2004.

La réinstallation du Bureau

Les travaux de rénovation en vue de reloger le Bureau dans l'immeuble du gouvernement territorial à Pangnirtung venaient d'être terminés en septembre 2004. Toutefois, il n'y avait pas encore de meubles, de matériel, et surtout, aucun membre du personnel. Le seul employé, le nouveau directeur, avait apporté de l'ancien bureau d'Iqaluit un ordinateur et plusieurs boîtes contenant divers rapports et dossiers. On a trouvé un bureau et une chaise excédentaires, un ordinateur et une prise de téléphone et on a commencé à aménager le « nouveau » Bureau.

À la fin d'octobre, des meubles tout neufs, commandés l'été précédent, sont arrivés par « transport maritime », soit par un petit navire côtier en provenance de Montréal qui transporte des marchandises à Pangnirtung (et vers les autres localités) deux fois par année. Des déménageurs ont été embauchés pour apporter les meubles au Bureau, les déballer et les installer. Dans le mois suivant, le matériel a commencé à arriver par transport aérien, c'est-à-dire de nouveaux ordinateurs, un télécopieur, des imprimantes, un scanner et une

photocopieuse Xerox. Ces appareils ont tous été déballés et installés avec l'aide du technicien informatique sur place.

En outre, en novembre, nous avons obtenu les fonds nécessaires pour embaucher un administrateur de bureau occasionnel jusqu'à la fin de l'exercice en cours. Il y a eu un concours et une personne sur place a été embauchée à la fin du mois. Peu après, une troisième personne, un analyste des politiques détaché de l'Unité d'évaluation du Ministère, s'est jointe au Bureau pour une période temporaire. L'Unité d'évaluation, qui faisait partie du Bureau auparavant, est devenue une unité distincte juste avant la décentralisation. Elle a aussi été décentralisée à Pangnirtung et elle est en voie de se réinstaller.

Au cours de l'automne de 2004 et au début de 2005, le directeur du Bureau a participé aux réunions fédérales-provinciales-territoriales habituelles à Statistique Canada, c'est-à-dire celles qui ont porté sur la démographie et le recensement (septembre), l'agriculture (octobre), la santé (novembre), le secteur public et la diffusion des données (décembre), les transports et les entreprises (janvier 2005). Pendant qu'il était à Statistique Canada pour ces réunions, il a aussi rencontré l'Unité de l'initiative des données relatives aux Autochtones de Statistique Canada pour lui demander de contribuer à la formation du nouveau personnel du Bureau.

Points saillants des premiers six mois de fonctionnement du Bureau à Pangnirtung

- **Début du processus de dotation**
Le nouveau Bureau compte trois postes : un statisticien territorial (détaché du Bureau des statistiques du Yukon) et deux agents-analystes de l'information. Les deux candidats retenus pour les postes d'agent-analyste de l'information, qui ont été embauchés sur place, devraient être en poste d'ici la fin de mars.
- **Autorisation d'un poste à l'interne**
Le ministère des Ressources humaines du gouvernement territorial a autorisé la création d'un poste à l'interne pour le Bureau. Le candidat retenu, qui sera embauché sur place, sera en poste le 1^{er} avril.
- **Feu vert pour l'élaboration d'un projet de loi sur la statistique du Nunavut**
Le Cabinet a approuvé à la fin de l'automne la rédaction d'une loi sur la statistique du Nunavut. La proposition devrait être examinée par l'Assemblée législative à l'automne de 2005.
- **Conclusion d'une entente d'échange**
Une entente visant l'affectation d'un analyste de Statistique Canada au Bureau pour une année (et peut-être plus longtemps) a été négociée avec succès et l'analyste arrivera à Pangnirtung à la fin de janvier 2005.
- **Reprise de la diffusion des données**
La diffusion d'une nouvelle publication électronique appelée StatsUpdate, faisant état des dernières statistiques à la disposition du public du Nunavut, a été approuvée. Le

premier numéro a été diffusé au début de mars 2005 et il y en aura d'autres à mesure que les données seront recensées.

- **Atelier sur le marché du travail**

Un atelier a été organisé et tenu à Iqaluit à la mi-février 2005 avec la participation des ministères territoriaux et fédéraux, du Nunavut Arctic College, de Nunavut Tungavik Inc. et du Nunavut Research Institute. Il s'agissait de discuter de l'élaboration d'un plan d'analyse du marché du travail au Nunavut.

- **Fin des opérations sur le terrain pour l'enquête sur les ménages du Nunavut**

Il s'agit d'une enquête globale sur les ménages visant à recueillir (par téléphone) des données statistiques d'importance pour un certain nombre de ministères et organismes du gouvernement du Nunavut. Environ 1 000 enquêtes ont été faites à l'automne de 2004 et les données ont été saisies. Une vue d'ensemble complète des résultats de cette enquête sera publiée au printemps de 2005.

- **Enquête auprès des employés sur la satisfaction professionnelle et le milieu de travail**

Depuis septembre 2004, le Bureau de la statistique du Nunavut travaille en collaboration avec la Division de l'emploi des Inuits du gouvernement du Nunavut pour élaborer, administrer, analyser et présenter les résultats d'un sondage auprès des employés au sujet de leur satisfaction professionnelle et du milieu de travail. L'enquête sera mise à l'essai en avril et devrait être administrée aux quelque 3 300 fonctionnaires en mai et juin 2005.

- **Enquête sur l'utilisation du tabac**

Le Bureau, en collaboration avec le ministère de la Santé du gouvernement du Nunavut et Santé Canada, est en voie de préparer une enquête sur l'utilisation du tabac au Nunavut. Un questionnaire est à l'étude et une méthodologie convenant au Nunavut doit être élaborée. Les opérations sur le terrain pourraient commencer à l'été de 2005.

- **Enquête sur la toxicomanie**

Il y a eu des discussions avec le ministère de la Santé du gouvernement du Nunavut et avec Santé Canada en vue de l'élaboration d'une version propre au Nunavut de l'Enquête canadienne sur les toxicomanies. Un protocole d'entente doit être conclu avec Santé Canada et les opérations sur le terrain pourraient commencer à l'automne de 2005.

Tâches à accomplir

- **CANSIM**

À titre de coordonnateur statistique pour Statistique Canada, le Bureau a accès à

CANSIM, mais il a malheureusement éprouvé des problèmes techniques en raison du coupe-feu du gouvernement du Nunavut (et peut-être de la lenteur relative de la connexion) qui ont rendu vaines toutes les tentatives pour obtenir des données. La Direction générale de la technologie de l'information du gouvernement du Nunavut et Statistique Canada poursuivent l'examen de ce problème, et nous recherchons d'autres possibilités de connexion, par exemple l'accès à large bande à l'Internet dont doit bientôt bénéficier la collectivité de Pangnirtung (le bureau du gouvernement, en raison des exigences de confidentialité, ne pourra pas bénéficier de la connexion à large bande).

- **Formation**

À mesure que les postes au Bureau sont remplis par des candidats embauchés sur place, la formation deviendra une priorité. Tous les projets entrepris deviendront des occasions de formation. Nous avons pour but dans les prochaines années d'acquérir un personnel ayant les compétences, les capacités d'organisation et les contacts nécessaires pour exécuter le travail du Bureau de façon à devenir une source crédible d'information statistique pour le gouvernement du Nunavut.

- **Fardeau des répondants**

Le fardeau relativement lourd des répondants au Nunavut préoccupe beaucoup le Bureau. Dans son plan de travail des deux prochaines années, nous cherchons les moyens d'alléger le fardeau par des initiatives de recherches conjointes entre le Bureau et Statistique Canada, par des techniques d'enquête innovatrices et moins intrusives, ou par le recensement ou la meilleure utilisation des ensembles de données administratives qui existent déjà au sein du gouvernement.

Le Bureau du Nunavut aimerait profiter de cette occasion pour exprimer ses remerciements sincères à Statistique Canada pour sa collaboration et son soutien au cours de sa réinstallation, et il espère poursuivre cette collaboration tout au long de son établissement à Pangnirtung.

ONTARIO

Aperçu

La fonction de coordonnateur statistique de l'Ontario relève de l'Unité de l'analyse de la conjoncture actuelle de la Direction de l'analyse et des politiques macroéconomiques, qui fait partie du Bureau des politiques économiques du ministère des Finances de l'Ontario. L'Unité est dirigée par David West et elle compte actuellement sept économistes.

L'Unité produit des données économiques et statistiques pour la haute direction du Ministère — y compris le ministre des Finances — et pour d'autres ministères et organismes du gouvernement.

Voici ses fonctions principales :

- faire un suivi de la situation économique courante et produire à cette fin des bulletins quotidiens et hebdomadaires et des notes d'information périodiques au sujet des indicateurs économiques courants;
- cerner et analyser les nouvelles tendances et situations économiques;
- publier les Comptes économiques trimestriels de l'Ontario (les CEO);
- agir à titre de coordonnateur statistique de l'Ontario pour Statistique Canada.

L'Unité de l'analyse de la conjoncture actuelle prépare également, en collaboration avec d'autres services de la Direction de l'analyse et des politiques macroéconomiques, des prévisions macroéconomiques et des prévisions de revenus fiscaux.

Principaux produits

Bulletins électroniques quotidiens

L'Unité produit des bulletins quotidiens qui sont diffusés par courrier électronique et qui résument et expliquent tous les grands communiqués économiques à l'intention des cadres supérieurs du gouvernement.

Principaux indicateurs économiques de l'Ontario

L'Unité produit un bulletin électronique hebdomadaire qui présente les principales nouvelles économiques de la semaine à l'intention des cadres supérieurs du gouvernement.

Rapports mensuels

L'Unité produit également des rapports courants plus détaillés qu'elle diffuse sur son

site intranet. Ces rapports portent sur une grande diversité d'indicateurs économiques : indices des prix à la consommation, marché du travail, commerce international, ventes au détail et en gros, livraisons manufacturières, marché de l'habitation et production automobile.

Comptes économiques de l'Ontario

L'Unité est également chargée de la production des Comptes économiques de l'Ontario (CEO). Il s'agit d'un document public, diffusé quatre fois par année, qui donne la meilleure évaluation globale de la conjoncture économique de l'Ontario. Les CEO sont distribués aux personnes-ressources du milieu des affaires, aux bibliothèques, aux médias, et ils sont diffusés sur le site Web du Ministère.

Selon la *Loi sur la transparence et la responsabilité financières* (2004) de l'Ontario, les Comptes économiques de l'Ontario doivent être publiés dans les 45 jours après la publication par Statistique Canada des Comptes nationaux des revenus et dépenses correspondants.

Mise à jour de la situation économique et faits saillants

Documents présentés chaque mois sur le site Web du Ministère qui résument les faits nouveaux dans le domaine de l'économie.

Perspectives économiques et revue financière

Il s'agit d'une publication officielle du gouvernement qui fait le bilan semestriel des finances et de l'économie de la province. L'Unité est chargée de la production d'une annexe détaillée résumant un éventail de statistiques économiques.

Gestion de l'information

Les statistiques économiques détaillées utilisées par le ministère des Finances sont gérées au moyen d'un système de données automatisé appelé Système de données économiques et financières (SDEF).

Voici ce que l'on trouve dans ce système :

- les données de Statistique Canada, du Conference Board, de la Société canadienne d'hypothèques et de logement, de l'Association canadienne de l'immeuble, du U.S. Bureau of Economic Analysis et d'autres sources, téléchargées quotidiennement dans un ensemble de bases de données contenant environ 12 000 données chronologiques économiques et financières;
- environ 30 rapports statistiques et plus de 150 tableaux statistiques contenant des milliers de données chronologiques économiques individuelles, mis à jour automatiquement. Les rapports sont présentés sous neuf grandes rubriques :
 - ✓ aperçu des indicateurs économiques récents
 - ✓ activité économique (produit intérieur brut)
 - ✓ marché du travail et emploi

- ✓ dépenses des consommateurs et habitation
 - ✓ conjoncture pour les entreprises et activités des entreprises
 - ✓ investissements par les entreprises
 - ✓ commerce international de marchandise
 - ✓ prix et salaires
 - ✓ marchés des capitaux
- des rapports statistiques mis à jour et diffusés quotidiennement sur le site intranet du Bureau de la politique économique.

Initiatives statistiques de l'Ontario

L'Unité participe à la coordination de la collecte des données gouvernementales nécessaires provenant de Statistique Canada et d'autres sources. Elle aide et conseille les ministères qui veulent obtenir des données économiques et statistiques et elle est chargée de la diffusion des données du recensement de la population aux ministères ontariens.

Au cours de la dernière année, l'Unité a lancé une initiative conjointe avec d'autres ministères, et elle propose de jouer un rôle plus actif dans la diffusion des statistiques de l'Ontario. Il s'agit d'établir un dépôt de statistiques publiques de l'Ontario dans l'ensemble du gouvernement et d'en faire la diffusion sur le site intranet du gouvernement. Une grande partie de ces statistiques proviendront de CANSIM.

QUÉBEC

Nouvelles publications et études

Le catalogue des publications de l'Institut de la statistique du Québec s'est enrichi de plusieurs nouveaux titres au cours de l'exercice 2004-2005 :

- Le Québec dans le monde. Statistiques économiques
- État des lieux du livre et des bibliothèques
- Annuaire québécois des statistiques du travail. Portrait historique des principaux indicateurs du marché du travail, vol. 1, n° 1
- Aspects du contexte et des conséquences de la violence conjugale. Violence situationnelle et terrorisme conjugal au Canada en 1999
- Bulletin statistique régional (17 bulletins statistiques mis à jour en continu sur le site Web de l'Institut)
- Les personnes âgées à travers les enquêtes de Santé Québec
- Vie des générations et personnes âgées : aujourd'hui et demain
- Rémunération des salariés. Étude de sensibilité. Effet d'un mode de collecte allégé introduit dans l'ERG 2004
- Étude de faisabilité sur l'utilisation de statistiques fiscales des particuliers pour suivre l'évolution du marché du travail par MRC
- Méthode de repérage des filières industrielles sur le territoire québécois basée sur les tableaux d'entrées-sorties

Plusieurs études et rapports résultant d'enquêtes ont été réalisés au cours des 12 derniers mois à la demande de clients particuliers. Parmi ces études et ces rapports, mentionnons :

- Grandir en qualité en 2003. Enquête québécoise sur la qualité des services de garde éducatifs, ainsi que trois fascicules de faits saillants :
 - ✓ La qualité éducative dans les installations de centres de la petite enfance
 - ✓ La qualité éducative dans les services de garde en milieu familial coordonnés par les centres de la petite enfance
 - ✓ La qualité éducative dans les garderies privées
- Trois fascicules tirés de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ, 1998-2002, vol. 3 : De la naissance à 4 ans) :
 - ✓ Naître au Québec à la fin des années 1990. Une histoire courte qui en dit long...
 - ✓ Conditions économiques, travail des mères et services de garde. Quand argent rime avec bonne journée maman!
 - ✓ Je suis capable tout seul! Sentiment d'efficacité et conduites coercitives réactives chez les mères de nourrissons devenus bambins

- Enquête québécoise sur les couvertures vaccinales contre l'influenza et le pneumocoque, 2003-2004
- Enquête sociale et de santé auprès des enfants et des adolescents québécois. Volet nutrition
- L'incapacité dans les familles québécoises. Composition et conditions de vie des familles, santé et bien-être des proches

De plus, à la demande du ministère de la Santé et des Services sociaux, l'Institut a produit une série de fascicules faisant ressortir les faits saillants pour chacune des communautés culturelles concernées par l'*Étude auprès des communautés culturelles, 1998-1999*, soit les immigrants originaires de Chine, d'Haïti, du Maghreb et du Moyen-Orient, ainsi que des pays hispanophones des Amériques.

Par ailleurs, dans ses différents bulletins ou périodiques, l'Institut a diffusé plusieurs articles de fond, résultats de recherches ou de travaux d'analyse. Ces articles inédits sont les suivants :

Flash-Info Travail et rémunération

- Les régimes complémentaires de retraite
- Le marché du travail au Québec en 2003
- La rémunération comparée des emplois de la catégorie « ouvriers »
- La croissance salariale au Québec en 2002 et 2003 chez les employés syndiqués
- La gestion administrative et financière des régimes de retraite agréés
- Les changements au chapitre de l'emploi au Québec
- Le taux d'emploi. Un indicateur important du marché du travail
- Enquête sur la rémunération globale. Fréquence, coût moyen et caractéristiques des programmes de congés de maladie et d'assurance-salaire
- Les perspectives salariales. Méthodologie et résultats

Données sociodémographiques en bref

- Quatre ans d'écart d'âge en moyenne entre les conjoints
- Travailler à son compte. Des conditions différentes selon le sexe
- L'influence du revenu sur les conditions de vie dans les logements du Québec et de l'Ontario
- La croissance démographique des MRC, 2001-2026
- Contexte et conséquences de la violence conjugale. Terrorisme conjugal et violence situationnelle
- Quel est le seuil du troisième âge?
- La migration interrégionale au Québec. Faits saillants de l'année 2003-2004
- Les naissances hors mariage au Québec et dans les pays nordiques
- L'accessibilité financière au logement au Québec entre 1991 et 2001. Aperçu régional

S@voir.stat

- L'innovation de produits dans les PME québécoises du secteur de la fabrication
- Les entreprises ayant des dépenses de R-D intra-muros et bénéficiaires de crédits d'impôt à la recherche et développement
- Les RHSTO. Présence et caractéristiques par industrie, au Québec et en Ontario
- Le repérage des filières industrielles dans le territoire québécois, basé sur les tableaux d'entrées-sorties

Commerce international des marchandises au Québec

- Forte hausse des importations de médicaments par le Québec entre 1997 et 2003
- L'élargissement de l'UE : conséquences pour le Québec?
- Évolution des exportations québécoises
- Qui sont nos clients et nos fournisseurs?

L'Écostat

- Les résultats d'impact du modèle intersectoriel du Québec
- L'activité régionale dans l'économie du Québec. Une synthèse
- Le système statistique québécois
- L'activité manufacturière au Québec. Synthèse

Statistiques en bref

- La fréquentation des institutions muséales du Québec en 2003
- Les organismes de représentation et de promotion du secteur de la culture et des communications
- La fréquentation des spectacles en arts de la scène à l'automne 2003 et à l'hiver 2004

Signalons également que l'Institut a publié une analyse intitulée *La diffusion des naissances hors mariage, 1950-2003*, parue dans l'édition 2004 de son bilan démographique annuel.

La publication synthèse *Le Québec statistique* a, par ailleurs, fait l'objet d'un exercice d'évaluation de programme en 2004-2005. Le rapport d'évaluation, dont toutes les recommandations ont été entérinées, recommandait notamment d'en poursuivre la parution, de moduler le contenu en fonction de thématiques définies après consultation des directions concernées, des partenaires externes et de la clientèle, de viser une parution bisannuelle, de rendre l'ouvrage consultable sur le Web et d'en réduire la taille.

La diffusion électronique

Après avoir franchi pour la première fois la barre des 100 000 visiteurs en novembre 2004, le site Web de l'Institut a atteint un nouveau sommet de popularité en janvier 2005, soit 116 612 visiteurs. Le contenu du site a été substantiellement enrichi en mai 2004 par l'ajout de plus de 370 tableaux de données économiques, démographiques et sociales sur les 103 municipalités régionales de comté (MRC). En février 2005, le site a été doté d'un nouveau moteur de recherche qui permet d'effectuer des recherches en langage courant, ainsi que des extractions et des synthèses de l'information. Outre qu'il s'est « refait une beauté » en adoptant une nouvelle image visuelle en février 2005, le site de l'Institut est devenu le deuxième site du gouvernement du Québec, après celui du Conseil du trésor, à répondre aux normes internationales de programmation du W3C. Ces dernières permettent à l'internaute de consulter le site de l'Institut, et ce, peu importe la version de son navigateur et l'environnement dans lequel il évolue (Windows ou Apple). De plus, la mise en application des normes internationales du Web Accessibility Initiative (WAI) permet maintenant aux handicapés visuels de consulter près de 300 pages du site.

Les principales enquêtes et activités connexes

En plus des nombreuses enquêtes inscrites à sa programmation régulière, l'Institut a procédé aux activités de collecte ou d'analyse (parfois les deux) pour les enquêtes suivantes :

Les enquêtes auprès des individus et des ménages

- Enquête québécoise sur le tabac, l'alcool, la drogue et le jeu chez les élèves du secondaire, 2004 (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- Enquête sur la violence familiale dans la vie des enfants du Québec (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- Enquête sociale et de santé auprès des enfants et des adolescents québécois (ESSEA), volet nutrition (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- Enquête « Grandir en qualité, 2003 » (ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille)
- Enquête de nutrition auprès des enfants québécois de quatre ans (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- Enquête internationale sur l'alphabétisme et les compétences des adultes (Statistique Canada)
- Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ELDEQ) (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (Statistique Canada)
- Enquête québécoise sur les couvertures vaccinales contre l'influenza et le pneumocoque, 2003-2004 (ministère de la Santé et des Services sociaux)
- Enquête sur les besoins des familles en matière de services de garde, 2004 (ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille)

Les enquêtes auprès des entreprises

- Collecte de données sur les entreprises de R-D industrielle qui exécutent de la recherche et développement pour d'autres firmes (ministère du Développement économique et régional)
- Enquête sur le recrutement et l'emploi au Québec (Centre d'étude sur l'emploi et la technologie ou CETECH (unité d'Emploi Québec))
- Enquête auprès des employés québécois des organisations assujetties à la Loi favorisant le développement de la formation de la main-d'œuvre (loi 90), volets « employeurs » et « employés » (ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille)
- Enquête auprès des restaurants à service complet (Secrétariat du Conseil du trésor)
- Enquête sur l'évaluation des impacts de la réforme du Code de procédure civile du Québec (ministère de la Justice)
- Enquête de classification des établissements du patrimoine (financement mixte du ministère de la Culture et des Communications et de l'Institut de la statistique du Québec)
- Enquête auprès des établissements du patrimoine (financement mixte du ministère de la Culture et des Communications et de l'Institut de la statistique du Québec)
- Enquête sur l'impartition dans le secteur financier (ministère des Finances)
- Enquête sur la gestion des matières résiduelles au Québec (RECYC-Québec)

Dans le but d'offrir des méthodes de collecte de plus en plus adaptées aux préférences et aux besoins des répondants, des travaux ont été entrepris relativement au développement et à la tenue d'un projet pilote de collecte électronique de données. Compte tenu, notamment, de la forte récurrence de l'*Enquête sur les statistiques avicoles* (collecte hebdomadaire), celle-ci a été retenue pour le projet pilote. De plus, dans le cadre de l'*Enquête sur les dépenses en recherche, science, technologie et innovation au sein de l'administration publique québécoise*, une version électronique du questionnaire peut maintenant être transmise aux répondants qui en font la demande, et une procédure de transmission sécurisée de données a été mise au point pour permettre aux répondants qui le souhaitent de transmettre leurs données d'enquête par voie électronique. Par ailleurs, dans l'*Enquête sur la rémunération globale*, la collecte des taux de salaire est possible par transmission d'un fichier électronique.

Enfin, la Direction des activités de collecte a changé de nom; elle est maintenant appelée Direction des services et des stratégies de collecte. Cette nouvelle appellation reflète davantage la mission de cette unité administrative au sein de l'Institut, soit l'élaboration de stratégies de collecte et leur mise en œuvre.

Les travaux d'expertise méthodologique ou autre

À l'invitation du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), l'Institut a collaboré à la rédaction du document intitulé *Rapport du Québec sur les indicateurs comparables dans*

le domaine de la santé, que ce ministère a publié en novembre 2004. Le mandat de l'Institut a consisté à analyser des indicateurs de santé provenant de données d'enquêtes de Statistique Canada, à fournir une expertise sur les aspects méthodologiques et techniques s'y rapportant, et à produire l'annexe technique. Une représentante de l'Institut a aussi participé au comité de gestion sur les indicateurs comparables dans le domaine de la santé au Québec, mis sur pied par le MSSS.

En juillet 2004, l'Institut signait une entente de partenariat avec le ministère de l'Environnement, le ministère du Développement économique et régional et de la Recherche et l'Agence de l'efficacité énergétique concernant l'évaluation de l'écoefficient des entreprises du secteur manufacturier au Québec. Il a poursuivi ses travaux en vertu d'une entente de service signée l'année précédente avec le ministère du Développement économique et régional pour la production de données statistiques et d'indicateurs sur la recherche, la science, la technologie et l'innovation. Pour le compte du ministère des Finances du Québec, l'Institut a poursuivi le développement des statistiques sur l'industrie des services financiers au Québec. Il a continué de fournir une assurance-qualité relativement aux travaux que mène Statistique Canada pour produire un échantillon supplémentaire à l'*Enquête sur les dépenses des ménages* de 2003, et il a entrepris une étude de faisabilité sur la parité de pouvoir d'achat (PPA) entre les provinces.

Afin de doter le Québec d'un instrument de modélisation de données sur l'économie, un protocole d'entente d'une durée de cinq ans avait été signé, en novembre 2003, entre le ministère des Finances du Québec et l'Institut pour créer l'Observatoire économétrique de l'Institut. Cette nouvelle unité de travail, fonctionnelle depuis janvier 2004, fait partie de la Direction des statistiques économiques et sociales. Au cours de 2004-2005, l'Institut a procédé à la mise en place d'un environnement technologique sécuritaire pour l'Observatoire et il a achevé l'aménagement physique de ses locaux. Il a entrepris des travaux de construction d'une matrice de comptabilité sociale sur la base des données de l'an 2000, et il est en voie de mettre en place un projet relatif à la productivité multifactorielle.

Organisé par l'Institut de la statistique du Québec et l'Université Laval, en collaboration avec plusieurs partenaires dont Statistique Canada, le Colloque francophone sur les sondages 2005, rencontre officielle de la Société Française de Statistique (SFdS), se déroulera à Québec du 24 au 27 mai 2005. Ce colloque constitue le lieu privilégié de l'étude des aspects tant théoriques que pratiques de la réalisation d'un sondage. Il permet, entre autres, aux utilisateurs des sondages et aux statisticiens spécialisés en méthodologie d'enquête de débattre d'une foule de questions relatives à la pratique des sondages. Il fait suite aux trois premières éditions qui ont toutes eu lieu en territoire européen, soit à Rennes en 1997, à Bruxelles et à Lille en 2000, ainsi qu'à Autrans en 2002. Par ailleurs, l'Institut est membre des comités responsables d'organiser un forum franco-québécois sur la santé : « Vieillesse et santé : idées reçues, idées nouvelles » qui aura lieu au Québec en mai 2005. Ce forum a été commandé par le ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec à l'Observatoire franco-québécois de la santé et de la solidarité.

Des travaux d'amélioration ou de développement

L'Institut avait reçu du ministère des Finances, en 2002, le mandat de produire, d'analyser et de diffuser une série de statistiques dans les domaines économique, social et démographique relativement aux 17 régions administratives ainsi qu'aux 103 municipalités régionales de comté (MRC). En vertu de ce mandat, l'Institut a retenu les services de chercheurs de l'Institut national de recherche scientifique pour élaborer une méthodologie d'estimation du

produit intérieur brut aux prix de base des 17 régions administratives. Jamais produites jusqu'ici et fort attendues sur la scène régionale, les données pour 1997 à 2000 sont maintenant diffusées sur le site Web de l'Institut. Celui-ci prévoit diffuser, au début de 2006, le PIB par région administrative et par région métropolitaine de recensement pour la période 1997-2003.

Dans la même foulée, l'Institut a réalisé, en janvier 2005, une étude pour évaluer la faisabilité de produire, sur une base régulière, des indicateurs de suivi du marché du travail par MRC à partir des déclarations de revenus des particuliers de Revenu Québec. Cette étude démontre que, malgré certaines limites, les indicateurs construits par l'Institut à partir des statistiques fiscales semblent un baromètre utile et valable pour comparer la performance des MRC au chapitre de l'amélioration ou de la détérioration de l'emploi. De plus, ils offrent l'avantage, contrairement aux indicateurs du marché du travail du recensement de la population, de suivre annuellement l'évolution de l'emploi. Ils permettent également de rendre compte du progrès de l'emploi selon certains groupes d'âge. Les données de 1998 à 2002 sont consultables sur le site Web de l'Institut.

Une entente de partenariat a été conclue en avril 2004 entre l'Institut de la statistique du Québec, l'Institut national de santé publique (INSPQ) et un groupe de chercheurs du réseau de recherche sur le développement, la santé et le bien-être de l'enfant, pour la mise en place de l'Environnement pour la promotion de la santé de l'enfant et de son bien-être (EPSEBE). En 2004-2005, des groupes de discussion se sont réunis pour valider les orientations de cette nouvelle plate-forme de service par les chercheurs. La réalisation de la preuve de concept, qui permet de valider la solution et d'en vérifier les incidences sur les organisations en cause, a été amorcée. Une étude de marché a été entreprise afin de mieux connaître la clientèle et ses besoins particuliers, et de définir l'offre de service et la tarification.

Le projet de Banque d'entreprises de l'Institut de la statistique du Québec a progressé. En effet, le dossier d'architecture relatif aux fonctions et au processus de travail du système d'information de la Banque ainsi que les modèles conceptuel et physique des données ont été réalisés et approuvés. La nouvelle Banque d'entreprises permettra à l'Institut d'alimenter la banque de données et le registre des entreprises de Statistique Canada (BDRE), afin d'assurer l'arrimage des deux banques de données.

Pour faire suite aux trois exercices de révision des processus lancés au cours de l'année précédente (relatifs au Registre des événements démographiques, à l'*Enquête sur la*

rémunération globale et aux activités de collecte), des recommandations ont été formulées et l'Institut a entrepris de mettre en place les mesures retenues.

L'Institut a poursuivi ses travaux de mise en place d'un cadre intégré de gestion de la qualité dans un organisme statistique. À ce chapitre, il a entrepris la rédaction d'un document d'orientation générale qui présente notamment le contexte, les objectifs poursuivis et les dimensions retenues par l'Institut pour définir la qualité. Des travaux relatifs à la qualité dans les enquêtes ont aussi été amorcés dans le but d'établir un plan d'action visant à systématiser,

à harmoniser, à améliorer et à parachever les moyens déjà en place pour assurer la qualité des enquêtes de l'Institut (enquêtes échantillons, par recensement ou exploitation de données administratives à des fins statistiques). Dans cette perspective, un travail de recension des meilleures pratiques dans les plus grandes agences statistiques du monde a été réalisé, et un groupe de travail a été mis sur pied pour adapter à la réalité de l'Institut et pour appliquer à un certain nombre d'enquêtes représentatives un outil conçu en Europe pour l'autoévaluation de la qualité dans les enquêtes (DEvelopment of a SelfAssessment Program – DESAP).

De plus, un troisième sondage a été réalisé pour mesurer l'état du climat organisationnel auprès du personnel de l'Institut, en vue de dégager des pistes d'amélioration.

La coordination statistique

L'intégration des données dans la Banque de données des statistiques officielles sur le Québec (BDSO) s'est poursuivie. Dans sa phase actuelle, la BDSO contient des données de l'Institut de la statistique du Québec, du ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, du ministère des Transports, du ministère de la Santé et des Services sociaux et du ministère de l'Éducation. Au moment de rédiger le présent texte, l'Institut travaillait à l'intégration de données du ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles, du

Conseil du statut de la femme et de la Régie des rentes du Québec.

En décembre 2004, les 24 partenaires du comité directeur de la BDSO ont approuvé le document intitulé *Gestion et codification des territoires aux fins de la BDSO*. Ce document de référence porte sur la codification internationale des pays, continents et régions continentales, ainsi que sur la codification des grandes régions, provinces ou États à l'intérieur de certains pays. Il vise l'établissement de standards pour la BDSO, basés sur les classifications les plus valables et reconnues sur les plans national et international pour la production et la diffusion de statistiques officielles. Enfin, des améliorations ont été apportées à la fonctionnalité « représentation cartographique ».

Soulignons que le projet de Banque de données des statistiques officielles sur le Québec a été retenu parmi les trois finalistes dans la catégorie « Services gouvernementaux en ligne », lors du concours des OCTAS 2004 décernés par la Fédération informatique du Québec (FIQ). Organisé annuellement depuis 1987 par la FIQ, le concours des OCTAS est l'occasion unique de reconnaître l'excellence dans le domaine des technologies de l'information au Québec.

Rappelons que l'Assemblée nationale du Québec avait adopté, en décembre 2002, la Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Cette loi instituait l'Observatoire de la pauvreté et de l'exclusion sociale et confiait l'administration de cet observatoire à l'Institut de la statistique du Québec. Cette entité administrative devait être un lieu d'observation, de recherche et de discussion visant à fournir de l'information fiable et objective en matière de pauvreté et d'exclusion sociale. En 2004-2005, une entente a été signée entre l'Institut et le ministère de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille (MESSF) créant cette unité qu'on a appelée le Service de recherche et d'information sur la pauvreté et l'exclusion (SRIPE). Depuis septembre 2004, deux professionnels ont été embauchés et des travaux sur les indicateurs ont été mis en chantier.

Les travaux entrepris par l'Institut au cours des dernières années afin de favoriser l'émergence de cadres conceptuels et la conclusion d'ententes de partenariat portant sur les enquêtes longitudinales ont franchi des étapes importantes au cours des derniers mois. Ainsi, une entente de partenariat entre l'Institut de la statistique du Québec, quelques ministères et organismes publics et un organisme privé est en voie d'être conclue afin de poursuivre l'*Enquête longitudinale sur le développement des enfants*. Ce partenariat pourrait évoluer de manière plus générale vers la mise sur pied d'une enquête sociale et de santé intégrée et longitudinale (ESSIL).

La protection de la confidentialité

Le comité sur la protection des renseignements personnels et des autres renseignements confidentiels a approuvé, le 12 octobre 2004, une politique ainsi que des lignes directrices ayant pour objectif de contrôler le risque de divulgation de renseignements confidentiels à partir des tableaux de résultats destinés à être diffusés. Ces résultats peuvent provenir des renseignements recueillis lors d'enquêtes, auprès des individus, des ménages ou des entreprises, et du Registre des événements démographiques. Des séances d'information sur cette politique et ces lignes directrices sont offertes aux employés de l'Institut au cours de l'hiver 2004-2005.

Ce comité a également approuvé, au cours des derniers mois, une directive et une procédure relatives à la sortie des renseignements statistiques des locaux de l'Institut. Ces textes ont pour objet de communiquer aux employés de l'Institut les consignes et la marche à suivre dans l'éventualité où ils doivent sortir des renseignements statistiques des locaux de l'Institut, c'est-à-dire apporter des renseignements à l'extérieur du périmètre physique de l'Institut en les transportant eux-mêmes, en les confiant à une autre personne ou à un quelconque moyen de transport, ou en les transmettant électroniquement (par télécopieur ou par courrier électronique).

Deux projets pilotes permettant l'exploitation à distance de microdonnées d'enquêtes ont été conduits au cours de la dernière année. En effet, grâce au système d'accès à distance implanté au Centre d'accès aux données de recherche de l'Institut de la statistique du Québec (CADRISQ), des chercheurs de l'Université McMaster, à Hamilton, en Ontario, ont pu exploiter le fichier légèrement masqué de l'*Enquête sociale et de santé de 1998*, et des

chercheurs de l'Université de Poitiers, en France, ont eu accès aux données légèrement masquées de l'*Enquête sociale et de santé auprès des enfants et adolescents québécois, 1999*. L'Institut a conduit deux actions de promotion auprès de sa clientèle externe en janvier 2005 afin de vulgariser ses engagements et ses pratiques en matière de confidentialité. La première de ces actions a consisté à apporter des modifications à son site Web pour y ajouter deux nouvelles sections traitant de confidentialité, dont l'une à l'intention des répondants à ses enquêtes. La seconde opération a consisté à produire un dépliant que l'Institut inclut notamment dans ses envois postaux.

Un mandat a été donné à une firme externe spécialisée en sécurité informatique pour vérifier les moyens mis en place relativement à l'utilisation à distance du système contrôlant les accès aux locaux ainsi qu'aux copies de sauvegarde des données. Des rencontres d'information sur la sécurité des technologies de l'information ont aussi été organisées à l'intention de l'ensemble des employés.

SASKATCHEWAN

Le Bureau de la statistique de la Saskatchewan est régi par la *1972 Saskatchewan Statistics Act* et fait partie du ministère des Finances. Le Bureau assure la fonction de coordonnateur statistique désigné en ce qui concerne les communications avec Statistique Canada et la diffusion de son information. À l'heure actuelle, le personnel comprend un directeur, deux agents de recherche, un commis à la statistique et une secrétaire.

Les activités de diffusion du Bureau se font maintenant en grande partie sur Internet. Au cours de la dernière année, les publications suivantes ont été produites et diffusées sur notre site Web :

- The Saskatchewan Economic Review
- The Monthly Statistical Review
- Saskatchewan Economic Statistics
- The Saskatchewan Fact Sheet
- Monthly Analysis of the Saskatchewan Labour Force
- Monthly Analysis of the Saskatchewan Consumer Price Index
- Profile of Provincial Constituency Profiles

On trouve aussi sur le site Web des données à jour sur les tendances démographiques observées en Saskatchewan ainsi que certaines données sur la province extraites du Recensement de 2001. Cette année, pour marquer le centenaire de la province, nous avons ajouté les données sélectives du Recensement de 1906.

La production des comptes économiques de la Saskatchewan demeure la principale activité du Bureau. Au cours de l'année écoulée, le personnel a continué de réconcilier les données des comptes du Bureau de la statistique de la Saskatchewan de celles de Statistique Canada, particulièrement les données mesurant les exportations et les importations de la province. Cet exercice se révèle être un processus fastidieusement lent.

Enfin, le Bureau aimerait remercier les nombreuses personnes et divisions de Statistique Canada qui nous ont aidés l'an dernier. Cette aide est grandement appréciée.

TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR

Diffusion des données

Ce service, qui est fourni principalement par notre centre de données, a toujours été un secteur fonctionnel de base très important de l'Agence de la statistique de Terre-Neuve-et-Labrador (ASTNL). Ses activités principales consistent à agir comme point de service principal pour les ministères et les clients de l'extérieur relativement à toutes les données produites par Statistique Canada (SC) de même qu'à celles qui sont produites à l'interne. Nous prévoyons effectuer un examen de nos activités de diffusion des données cette année afin de déterminer la pertinence de nos efforts ainsi que les nouvelles orientations et les nouveaux services nécessaires.

Services d'enquête

Établissement d'un centre d'appels

Jusqu'à cette année, les tâches de notre sous-section des enquêtes comprenaient la conception des enquêtes, la collecte des données sur papier et la saisie des données (petites enquêtes).

Cette année, nous avons décidé de procéder à une collecte de données par téléphone et en direct. Cette décision répond à la nécessité croissante de combler les lacunes statistiques de Statistique Canada et d'autres sources et de réduire les coûts élevés de la collecte de données en sous-traitance et de l'achat de certains ensembles de données. Divers autres facteurs ont également contribué à rendre cette approche attrayante et nécessaire.

Nous avons mis en place le système d'interview téléphonique assistée par ordinateur (ITAO) et nous avons installé 20 postes de travail. Cela nous donne une capacité totale de 40 intervieweurs répartis en deux quarts de travail. Nous disposons actuellement de 38 intervieweurs contractuels.

Jusqu'à maintenant, nos efforts ont été grandement récompensés. Ils ont de plus mis en lumière la capacité technique dont nous avons besoin pour effectuer une collecte de données appropriée et pour nous acquitter des tâches connexes. L'ASTNL collaborera avec SC dans le but d'améliorer nos compétences et notre capacité afin que les normes soient observées et que l'on maintienne au minimum la duplication des efforts consentis par SC. Des discussions sont en cours avec SC relativement à la mise sur pied d'un programme de formation pour le personnel de l'ASTNL qui participera à la formation en méthodologie, en conception d'enquête et d'autres domaines ciblés et pertinents. L'objectif est de faire en sorte que, dans la mesure où les ressources le permettent, les normes de collecte des données se rapprochent autant que possible de celles de SC.

La première séance de formation a eu lieu en avril 2004, et le thème était le codage des réponses aux enquêtes. Nous tenons à remercier Wilma Sashtry, de la Division du

perfectionnement des ressources humaines, de même que ses collègues venus de St. John's pour diriger la séance de trois jours. La séance a été une grande réussite et le thème abordé est maintenant largement utilisé.

Lancement de grandes enquêtes

Depuis septembre, trois enquêtes importantes ont été effectuées à l'interne. La liste ci-dessous donne une idée des thèmes choisis pour lesquels l'ASTNL entreprendra la collecte des données.

- Enquête auprès des expatriés : une enquête menée auprès des personnes qui ont migré de la province. Environ 40 000 appels ont été faits pour communiquer avec 15 000 personnes. Au total, environ 2 500 questionnaires ont été remplis, et les données peuvent maintenant être utilisées.
- Enquête sur les pratiques des entreprises relativement à l'embauche des immigrants : l'enquête a été effectuée auprès de 400 entreprises et avait pour objectif de déterminer dans quelle mesure ces entreprises embauchent des travailleurs de l'extérieur du Canada, dans quelle mesure elles sont disposées à le faire et comment elles procèdent au recrutement des travailleurs. Nous voulions aussi examiner les points forts et les points faibles de cette approche afin de répondre aux besoins du marché du travail. Cet intérêt est justifié par le besoin du gouvernement d'examiner les questions liées aux pénuries de main-d'œuvre que le vieillissement de la population et le recul démographique de la province risquent d'entraîner.
- Enquête auprès des petites entreprises de fabrication : cette enquête visait à recueillir des données sur l'intérêt des entreprises à exporter et leur degré de préparation à cet effet. La plupart des entreprises, sauf celles qui concernent la pêche, l'exploitation minière, la pâte de bois et le papier, sont de très petite taille et il n'a donc pas été possible d'obtenir des données de sources établies à l'appui de récentes initiatives stratégiques. Un élément clé de la politique actuelle met l'accent sur le développement des activités, notamment dans le contexte du développement des exportations.
- Un recensement des employeurs et le cycle le plus récent de l'Enquête sur l'activité (EA) à Terre-Neuve-et-Labrador sont en voie d'achèvement. Nous prévoyons que les résultats seront disponibles d'ici juillet. Cette année, la taille de l'échantillon de l'EA a été augmentée de 2 500 à 5 500. Le suréchantillonnage était nécessaire pour l'amélioration des données relativement au Labrador et aux petites régions urbaines de la province. L'enquête a également été étendue et sa structure modifiée par rapport à celle des années précédentes.

Projets spéciaux

Comptes des collectivités

Les comptes des collectivités continuent d'être mis à jour et élaborés et jusqu'à maintenant la formation a été fournie à plus de 4 000 utilisateurs. Les commentaires ont été excellents à l'intérieur comme à l'extérieur de la province. Cette année, nous avons déployé d'importants projets visant à améliorer les données sur le marché du travail dans les comptes des collectivités et à élaborer et fournir des données relativement à la criminalité et à la sécurité communautaire.

Les données sur la criminalité et la sécurité communautaire sont en voie d'élaboration par suite d'une invitation et grâce au soutien financier d'une composante de la Stratégie nationale de prévention du crime du gouvernement fédéral.

Infrastructure de recherche sur le Canada au XX^e siècle (IRCS)

L'IRCS est un projet réunissant sept universités du Canada, y compris l'Université Memorial, de même que la Société IBM et Statistique Canada. Ce projet est financé par la Fondation canadienne pour l'innovation (FCI), et son but est d'élaborer des bases de données contenant des données historiques du recensement remontant à 1911. Le travail à T.-N.-L. est une initiative conjointe de l'ASTNL et de l'Université Memorial; toutes les données sur le Canada atlantique feront l'objet d'une saisie manuelle à l'ASTNL. Le centre a été inauguré en grande pompe en décembre.

Comptes de production

Les comptes de production constituent un élément des comptes des collectivités qui fournit des données reflétant le « processus de production » à T.-N.-L. et fournissant des données et des indicateurs de la productivité et de la position concurrentielle de la province de même que des comparaisons entre T.-N.-L. et les autres secteurs de compétence. Cette initiative est le fruit d'une collaboration entre l'ASTNL et Doug May, de l'Université Memorial, et notre ministère de l'Industrie, du Commerce et du Développement rural. Ce système a été élaboré sur une période d'environ trois ans. Il est maintenant prêt à être mis en service, sous réserve d'une séance d'information du Cabinet et de discussions avec SC concernant l'accès aux données. L'ASTNL se félicite du soutien assuré par SC, particulièrement par Philip Smith, John Baldwin, Michel Gérard et autres membres du personnel des Comptes nationaux.

TERRITOIRES DU NORD-OUEST

Aperçu

Le Bureau de la statistique des Territoires du Nord-Ouest, l'organisme statistique central du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest (T. N.-O.), compte sept postes permanents et deux postes pour une période déterminée. Le Bureau relève du ministère des Finances.

Le budget de base du Bureau a augmenté pour l'exercice 2005-2006 par suite de l'ajout d'un quatrième poste de statisticien. Le titulaire de ce poste veillera à ce que les systèmes statistiques puissent permettre de surveiller les effets de la mise en valeur des ressources, et assurera un soutien statistique en ce qui touche la planification de ces répercussions. Aucune modification à la structure organisationnelle du Bureau de la statistique n'est prévue.

Élaboration et diffusion des données

Il est impossible de décrire toutes les activités d'élaboration et de diffusion des données, mais voici quelques-unes des principales activités du Bureau de la statistique des T. N.-O. :

- préparation des estimations de la population des collectivités au 1^{er} juillet 2004;
- mise au point pour les T. N.-O. d'un nouveau modèle de projection démographique fondé sur les estimations de la population des collectivités de 2004 et intégrant des prévisions économiques;
- diffusion des données de l'Enquête de 2004 sur les collectivités des T. N.-O. qui traite de l'activité sur le marché du travail, du logement, des langues et des activités de récolte;
- autres travaux d'enquête effectués au cours de l'année, notamment :
 - ♦ l'Enquête sur la consommation d'alcool et de drogues dans les T. N.-O.;
 - ♦ l'Enquête de 2004 sur les prix dans les collectivités des T. N.-O.;
- établissement de prévisions détaillées sur les effets cumulatifs de l'activité de mise en valeur des ressources et réalisation d'une étude au sujet des conséquences de cette activité sur les services gouvernementaux;
- élaboration et diffusion d'un ensemble de profils communautaires, notamment de profils statistiques, d'indicateurs sociaux et des profils d'infrastructures détaillés;
- mise à jour des publications *NWT Socio-Economic Scan* et *NWT Labour Market Trends*.

Aide aux ministères et organismes

Le Bureau a consacré une grande partie de ses efforts au soutien d'initiatives gouvernementales en 2003-2004. Ces initiatives particulières comprennent, entre autres, la préparation de la publication *NWT Socio-Economic Scan* qui donne un aperçu de la situation démographique, sociale et économique des T. N.-O. Ce document, jumelé aux hypothèses de planification opérationnelle, est utilisé par tous les ministères et organismes dans

l'élaboration de leurs plans d'activités, soit la première étape du processus d'établissement du budget. Le document faisant état des hypothèses de planification opérationnelle fournit un ensemble commun de prévisions des changements démographiques et des variations de prix ayant une incidence sur les programmes ministériels.

Tel qu'indiqué ci-dessus, une importante initiative du Bureau consiste à élaborer des prévisions de l'incidence économique et démographique des projets de mise en valeur des ressources non renouvelables. L'initiative fait appel à ces prévisions et à des modèles de facteurs de coût pour assurer l'intégration des effets prévus de la mise en valeur des ressources non renouvelables à la planification opérationnelle à l'échelle de l'administration publique. Le Bureau et le Financial Management Board Secretariat agissent comme chefs de file dans l'élaboration de ce projet.

Par ailleurs, on apporte un soutien considérable aux ministères et organismes en ce qui concerne la surveillance et la planification du processus d'évaluation environnementale du projet de pipeline de la vallée du Mackenzie, ainsi que la participation à ce processus.

Travaux en collaboration avec Statistique Canada

Le Bureau de la statistique des T. N.-O. a continué de contribuer à divers programmes de Statistique Canada, notamment en prenant part aux réunions des comités fédéraux-provinciaux-territoriaux de la statistique. Un volet important du mandat du Bureau consiste à travailler avec Statistique Canada à l'amélioration de la portée et de la qualité des données statistiques sur les T. N.-O.

Au cours du prochain exercice, on a l'intention de déployer des efforts importants pour collaborer avec Statistique Canada afin de mener à bien le Recensement de 2006 dans les T. N.-O.

YUKON

Voici une liste des projets, des enquêtes et des diffusions de données que le Bureau des statistiques du Yukon a réalisés en 2004-2005.

Projets :

- **Préparation du Recensement de 2006**

Projet pilote de cartographie

Au Bureau des statistiques du Yukon, on a examiné une nouvelle méthode de mise à jour des données de listage en ayant recours à l'imagerie par satellite ainsi qu'aux données textuelles de listage qui ont été rassemblées dans le passé. Le projet pilote a été réalisé dans la région yukonnaise des lacs du Sud, une zone résidentielle rurale située juste au sud de Whitehorse.

Listes mises à jour

Les données de listage de plusieurs petites collectivités rurales du Yukon ont été mises à jour au cours de la dernière année.

Examen de l'information sur la criminalité par le ministère de la Justice

Le but de ce projet de collaboration entre le ministère de la Justice et le Bureau des statistiques du Yukon est de faire un tour d'horizon complet des affaires qui sont survenues et des accusations qui ont été portées au Yukon. En travaillant avec le système de justice dans le cadre d'une vaste consultation communautaire, le Bureau aidera le ministère de la Justice à examiner et à améliorer l'efficacité des programmes du système de justice.

- **Enquêtes :**

Phase III de la campagne anti-tabac

Le Bureau a travaillé avec le ministère de la Santé et des Services sociaux à réaliser la phase III d'un projet qui consiste à évaluer les habitudes de tabagisme des citoyens yukonnais afin de déterminer les incidences des campagnes médiatiques locales qui encouragent les gens à cesser de fumer. Cette enquête, financée par le ministère fédéral de la Santé, a été élaborée par le Bureau des statistiques du Yukon, qui l'a menée auprès d'un échantillon représentatif de Yukonnais choisis au hasard.

Groupe de discussion sur la lutte anti-tabac

Le Bureau a mené un projet connexe avec la Direction de la promotion de la santé du ministère de la Santé afin d'amener de jeunes Yukonnais, âgés de 18 à 34 ans, à participer à des discussions axées sur la promotion d'un mode de vie sans tabac. On a formé treize groupes de discussion de jeunes adultes en vue de déterminer le ton et le contenu à donner aux campagnes et de déterminer les canaux médiatiques aptes à joindre le groupe cible. On compte réunir de nouveau une partie ou la totalité des participants au groupe de discussion

initial pour confirmer si les annonces ont une présentation adéquate et si elles donnent la bonne impression.

Enquête auprès des médecins qui sont partis du Yukon

Il s'agit d'une enquête permanente que le Bureau mène au nom du ministère de la Santé et des Services sociaux pour évaluer le mouvement des médecins qui ont quitté le territoire. On a diffusé en 2004 les constatations issues de l'enquête initiale, fondées sur les commentaires des médecins pour la période de 1999 à 2003. L'objectif de l'enquête auprès des médecins qui sont partis est de mieux faire comprendre ce que le gouvernement peut faire pour que le Yukon devienne un lieu de travail plus attrayant pour les médecins.

Enquête de fin de voyage de 2004

Cette enquête, menée tous les cinq ans en collaboration avec le ministère du Tourisme, sert à mesurer les activités des visiteurs au Territoire du Yukon. Les opérations sur le terrain étaient en cours dès la mi-mai, et 4 000 questionnaires ont été remplis durant l'été. Les résultats de l'enquête ont fait l'objet d'une analyse préliminaire, et un rapport a été présenté en janvier à l'industrie et au ministère du Tourisme. Une analyse détaillée sera réalisée au cours de l'exercice à venir.

Enquête sur la satisfaction des clients — Services de consultation externe aux alcooliques et aux toxicomanes

À l'automne 2004, le Bureau des statistiques a travaillé avec les Services de traitement des Services aux alcooliques et aux toxicomanes du ministère de la Santé et des Services sociaux à élaborer un projet d'enquête confidentielle auprès des clients des services de consultation externe. C'est le personnel de counselling des Services de traitement qui a mené l'enquête auprès des clients. Les formulaires remplis ont été envoyés au Bureau des statistiques, où les données ont été entrées dans une base de données électronique. Les formulaires d'enquête remplis et finalisés ont été remis au Bureau des statistiques le 30 mars 2005, et l'analyse sera terminée d'ici la mi-mai.

Enquête sur la satisfaction des clients — Services sociaux

Le Bureau a mené une enquête annuelle auprès des bénéficiaires de l'aide sociale pour le compte de la direction des services sociaux du ministère de la Santé et des Services sociaux afin d'obtenir leur rétroaction sur le programme et le personnel d'aide sociale. Les opérations et l'analyse ont pris fin en août 2004.

Collecte des données — Enquête sur les toxicomanies au Canada

Grâce au financement accordé par Santé Canada, le Bureau des statistiques du Yukon a réalisé l'Enquête sur les toxicomanies au Yukon au nom du ministère de la Santé et des Services sociaux afin de déterminer la fréquence de la consommation d'alcool, de tabac et de drogues illicites chez les Yukonnais de 15 ans ou plus. Un échantillon téléphonique aléatoire a été produit pour la région de Whitehorse. En outre, on a utilisé une méthode d'échantillonnage à partir des listes actuelles de neuf collectivités rurales. On a terminé les opérations et l'analyse aura lieu au cours de l'exercice à venir. Une enquête spéciale menée

dans le cadre de l'Enquête sur les toxicomanies au Yukon a ciblé des groupes particuliers, comme les itinérants.

Enquête sur le port de la ceinture de sécurité

Le Bureau des statistiques du Yukon a travaillé avec la GRC et Transports Canada à réaliser des enquêtes dans 11 collectivités du Yukon afin d'établir des données de référence sur le port de la ceinture de sécurité à l'échelle du territoire. On a mis sur pied plusieurs campagnes médiatiques de sensibilisation et de promotion à ce sujet. La GRC pourra ainsi déterminer si les chiffres de base s'améliorent dans les diverses collectivités sous l'effet de ces initiatives.

Collecte de données d'enquêtes internes courantes

Le Bureau mène plusieurs enquêtes avec le Territoire du Yukon, comme les suivantes :

- ✓ Enquête sur les prix dans les collectivités — deux fois l'an
- ✓ Enquête sur le prix du combustible — aux deux semaines
- ✓ Enquête sur les loyers et les biens immobiliers — chaque trimestre
- ✓ Mise à jour sur les soins de santé — deux fois l'an

Programme d'exécution des ordonnances alimentaires

En collaboration avec le ministère de la Justice, le Bureau a mis au point la méthodologie et terminé les préparatifs voulus afin que les enquêtes aient lieu au début de l'exercice. Il s'agit de satisfaire à une exigence en matière de financement fédéral qui consiste à évaluer les programmes et les services faisant l'objet d'un financement provenant du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant. Tous les cinq ans, on doit mener des enquêtes sur les principales activités courantes de prestation de services au public afin d'évaluer continuellement si le programme a atteint les buts et les objectifs énoncés dans le cadre de gestion et de responsabilisation axé sur les résultats.

L'art d'être parent pour l'amour des enfants

Le Bureau des statistiques du Yukon réalisera l'enquête de l'atelier d'éducation parentale « Pour l'amour des enfants » au nom du ministère de la Justice afin de satisfaire à une exigence en matière de financement fédéral qui consiste à évaluer les programmes et les services faisant l'objet d'un financement provenant du Fonds du droit de la famille axé sur l'enfant.

Enquête sur l'activité physique

Le personnel du Bureau a mené l'enquête pour le compte des ministères des Services communautaires, des Sports et des Loisirs et de l'Éducation et a mis au point le plan et la méthodologie d'enquête, ainsi que les formulaires de contrôle opérationnel. Il s'agit d'établir des données de base permettant de mesurer, de contrôler et d'encourager la participation des jeunes Yukonnais à des activités sportives en vue des prochains Jeux d'hiver de l'Arctique de 2007, qui se dérouleront à Whitehorse. L'enquête, qui sera réalisée auprès de tous les élèves de la 4^e à la 12^e année des écoles du Yukon, sera facilitée par un processus de collecte de données en classe mené par Sports Yukon.

ANNEXE 4

RAPPORTS DES COMITÉS FÉDÉRAUX-PROVINCIAUX-TERRITOTIAUX

COMPTES ÉCONOMIQUES PROVINCIAUX

Dernière réunion : le 9 décembre 2004
Prochaine réunion : le 8 décembre 2005
Membres : **Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux
(ou leurs représentants)**

Parmi les principaux points à l'ordre du jour figurent les rapports d'étape concernant les programmes provinciaux relevant de la Direction du Système de comptabilité nationale (SCN) et de chaque province et territoire. Les principaux points présentés par la Direction du SCN sont les suivants :

- une discussion sur les estimations des flux du commerce;
- une mise à jour sur les estimations provinciales des entrées de travail;
- une présentation du module du SCN sur Internet.

Au cours de la discussion en table ronde, la majorité des provinces ont souligné leur satisfaction quant aux ateliers sur les entrées-sorties qui ont été offerts aux provinces au cours de l'année 2004. Les délégués ont d'ailleurs encouragé Statistique Canada à offrir d'autres ateliers sur des sujets tels la modélisation des données d'entrées-sorties. Certaines provinces ont demandé que la Division des mesures et de l'analyse des industries (DMAI) recommence à diffuser les indices du PIB en Laspeyres. Des inquiétudes ont été exprimées concernant la réduction du nombre d'industries publiées, étant donné que celles qui sont importantes à l'échelle nationale ne correspondent pas nécessairement à celles d'importance pour les provinces et territoires. Cette année encore, plusieurs délégués ont souligné qu'ils désiraient obtenir plus de détails sur le commerce et ont demandé que la Division des revenus et des dépenses (DCRD) fournisse au moins une répartition entre les biens et les services. Des commentaires ont aussi été faits concernant l'ampleur des révisions apportées aux données post entrées-sorties. La non additivité des sous composantes du PIB a aussi été soulignée comme étant un problème pour quelques provinces. Par ailleurs, les délégués ont précisé à quel point ils étaient satisfaits du processus de consultation et de la collaboration qu'ils reçoivent de la part des employés des trois divisions.

Prochaine réunion

La prochaine réunion du comité est prévue pour le 8 décembre 2005, dans la salle de conférences Simon-A.-Goldberg, de l'immeuble R.-H.-Coats. Les points à l'ordre du jour comprendront probablement d'autres discussions sur les estimations des flux du commerce, une mise à jour sur le guide des sources et méthodes de la DRCD et une présentation sur les estimations régionales du PIB par un délégué de la province de Québec

Calendrier de diffusion

Date de diffusion

Comptes économiques provinciaux provisoires et PIB par industrie 27 avril 2005

Comptes économiques provinciaux, période de référence
de 2001 à 2004 Automne 2005

PIB provincial par industrie, période de référence de 1994 à 2004 Automne 2005

Comptes interprovinciaux des entrées-sorties, de 2001 à 2004 Automne 2005

Comptes trimestriels nationaux des revenus et des dépenses :

Premier trimestre de 2005

(y compris des révisions à partir du premier trimestre de 2001 jusqu'au
quatrième trimestre de 2004) 31 mai 2005

Deuxième trimestre de 2005 31 août 2005

Troisième trimestre de 2005 30 novembre 2005

Quatrième trimestre de 2005 28 février 2006

Les *Comptes économiques provinciaux* et le *PIB provincial par industrie* apparaîtront dans un seul exposé intégré dans *Le Quotidien*, tandis que des analyses détaillées spécifiques seront publiées dans une publication électronique. Les lignes de produits respectifs continueront à être publiées séparément.

CONSEIL DE LA STATISTIQUE DE L'ÉTAT CIVIL DU CANADA

Dernière réunion : du 27 au 30 juin 2004 à Ottawa
Prochaine réunion : du 27 au 30 juin 2005 à Banff
Membres : Registraires/directeurs provinciaux et territoriaux
de l'état civil

Cette année, le Comité de la sécurité, un sous-comité du CSECC, a de nouveau entrepris l'élaboration d'un ensemble de normes destinées à fournir des directives claires aux provinces et aux territoires en ce qui concerne les exigences en matière de protection contre les menaces identifiées. L'élaboration de ces normes est une tâche permanente. Le sous-comité du CSECC s'est réuni trois jours en janvier et fera un compte rendu de ses travaux à la prochaine assemblée annuelle.

En 2004, un financement a été approuvé, dans le cadre de l'initiative Gouvernement en direct de l'administration fédérale, pour une proposition de projet catalytique en vue de réaliser un essai pilote du Système national d'acheminement de données. Ce projet pilote est mené par Statistique Canada, en collaboration avec les bureaux de la statistique de l'état civil de la Colombie-Britannique et de l'Alberta, ainsi que le Bureau des passeports du Canada, l'Agence du revenu du Canada et la Voie de communication protégée de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. Les fonctionnalités du système incluront l'envoi de notifications d'événements démographiques (naissances, décès) et l'interrogation en temps réel afin de valider l'information qui figure sur les certificats de naissance. Ces fonctionnalités ont des incidences sur la sécurité nationale et la gestion des programmes, et permettent aussi de donner accès aux données dans de meilleurs délais et d'améliorer leur qualité grâce à l'application de normes. Le développement du système est en cours. L'essai pilote devrait avoir lieu de juin à octobre 2005. On se fondera sur les résultats de cet essai pour estimer les coûts et élaborer une stratégie de mise en œuvre nationale.

Le CSECC a poursuivi ses travaux permanents en vue de surveiller et de rehausser la qualité des données de la Statistique de l'état civil. En 2004, le Comité de la qualité des données et des normes du CSECC a participé à la production de la « fiche de rendement » couvrant les registres de l'état civil et du cancer, ainsi que les bases de données logées à l'Institut canadien d'information sur la santé. À cette fin, on a élaboré 12 indicateurs englobant six éléments de la qualité des données (actualité, respect des spécifications techniques, couverture, exactitude, complétude et concordance avec d'autres sources de données), ainsi que les normes recommandées. Pour chaque registre, on a déterminé si les données sur les naissances recueillies pour 2002 satisfaisaient à ces normes. Les résultats ont été transmis au sous-ministre de la Santé de chaque province et territoire, ainsi qu'au sous-ministre responsable du registre de l'état civil si celui-ci relevait d'une autre autorité que le ministre de la Santé. Les registraires ont réagi favorablement à cet exercice. Des travaux de suivi seront nécessaires pour s'assurer que les bureaux de l'état civil suivent les recommandations en vue de satisfaire aux normes établies. Des plans sont dressés à l'heure actuelle afin

d'élaborer des normes semblables et de produire un rapport pour les décès, et de répéter l'exercice pour les naissances en 2005.

Les membres du Conseil ont approuvé un remaniement du site Web du Conseil afin de le rendre plus convivial et de l'axer plus sur les activités du Conseil proprement dit que sur celles des membres.

DÉMOGRAPHIE

Dernière réunion : les 23 et 24 septembre 2004
Prochaine réunion : les 22 et 23 septembre 2005
Membres : Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux
(ou leurs représentants)

En 2004, la réunion du Comité de la démographie fédéral-provincial-territorial a été consacrée à des discussions sur trois sujets principaux : les études de couverture du Recensement de 2006, les travaux en cours sur le développement des estimations de population et l'élaboration de projections de la population générale et de la population autochtone.

Les méthodologistes du recensement ont indiqué que les travaux sur les études de couverture du Recensement de 2006 sont en avance par rapport à l'échéancier d'activités similaires pour le Recensement de 2001. Quoiqu'on ait tendance à prétendre que les études de 2006 seront semblables à celles de 2001, on a discuté de plusieurs changements potentiels, entre autres, l'augmentation de la taille de l'échantillon de la contre-vérification des dossiers (CVD), la méthode de répartition de cet échantillon, la mesure du surdénombrement en utilisant uniquement l'Étude par appariement automatisé et l'estimation des migrants interprovinciaux ayant un poids élevé. De plus, la nouvelle stratégie donnerait lieu à une sélection et une collecte plus hâtives des échantillons provenant des bases de sondage sur les immigrants et les résidents non permanents. Ainsi, on commencerait le traitement des données avant de mener les interviews, on améliorerait la transmission de l'information entre le traitement et la collecte et on conduirait des interviews téléphoniques assistées par ordinateur (ITAO) seulement dans les bureaux régionaux. On a aussi discuté du rapport de la CVD de 2001 sur l'énumération des étudiants et des travailleurs ne résidant pas à leur domicile habituel le jour du recensement.

On a présenté aux coordonnateurs statistiques un rapport sur les progrès accomplis depuis la dernière réunion de 2003 au chapitre de la recherche sur les estimations provisoires de la migration interne, de la faisabilité de produire des estimations par année d'âge pour les personnes de plus de 90 ans et des répercussions de la nouvelle loi sur l'immigration en vigueur depuis juin 2002 des estimations des résidents non permanents, et de la faisabilité de produire des estimations de population pour les subdivisions de recensement. À la suite des discussions, on a décidé de continuer à utiliser les méthodes actuelles pour les estimations provisoires de la migration interne et les estimations des résidents non permanents. Quant aux estimations de population par année d'âge, elles seront produites avec plus de détails pour les personnes de plus de 90 ans et seront disponibles à partir de 2001 et pour les années suivantes.

La discussion sur les projections de population s'est concentrée sur les présentations des cadres de travail qui ont permis de calculer les estimations et les projections de la population

autochtone. Le cadre de travail a été élaboré dans le cadre du projet de faisabilité de l'Initiative des données relatives aux Autochtones et à l'intérieur de la faisabilité de l'application d'un modèle de micro-simulation servant à produire les projections de la population canadienne et de ses sous-groupes, tels les minorités visibles et les immigrants selon le lieu de naissance. On a fait ressortir le besoin d'une étroite collaboration et d'un échange d'information et d'expertise entre la Division de la démographie et les coordonnateurs statistiques.

Depuis la réunion de septembre, les travaux sur les études de couverture du Recensement de 2006 ont été poursuivis selon l'hypothèse que la nouvelle stratégie serait adoptée. La recherche sur les améliorations à apporter à l'Étude par appariement automatisé comme mesure du surdénombrement se continue. De plus, des travaux sur le développement d'une nouvelle stratégie de sélection des échantillons dans les trois territoires sont en cours. La question du changement de méthode de CVD pour l'estimation des migrants interprovinciaux ayant un poids élevé a été présentée au Comité consultatif des méthodes statistiques en novembre 2004. À la suite de la recommandation du Comité, la méthode actuelle sera conservée pour 2006. Le rapport final de la Division de la démographie qui résume les résultats des recherches du projet visant à améliorer les estimations provisoires de migration interne a été distribué aux coordonnateurs statistiques. On a réalisé des progrès significatifs dans les échanges de données sur les migrations internationales entre la Division de la démographie et le US Census Bureau. Enfin, des consultations ont été menées auprès de plusieurs coordonnateurs statistiques et on a échangé de l'information sur les projections de la population générale et sur les données expérimentales relatives aux estimations des groupes de population autochtone.

DIFFUSION DES DONNÉES

Dernière réunion : le 10 décembre 2004

Prochaine réunion : le 9 décembre 2005

**Membres : Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux
(ou leurs représentants)**

Fonction de recherche améliorée sur le site Web de Statistique Canada

Le directeur de la Division de la diffusion, Mr. Louis Boucher, confirme la nécessité d'améliorer la fonction de recherche sur le site Web de Statistique Canada. Il informe les membres du comité que cette initiative exigerait des efforts diversifiés qui contribueraient également à la solution de plusieurs problèmes connexes.

On a signalé que des parties du site contiennent des métadonnées inadéquates ou mal présentées, ainsi que des renseignements mal indexés, qui aboutissent à des recherches vaines ou à des centaines de résultats. Pour résoudre ces problèmes, la Division des communications et des services de bibliothèque a pris en charge diverses fonctions dont les suivantes :

- élaborer des normes pour l'application de métadonnées;
- établir un vocabulaire contrôlé contenant une liste de termes normalisés pour certains sujets définis.

L'interface et la fonctionnalité nouvelles doivent être prêtes en mars 2005.

Infrastructure de recherche sur le Canada au XX^e siècle (IRCS)

M. Ernie Boyko, directeur retraité de l'ancienne Division des services de bibliothèque, donne un bref aperçu de l'initiative appelée Infrastructure de recherche sur le Canada au XX^e siècle (IRCS), qui a pour objectif l'établissement de bases de données pour chaque recensement historique de 1911 à 1951. Les travaux sont en cours depuis près d'un an et ils ont été menés dans sept centres de données de recherche dans l'ensemble du pays. Les équipes de recherche doivent avoir terminé le rassemblement de données pour 1911 d'ici la fin de l'hiver ou le début du printemps.

Initiative de démocratisation des données (IDD)

M^{me} Vickitoria Crompton fait le point sur ce programme, qui en est maintenant à sa 10^e année. Le consortium de l'IDD comprend maintenant toutes les universités canadiennes. Environ 20 000 fichiers de microdonnées, fichiers de recensement et fichiers géographiques sont à la disposition des étudiants.

L'IDD a adopté récemment le système appelé Data Documentation Initiative (DDI), pour le métabalisage uniforme fondé sur XML en sciences sociales. Le Bureau est actuellement en voie d'appliquer le DDI à ses fichiers de microdonnées à grande diffusion.

L'élaboration d'un guide des mentions bibliographiques, qui a attiré l'attention internationale, est également en cours.

Les membres de l'IDD ont exprimé leurs préoccupations au sujet de la fermeture des centres de consultation de Statistique Canada situés dans les bureaux régionaux.

La Salle des médias

M. Jacques Lefebvre, de la Division des communications et des services de bibliothèque, fait un bref exposé sur ce nouveau module Web de Statistique Canada offert aux journalistes. Les journalistes agréés pourront encore avoir accès gratuitement aux publications payantes de Statistique Canada par l'intermédiaire de la Salle des médias. Toutefois, les journalistes devront s'inscrire et présenter une preuve d'identité pour y avoir accès.

Données et produits du Recensement de 2006

M^{me} Jane Badets et M. Charles Watson, de la Division des opérations du recensement, font le point sur le programme de diffusion de 2006, plus expressément la gamme de produits du recensement.

Les communiqués seront diffusés probablement par sujets comme en 2001. Les produits courants seront probablement les chiffres de population et des logements, les totalisations par sujet, les tableaux croisés détaillés, les fichiers de microdonnées à l'usage du public, les profils des collectivités (qui sont très appréciés), les profils des Autochtones, et les profils des provinces et des territoires. Il est également question pour le Recensement de 2006 d'une série de profils de villes.

Ce printemps, on examinera de façon plus approfondie la gamme précise de produits et les dates de diffusion pour les divers produits du recensement.

Enquête de Statistique Canada sur les sites Web des coordonnateurs statistiques

M. David Roy et M^{me} Margaret Clement, de la Division du marketing, font état d'une enquête menée par leur Division afin de savoir si les sites Web des coordonnateurs statistiques provinciaux sont conformes aux normes sur la diffusion des données.

Ils sont effectivement conformes au plus haut point. Dans les cas contraires, une lettre a été envoyée aux coordonnateurs statistiques pour les exhorter à collaborer. M. Roy remercie les coordonnateurs statistiques de leur collaboration générale.

Réseau de communications externes (RCE)

M^{me} Susan Irving, de la Division des communications et des services de bibliothèque, donne un bref aperçu de l'état d'avancement du site des coordonnateurs statistiques.

Le site a été élaboré en consultation avec le Groupe de travail des coordonnateurs statistiques pour le RCE et il a été financé par la Division des statistiques du commerce et des entreprises.

Présentations

M. Jean-François Pelchat, délégué du Québec, fait un bref exposé sur l'utilisation et la redistribution des fichiers de microdonnées. Des données tirées de diverses enquêtes ont été utilisées, c'est-à-dire celles du recensement, de l'Enquête sur les dépenses des ménages, de l'Enquête sur la population active, de l'Enquête sociale générale et de l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu. L'Institut de la statistique du Québec a récemment conclu un accord avec Statistique Canada pour la redistribution de ces fichiers.

M. Paul Gosh, délégué de la Colombie-Britannique, présente les profils détaillés du recensement qu'il a élaborés en MS-Excel pour la Colombie-Britannique. Ces profils contiennent des graphiques pour les utilisateurs de données débutants et des tableaux détaillés pour les utilisateurs d'expérience. Il explique qu'il s'agit d'une démarche enrichie relativement aux profils des collectivités du recensement. Des CD-ROM contenant les cahiers de travail ayant servi à élaborer les profils sont distribués aux membres du comité.

Nominations au Comité de programme 2005

Le prochain comité de programme sera composé des personnes suivantes : M^{me} Kathy Wyrwas (provinces de l'Est), M^{me} Wendy Fletcher (provinces du Centre), M. Bill Hyshka (provinces de l'Ouest), M. Paul Harris (Nunavut) et M. Wilder Boucaud (Statistique Canada).

RECENSEMENT DE LA POPULATION

Dernière réunion : le 22 septembre 2004
Prochaine réunion : le 21 septembre 2005
Membres : Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux
(ou leurs représentants)

Rapport du chef du Recensement de 2006 (Anil Arora)

M. Arora donne un aperçu des raisons qui ont motivé les changements dans le Recensement de 2006, y compris les changements clés touchant la méthodologie, notamment une option de réponse par Internet, l'envoi par la poste aux deux tiers de la population, le traitement centralisé des données, la saisie automatisée des données et le suivi centralisé par téléphone des questionnaires rejetés au contrôle. Il parle de la décision de donner à contrat l'élaboration de certaines composantes du recensement, ainsi que de la décision récente de modifier la portée du contrat, en vue d'inclure l'achat de matériel, de logiciel et de services connexes seulement. M. Arora indique en outre que Statistique Canada a reçu du financement pour la portion 2A du recensement uniquement, et le Bureau tentera d'obtenir du financement pour la portion 2B auprès de partenaires fédéraux, comme dans le cas des recensements précédents.

Contenu proposé pour le Recensement de 2006 (Rosemary Bender pour Joan Coulter)

M^{me} Bender donne un aperçu du processus de consultation exhaustif qui a été mené relativement au contenu du Recensement de 2006. En outre, elle présente aux les membres du Comité les résultats de l'essai qualitatif des diverses options de contenu. Le contenu du recensement devrait demeurer essentiellement le même qu'en 2001. Parmi les changements majeurs du contenu qui sont envisagés figurent des révisions de la relation avec la personne 1, en vue d'inclure les couples mariés de même sexe, ainsi que du module sur les études, afin de mettre l'accent sur l'obtention de diplômes et d'éliminer la question sur le nombre d'années d'études, l'ajout d'une permission en vue du couplage avec les données fiscales et de questions sur la prestation fiscale pour enfants et l'impôt sur le revenu payé, ainsi que d'une question concernant le consentement à diffuser dans le public les données du recensement dans 92 ans. Les membres du Comité veulent en savoir davantage au sujet de la méthodologie qui sera utilisée pour le couplage avec les données fiscales.

Suivi : De la documentation concernant la méthode de couplage avec les données fiscales sera fournie aux coordonnateurs statistiques, une fois l'essai terminé et les méthodes établies, probablement à la fin de 2005.

Le contenu proposé, qui a été élaboré à partir des résultats des consultations et des essais, a été vérifié dans le cadre du Test du recensement de 2004. Étant donné que l'analyse de ce test est toujours en cours, M^{me} Bender fait état des résultats obtenus jusqu'à maintenant. Elle

indique que seule la question sur la relation avec la personne 1 pose des problèmes graves qui pourraient entraîner le retour à une version similaire à la question de 2001. (Après la réunion, il est décidé de proposer une version similaire à la question de 2001.)

Sinon, Statistique Canada prévoit soumettre le contenu vérifié à l'approbation du Cabinet le printemps prochain.

M^{me} Bender indique en outre que, comme pour les recensements précédents, Statistique Canada tentera d'obtenir du financement, en vue du codage des données sur le lieu de travail à un échelon plus détaillé que l'échelon municipal. Des discussions seront entreprises sous peu avec le consortium précédent et les nouveaux membres possibles.

Résultats du Test du recensement de 2004 (Duncan Wrighte)

En mai 2004, on a mené un Test du recensement auprès d'un échantillon d'environ 300 000 logements et exploitations agricoles dans trois emplacements. L'objectif du test consistait à vérifier l'ensemble des opérations, des systèmes et des points d'intégration clés selon la nouvelle méthode du recensement. M. Wrighte indique que le test a été très réussi d'un point de vue opérationnel. Aucune défaillance majeure du système n'a été enregistrée, et tous les points d'intégration ont fonctionné correctement. Comme il fallait s'y attendre, un certain nombre de domaines nécessitent des travaux d'élaboration et de mise à l'essai plus poussés. Par ailleurs, des travaux devront être effectués relativement à la mise à l'échelle des opérations et des systèmes en fonction d'un recensement complet.

À la demande des membres du Comité, M. Wrighte présente aussi un aperçu du processus relatif au formulaire 4, qui sert à documenter et à assurer le suivi des cas de refus. Des questions sont soulevées relativement au rapport entre les formulaires 4 et les études de la couverture, mais elles seront abordées dans le cadre de la discussion concernant les études de la couverture de la réunion du Comité de la démographie, qui doit se tenir le jour suivant.

Diffusion des données du Recensement de 2006 (Rosemary Bender)

M^{me} Bender décrit les résultats de l'évaluation de la ligne des produits et des services du Recensement de 2001, qui a été effectuée dans le cadre de la consultation intégrée sur le contenu, la géographie et la diffusion, auprès d'un vaste éventail d'utilisateurs des données du recensement. Elle indique que les consultations relatives à la diffusion des données de 2006 seront entreprises en 2005. Selon la rétroaction reçue des utilisateurs jusqu'à maintenant, on devrait maintenir la structure des produits et des services de base, ainsi que des produits spécialisés dans Internet, on devrait assurer une meilleure intégration des diverses séries de profils, on devrait élargir les profils des communautés, en vue d'inclure d'autres sources de données, et on devrait poursuivre la diffusion des données pour les subdivisions de recensement dissoutes. Le contenu des produits fera aussi l'objet d'un examen, afin d'envisager des mesures plus pertinentes pour l'analyse, des options de rechange pour les tableaux très importants, et des fonctions améliorées pour le site Internet et

les produits sur Internet. Les membres du Comité soulèvent plusieurs questions et préoccupations, qui seront réglées de la façon suivante.

Suivi : Mary-Lynne Reid s'assurera que :

- les utilisateurs seront informés lorsque les versions finales du Dictionnaire et du Catalogue du recensement seront diffusées;
- les coordonnateurs statistiques seront consultés à propos des niveaux géographiques des produits;
- les problèmes d'accès aux données dans les tableaux très importants seront résolus pour la gamme de produits de 2006;
- le prototype des mises à jour des profils des communautés de 2001 sera mis à la disposition des coordonnateurs statistiques, pour qu'ils le commentent, lorsqu'il sera prêt;
- les changements touchant les rapports techniques (p. ex. les dates d'exclusion, les annulations) seront affichés dans le site Internet et que les coordonnateurs statistiques seront informés directement.

Le point concernant les régions géographiques (Joe Kresovic)

M. Kresovic fait le point sur les changements touchant les régions géographiques, y compris les changements touchant les noms, les types et les limites des divisions et des subdivisions de recensement, la délimitation des secteurs de recensement (SR) à Fredericton et à Chilliwack, l'achèvement du fractionnement des SR, les plans pour la création d'aires de diffusion (AD) à l'extérieur des SR, et la mise en œuvre de l'Ordonnance de représentation de 2003 pour les circonscriptions électorales fédérales. M. Kresovic indique que les présentations concernant les localités désignées ont fait l'objet d'une évaluation. La division des îlots importants à partir des commentaires des coordonnateurs statistiques sera entreprise en 2005.

Suivi : Les coordonnateurs statistiques seront informés de la situation de leurs demandes concernant les localités désignées à l'hiver 2005. La division des îlots importants commencera en 2005.

Communications relatives à l'impartition (Greg Peterson)

M. Peterson fournit un aperçu des questions soulevées dans les médias et à la Chambre des communes concernant l'impartition du recensement, ainsi que les activités de communication de Statistique Canada par suite de ces questions et de la modification de la portée du contrat. Il décrit en outre les plans initiaux pour les communications du Recensement de 2006.

Suivi : M. Peterson fournira aux coordonnateurs statistiques un sommaire des stratégies devant être utilisées pour résoudre les problèmes, y compris la sécurité des données et le

consentement pour la diffusion des données personnelles, ainsi que pour inciter les jeunes et les nouveaux immigrants à répondre.

Étude sur la classification des logements (Peter Dick)

M. Dick présente les faits saillants des résultats de l'étude de 2001, ainsi que les options, les défis et les risques pour 2006.

Suivi : M. Dick fournira l'algorithme de l'Étude sur la classification des logements de 2006 aux coordonnateurs statistiques, au plus tard le 30 avril 2005.

STATISTIQUE DE L'AGRICULTURE

Dernière réunion : les 4 et 5 octobre 2004
Prochaine réunion : les 24 et 25 octobre 2005
Membres : Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux
(ou leurs représentants)

La réunion du Comité fédéral-provincial-territorial sur les statistiques agricoles a eu lieu les 4 et 5 octobre 2004, et rassemblait des délégués de l'ensemble des provinces et territoires (à l'exception des Territoires du Nord-Ouest). Elle avait pour thème principal les relations avec les répondants. Voici les points saillants de cette réunion :

1. Les priorités de Statistique Canada — La Division de l'agriculture a passé en revue les priorités du Bureau pour les budgets, les ressources humaines, les relations avec les répondants, la pertinence et l'analyse des données, les partenariats et les collaborations.
2. Les rapports des provinces et des territoires — Diverses collaborations avec la Division de l'agriculture ont été soulignées. La question de la suppression sectorielle causée par la concentration a été soulevée. L'utilité de l'Indice des prix des produits agricoles et la nécessité de renforcer l'Indice des prix des entrées dans l'agriculture ont été réitérées. Il a été question de l'utilisation des systèmes administratifs d'enregistrement et d'information sur les terres, dont l'objectif est de contribuer à l'identification des exploitants agricoles aux fins du Recensement de l'agriculture.
3. Le rapport d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) — Le nouveau protocole d'entente quinquennal entre AAC et Statistique Canada permet de poursuivre les activités traditionnelles tout en finançant de nouveaux domaines (c.-à-d., les légumineuses, l'innovation, les produits biologiques, les modèles d'entrées-sorties, les questions agro-environnementales, les aliments fonctionnels). C'est à une initiative en recherche sur les politiques récemment mise en œuvre qu'incombe la responsabilité de composer avec l'innovation, les demandes des consommateurs et des marchés, l'analyse intégrée au niveau des exploitations agricoles, l'intégration du marché nord-américain et la politique commerciale. De plus, AAC étudie les questions de revenu familial agricole à long terme et cherche à élargir l'analyse du milieu rural.
4. Des exposés sur divers sujets, notamment :
 - les relations avec les répondants (y compris le fardeau de réponse et l'analyse de la non-réponse);
 - l'Enquête financière sur les fermes (vue d'ensemble, rapport d'étape 2004, comparaisons entre le Canada et les États-Unis);

- la diffusion de données agro-environnementales;
- la collecte électronique de données de l'Enquête sur les grandes cultures;
- le protocole d'entente (licences);
- le Recensement de l'agriculture de 2006 (réalisations et défis);
- les questions touchant la transition des données du Compte de stabilisation du revenu net et du Programme canadien de stabilisation du revenu agricole et l'utilisation des données fiscales de remplacement;
- les faits saillants du programme de recherche et d'analyse (milieux universitaire et rural).
- Les exposés des provinces et des territoires — à l'invitation du comité organisateur, les représentants provinciaux de l'Île-du-Prince-Édouard et de l'Alberta ont exposé les sujets suivants :
 - l'examen de la gestion de l'information par le comité agricole provincial, sous l'angle du fardeau de réponse aux enquêtes (Île-du-Prince-Édouard);
 - les résultats d'enquête sur la satisfaction et les besoins de la clientèle (Alberta).
 - Le président a remercié les délégués de leurs conseils sur de nombreuses questions importantes qui seront utiles à l'amélioration du Programme de la statistique agricole. Il a également incité les délégués provinciaux et territoriaux souhaitant exposer ultérieurement aux participants leurs travaux ou projets de recherche d'intérêt général à se manifester lors de la préparation du programme de l'an prochain.

STATISTIQUE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

Dernière réunion : le 8 décembre 2004
Prochaine réunion : le 7 décembre 2005
Membres : Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux
(ou leurs représentants)

Mot d'ouverture

En raison d'un plan d'envergure de redistribution mis en place par le gouvernement fédéral, Statistique Canada devra, dès avril 2005, réduire son budget de 5 % (17,3 millions de dollars) sur 3 ans. Les décisions finales seront annoncées dans le budget fédéral de 2005. Les changements ont été présentés au personnel de la Division des institutions publiques (DIP). Le nouvel organigramme de la Division a été présenté.

Table ronde provinciale-territoriale

Québec

L'Institut statistique du Québec (ISQ) a codé, sur la base du système des comptes nationaux, les comptes publics de 2002-2003 et les fonds spéciaux, puis il a établi les concordances avec les données de la DIP. Il en sera également de même pour 2003-2004. Les données rapprochées seront transmises à la DIP.

Le taux de réponse de l'enquête des grandes municipalités se situe à près de 100 %. La plupart des questionnaires complétés ont été transmis à la DIP.

Il s'est avéré impossible à l'ISQ de commenter la méthodologie énoncée dans le rapport d'étapes du 19 novembre portant sur l'étude de faisabilité ayant trait à l'assiette fiscale immobilière. La DIP transmettra sur demande des exemplaires de la documentation soumise au comité consultatif des méthodes statistiques.

En vertu d'un décret gouvernemental, l'ISQ effectue chaque année pour le Ministère des affaires municipales des estimations de la population par municipalité. Selon l'ISQ, des difficultés pourraient survenir si Statistique Canada produisait, dans le cadre de la péréquation, des estimations différentes de celles de l'ISQ.

Nouveau-Brunswick

L'Agence statistique du Nouveau-Brunswick fait face à une pénurie de ressources et essaie du mieux qu'elle peut d'aider la DIP. L'Agence a diffusé un profil de l'effectif de la fonction publique provinciale qui diffèrait du concept de l'équivalent temps plein. Ces données se comparent mieux à celles de la DIP.

Terre-Neuve-et-Labrador

L'ouverture officielle du Canadian Centre for Research on Infrastructure (CCRI) a eu lieu. L'agence de la statistique est maintenant dotée de son propre télécentre. Les données sur les taux de salaires des administrations publiques sont graduellement incluses dans l'Enquête sur les taux de salaire.

Territoires du Nord-Ouest

Pour l'année financière 2005-2006, une nouvelle entente de financement préétablie entrera en vigueur entre le gouvernement fédéral et les Territoires, et l'on prévoit que les dépenses seront réduites de 30 millions de dollars.

Le bureau continue ses efforts pour la transmission électronique des données à la DIP.

Nunavut

Le bureau a déménagé à Pangnirtung.

Alberta

Le coordinateur statistique poursuit ses efforts afin de permettre la transmission électronique des données.

Île-du-Prince-Édouard

On note des progrès continus dans le processus visant à obtenir des données des agences publiques qui pourraient être transmissibles électroniquement à la DIP.

Manitoba

On fait part du fait qu'il serait intéressant d'avoir accès aux données historiques sur le réseau de communications externes (RCE) de la DIP.

Nouvelle-Écosse

On souligne le fait qu'une mise à jour du document de Krishna Sahay serait fort souhaitable. On constate un besoin pour obtenir plus de renseignements dans les états de rapprochement.

Ontario

On attend avec impatience la diffusion des données en juin du système de gestion financière (SGF).

La plupart des coordonnateurs statistiques ont trouvé que le RCE de la DIP était excellent, mais plusieurs ont eu de la difficulté avec le nouveau format .XML.

Partenariats entre le secteur privé et le secteur public

Une définition du partenariat entre le secteur privé et le secteur public ainsi que des exemples ont été offerts aux participants. Par la suite, on a entamé une discussion sur les difficultés d'être informé du grand nombre de nouvelles initiatives et de la complexité de faire et de maintenir la classification de celles-ci. Des questions ont également été soulevées à propos de la propriété des actifs et de la responsabilité en matière de risque. Les contrats individuels devront être étudiés. Toute aide ou information provenant des coordonnateurs statistiques serait appréciée.

L'étude de faisabilité sur l'assiette fiscale immobilière et la péréquation

Jacques Delisle a discuté des antécédents de la demande de Finance Canada.

Voici les objectifs de l'étude :

1. identifier les exigences statistiques de Finance Canada;
2. évaluer la capacité de Statistique Canada de remplir ces exigences;
3. établir un plan de travail.

Finance Canada a demandé qu'on lui transmette des données sur la valeur des immeubles résidentiels et non résidentiels, le revenu provenant des impôts fonciers ainsi que les estimations de population, et ce, selon la province et la municipalité. Les résultats de l'étude ont été présentés à Finance Canada en février 2005 et transmis aux coordonnateurs statistiques.

Statistiques du secteur public des Premières nations (SSPPN)

Le projet des SSPPN fait partie intégrante de l'Initiative des données relatives aux Autochtones. Jusqu'à maintenant, on a invité les responsables des SSPPN afin de présenter leurs résultats à 16 gouvernements des Premières nations, à deux conseils tribaux, à l'Institut de statistique des Premières nations (ISPN) et à l'Assembly of Manitoba Chiefs. Quatre conversions aux données du SGF ont été complétées pour des gouvernements des Premières nations, et il est fort probable que d'autres conversions soient réalisées dans un avenir rapproché. Selon l'article 17 (2) de la *Loi sur la statistique*, ces données doivent demeurer confidentielles. Étant donné la structure et les opérations des gouvernements des Premières nations, il sera peut être nécessaire de d'élaborer de nouveaux standards et codes pour le SGF. Le rapport doit être soumis au Cabinet en mars 2005.

Statistique sur l'emploi du secteur public

Les sources de données sur l'emploi dans le secteur public varient. L'imputation des données est maintenant moins de 1 % du total de l'emploi. Pour ce qui est de l'intégration avec le

Registre des entreprises, on n'attend que la fin de la restructuration de celui-ci. Pour l'année à venir, on envisage de transférer l'ensemble du traitement des données de l'ordinateur central vers le serveur de réseau, ce qui aura une incidence sur le type de format des fichiers qui devront être transmis par les provinces et les territoires. On prévoit également augmenter l'analyse et réviser la couverture de l'administration générale fédérale, provinciale et territoriale ainsi que les entreprises publiques. Une équation mathématique a été fournie pour l'équivalent temps plein.

Statistique pour l'administration locale

Pendant plusieurs années, la DIP a diffusé les données combinées sur les dépenses courantes et en capital. En juin 2004, la DIP a diffusé les données sur les dépenses en capital de l'administration générale locale séparément des dépenses courantes, selon la fonction, pour les années 1988 à 2003.

Tous les questionnaires sur les revenus et les dépenses des administrations locales ne requerront plus de données sur la TPS/TVH et sur les rabais reçus. En Ontario, le questionnaire court sera éliminé. En raison de la diminution de la qualité des données en Colombie-Britannique, le questionnaire court sera peut-être remplacé par celui qui est long.

Dépenses des administrations publiques selon la fonction

Il y a eu des discussions sur les répercussions de l'adoption des statistiques de finances publiques (SFP) en utilisant la Classification des fonctions de l'administration publique (CFAP) pour la classification des fonctions de dépenses au lieu du SGF. Le SGF compte 17 fonctions et 62 sous-fonctions, alors que dans la CFAP, on trouve 10 fonctions et 69 sous-fonctions. Quelques-unes des similarités et des différences ont été soulignées. On a discuté brièvement du plan de mise en œuvre.

Activités de diffusion

On a discuté des récentes initiatives de diffusion de la DIP et l'on a fait un tour guidé du RCE de la DIP.

STATISTIQUE DES ENTREPRISES

Dernière réunion : les 27 et 28 janvier 2005
Prochaine réunion : les 20 et 21 octobre 2005
Membres : **Coordonnateurs statistiques des provinces et des territoires
(ou leurs représentants)**

Ray Ryan souhaite la bienvenue aux membres et les prie de l'excuser d'avoir dû reporter la réunion.

Dans ses observations d'ouverture, M. Ryan décrit les conséquences de la réaffectation du budget fédéral sur les priorités du programme. Il fait remarquer que Philip Smith a parlé de la stratégie du Système de comptabilité nationale (SCN) à la réunion fédérale-provinciale-territoriale des Comptes nationaux qui a eu lieu l'automne dernier. Les responsables du SCN ont l'intention de réduire la quantité de données détaillées sur les produits et selon l'industrie, ce qui aura une incidence sur le programme de la statistique du commerce et des entreprises, un des principaux secteurs qui alimentent les Comptes. La taille des échantillons et les volets « marchandises » et « industries » des sorties pourraient être touchés. Les compressions seront mises en œuvre sur trois ans, un tiers de celles-ci ayant lieu chaque année. Statistique Canada s'emploie à déterminer quelles seront les réductions pour la prochaine année et élaborera cela au cours des deux années suivantes. Des questions de ressources humaines et de déploiement des effectifs seront vraisemblablement associées à ces compressions.

M. Ryan souligne que Statistique Canada essaie d'élargir le programme de la statistique des services, qui est sous-représenté par rapport à son influence et à son importance dans l'économie. Statistique Canada essaie d'améliorer toutes les dimensions du programme des services, notamment les prix des services, les indicateurs des services et le commerce des services (commerce international des services). Environ de 4 millions à 5 millions de dollars avaient été prélevés dans la réserve du Bureau pour ces travaux, mais la récente série de compressions budgétaires a mis cela en attente.

M. Fellegi s'est dit préoccupé par la statistique des services à la réunion sur la planification à long terme de janvier et M. Ryan précise que Statistique Canada espère pouvoir reprendre ces travaux. M. Fellegi a encouragé Statistique Canada à former un consortium avec des ministères et organismes intéressés, dont Industrie Canada, Finances Canada et la Banque du Canada, pour faire avancer ces travaux. Statistique Canada prépare en ce moment un document qui leur sera présenté. D'autres ministères et organismes pourraient aussi être concernés, comme le ministère du Patrimoine canadien et l'ancien ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI), que le commerce des services pourrait intéresser. M. Fellegi a l'intention de rencontrer ses collègues dans ces ministères pour discuter de la question. M. Ryan fait remarquer que les provinces et les territoires ont besoin de ces données pour comprendre leur économie et que Statistique Canada aimerait avoir

l'appui moral ou financier des provinces et des territoires pour cette initiative. Celle-ci fait aussi intervenir les Comptes nationaux. Par exemple, il faudrait disposer de meilleurs déflateurs pour le SCN, et un plan de match a été élaboré pour cela, en particulier en ce qui concerne l'aspect prix.

Les répercussions des initiatives de rationalisation à Statistique Canada sur la statistique du commerce et des entreprises

Peter Lys fait un tour d'horizon des initiatives de rationalisation qui permettent de réexaminer les façons de procéder de Statistique Canada; avant les réductions budgétaires, on avait espéré que les économies réalisées grâce à la rationalisation pourraient être réinvesties dans de nouveaux programmes. Les initiatives de rationalisation ont mis l'accent sur trois grands thèmes : les enquêtes sociales, les approches et les structures opérationnelles, et les enquêtes auprès des entreprises. En ce qui concerne les enquêtes auprès des entreprises, des exposés sont présentés sur deux études de cas (l'Enquête annuelle des manufactures [EAM] et l'Enquête financière trimestrielle [EFT]) ainsi que sur l'utilisation accrue des données fiscales en remplacement des enquêtes.

Marcelle Dion présente l'initiative de rationalisation de l'EAM, et souligne les objectifs de ce projet, les principaux changements apportés à l'enquête de 2004 ainsi que les jalons clés. Pour cette initiative, le questionnaire financier a été transformé sur la base d'un plan comptable, le nombre de produits pour lesquels des données ont été recueillies est passé de 9 000 à 1 400 et la comparabilité avec les produits fabriqués aux États-Unis. a augmenté. Les données de cette enquête devraient être publiées à la fin de mars 2006.

Jean Leduc présente l'initiative de rationalisation de l'EFT, et souligne les objectifs de ce projet ainsi que les éléments que l'initiative a examinés. L'initiative de rationalisation de l'EFT visait à améliorer la qualité des estimations provisoires et à rationaliser les processus. Il s'agissait par exemple d'améliorer l'efficacité de l'échantillon, d'automatiser la correction et la vérification, et de minimiser le chevauchement avec les questions financières de l'enquête sur l'agriculture. Les répondants voulaient faire état de leurs données par voie électronique. Les coefficients de variation moyens se sont améliorés à chacun des niveaux de l'enquête.

Marie Brodeur fait un exposé sur l'utilisation accrue des données fiscales en remplacement des enquêtes. Les principaux objectifs du projet fiscal consistent à réduire le fardeau de la réponse et le coût des enquêtes. Il s'agit d'en arriver à substituer les données fiscales aux données d'enquête pour la moitié des entreprises simples. Le plan comptable facilite la comparaison entre les données fiscales et les données des enquêtes. Depuis l'année de référence 2003, les données fiscales sont utilisées dans l'Enquête unifiée auprès des entreprises (EUE) pour l'estimation de plus de 50 % des entreprises simples et pour l'imputation des non-répondants. Plus d'unités seront remplacées au cours de l'année de référence 2004. Le projet de la TPS prévoit le remplacement des données d'enquête pour les entreprises simples par un modèle de ratio associant les données d'enquête et les données de la TPS de l'Enquête mensuelle sur les restaurants, traiteurs et tavernes (EMRTT), de

l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (EMIM) et de l'Enquête mensuelle sur le commerce de gros et de détail (EMCGD).

Le point sur les données sur le commerce international

David Dodds fait le point sur le commerce international. Il mentionne que les coordonnateurs statistiques reçoivent plus tôt qu'auparavant les données détaillées sur le commerce international et que ce système fonctionne bien. Il signale aussi les améliorations apportées au système en ce qui concerne les estimations des importations provinciales. Le système des exportations sera amélioré lui aussi. M. Dodds affirme aussi qu'il faudra étudier les implications (possibles) liées à la révision des données de décembre en même temps que la diffusion des estimations de janvier. M. Dodds ajoute que la Division du commerce international collabore avec la Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie (DFCE) et l'Office national de l'énergie (ONE) pour régler les fluctuations dans les données relatives à l'exportation d'énergie.

Projet de recueil statistique pour l'Année polaire internationale (2007-2008)

Fred Gault présente un exposé sur le projet de recueil pour l'Année polaire internationale. La définition du Nord est l'une des premières questions à résoudre. Des statistiques supplémentaires sur le Nord seront peut-être élaborées pour ce projet.

Existence possible d'une dimension provinciale dans l'analyse des industries des technologies de l'information et des communications (TIC) et pour l'amélioration des enquêtes sur les télécommunications

Craig Kuntz explique que l'élaboration d'estimations canadiennes pour le secteur des TIC a été financée par l'Initiative visant les lacunes statistiques. Le secteur des TIC a été défini par l'OCDE, de sorte qu'il existe un cadre statistique pour les comparaisons internationales. C'est la raison pour laquelle les données ont été estimées à l'échelon national, et non provincial et territorial. M. Kuntz remet aux coordonnateurs statistiques un CD-ROM renfermant des données provinciales sur le secteur des TIC, présente les grandes lignes d'analyses provinciales existant sur le secteur des TIC et explique quelques-uns des défis qu'il faudra relever pour produire des données sur les industries des TIC à l'échelon provincial.

Défis auxquels sont confrontés les enquêtes sur les télécommunications

Craig Kuntz explique quelques-uns des changements réglementaires et technologiques qui ont une incidence sur ce secteur. Par exemple, la part du marché du téléphone cellulaire augmente, ce qui signifie que les compagnies de téléphone font maintenant face à la concurrence à la fois dans le marché des appels locaux et dans celui des interurbains. On s'attend à ce qu'il y ait convergence entre l'industrie de la câblodistribution et l'industrie de la téléphonie. Statistique Canada fait enquête à la fois auprès des fournisseurs de services de télécommunications et de services de câblodistribution, et il y a chevauchement avec les

enquêtes du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), ce qui augmente le fardeau de la réponse. Une grande réorganisation de ce secteur sera effectuée dans le SCIAN 2007, les fournisseurs de services Internet passant au grand groupe des services de télécommunications. M. Kuntz fait remarquer que, pour substituer des données administratives à des données d'enquête, il faut procéder à certaines investigations et à une certaine planification, et qu'il pourra être nécessaire d'apporter quelques modifications à la collecte des données du CRTC (p. ex. le CRTC ne publie pas à l'heure actuelle de données provinciales).

Le point sur les indices des prix

George Beelen fait le point sur le programme de la statistique des prix : il donne une liste des changements qui devraient être apportés au panier de l'Indice des prix à la consommation (IPC), explique le traitement de l'assurance dans l'IPC, fait le point sur le travail en cours pour améliorer les estimations de l'IPC d'ensemble, résume les améliorations aux indices des prix spatiaux inter-villes et fait le point sur les indices des prix des services.

Rapport sur l'état d'avancement de l'initiative de la statistique du commerce et des entreprises sur le Réseau de communications externes (RCE)

Cyndie Ingalls fait une démonstration du site Web élargi, auquel les coordonnateurs statistiques ont accès depuis décembre.

Entreprises multinationales

Jean Leduc fait un exposé sur la phase I du projet relatif aux entreprises multinationales, laquelle tente de déterminer s'il est possible que les entreprises multinationales fassent état de leurs données de manière intégrée à plusieurs bureaux de statistique nationaux. Les résultats de la phase I seront présentés à la Conférence des statisticiens européens en juin 2005.

Reconception du Registre des entreprises (RE)

Mario Ménard fait un exposé sur la modification du RE. Les objectifs de cette reconception sont les suivants : simplification, accessibilité accrue, intégration des systèmes, réduction et surveillance du fardeau de la réponse, et amélioration de l'opportunité. Le RE sera entièrement remanié sur une plate-forme Windows ou Unix. On utilisera la structure opérationnelle plutôt que la structure statistique pour les besoins statistiques (p. ex. l'échantillonnage et l'estimation). Les concepts seront harmonisés, et le stockage et le maintien de la structure juridique seront centralisés. Le RE maintiendra des liens entre les entités juridiques et un ensemble d'unités opérationnelles connexes. Un plan de transition sera élaboré d'ici à septembre 2005 et le projet devrait être terminé pour la fin de 2007-2008.

Protocoles d'entente relatifs aux données fiscales

Janice McMechan présente la situation en ce qui concerne le Protocole d'entente entre

Statistique Canada et l'Agence du revenu du Canada (ARC) à propos de l'acquisition par Statistique Canada de données fiscales, et en ce qui a trait au Protocole d'entente entre Statistique Canada et les provinces à propos du partage des données fiscales sur les entreprises avec les bureaux statistiques des provinces et des territoires. On indique aussi que l'ARC appuie les modifications à la législation qui permettraient à Statistique Canada de partager avec les provinces les données sur la TPS obtenues de l'ARC. Ce processus est toutefois lent et Statistique Canada reste à ce sujet en communication avec l'ARC qui, quant à elle, reste en communication avec Finances Canada. Il n'y a pas en ce moment d'échéancier concret pour l'adoption de ces modifications.

SCIAN — Situation et plans pour l'avenir

Paul Johanis présente une vue d'ensemble de la situation des révisions du SCIAN 2007. Il mentionne que la stratégie actuelle consiste à réviser le SCIAN plus souvent (tous les cinq ans), mais à effectuer des révisions plus petites. Paul mentionne que les modifications pour le SCIAN 2007 seront relativement limitées.

Nouvelle version de la base de métadonnées

Paul Johanis fait une démonstration de la nouvelle version de la base de métadonnées et mentionne qu'elle sera diffusée bientôt. La nouvelle base de métadonnées comprendra une liste des variables, des définitions et des liens vers les tableaux de CANSIM.

Ordre du jour de la prochaine réunion

Il est convenu qu'Angelo Cocco (T. N.-O.) et Wilf Falk (Manitoba) continueront de représenter les provinces et les territoires au Comité des programmes, et collaboreront avec Helen McDonald et un directeur général du Secteur de la statistique du commerce et des entreprises à la préparation de l'ordre du jour de la prochaine réunion.

Une liste détaillée des mesures à prendre à la suite de la réunion de janvier 2005 du Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique des entreprises est produite et remise à tous les membres.

STATISTIQUE DES MINÉRAUX

Dernière réunion : Du 26 au 28 mai 2003

Prochaine réunion : Du 30 mai au 1^{er} juin 2005

Membres : Délégués de Ressources naturelles Canada (RNCan), d’Affaires indiennes et du Nord Canada, de Statistique Canada, des ministères ou organismes provinciaux et territoriaux responsables des mines, des bureaux de la statistique de l’Alberta, de la Saskatchewan, du Yukon, du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest et de l’Institut de la statistique du Québec

Observateur : Association minière du Canada

Pour les ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux, le Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique des minéraux (CFPTSM) constitue une tribune où ils peuvent échanger des renseignements et élaborer conjointement des plans d’action pour traiter efficacement des enjeux d’intérêt commun ayant trait à la statistique canadienne des minéraux, à l’exploitation minière au Canada et aux enquêtes utilisées par les organismes membres. Bien que la réunion annuelle soit un événement important pour diriger les activités du Comité, les organismes membres communiquent entre eux tout au long de l’année au besoin.

La dernière réunion annuelle du Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique des minéraux (CFPTSM) a eu lieu du 26 au 28 mai 2003, et a rassemblé un grand nombre de participants. La réunion de 2004, qui était prévue pour le printemps 2004, a été annulée pour des raisons budgétaires et organisationnelles. Il est donc très important que la réunion de 2005, actuellement prévue pour les 30 et 31 mai et le 1^{er} juin, aborde des questions utiles intéressant l’ensemble des organismes membres du Comité.

Les réunions fédérales-provinciales-territoriales sur la statistique de l’énergie sont considérées, du point de vue du CFPTSM, comme une initiative très utile qui s’ajoute au travail de l’ensemble des comités fédéraux-provinciaux-territoriaux.

Événements et activités d’importance pour le CFPTSM au cours de 2004-2005

1. Au cours de l’année qui vient de s’écouler, des équipes de hauts fonctionnaires de la Division de la statistique des minéraux et des mines se sont rendus dans plusieurs provinces et territoires, c’est-à-dire à Terre-Neuve-et-Labrador, en Nouvelle-Écosse, au Nouveau-Brunswick, en Ontario (ministère des Ressources naturelles), au Manitoba, en Alberta, en Colombie-Britannique et au Territoire du Yukon. Bien que certains points de l’ordre du jour aient été semblables pour toutes les visites, d’autres questions et problèmes particuliers pour chaque relation de partenariat ont été abordés. Parmi les éléments communs dont il a été question à chaque visite, mentionnons le renouvellement

des protocoles d'entente et l'amélioration des communications électroniques. Il a aussi été question de l'utilisation de sites Web interactifs communs pour le partage des données, particulièrement en ce qui concerne les dépenses d'exploration et la production de sable et de gravier.

2. Le protocole d'entente avec le Nunavut a été parachevé et signé pour ainsi permettre le partage de renseignements recueillis dans ce territoire.

Événements et activités d'importance pour le CFPTSM attendus au cours de 2005-2006

1. Fin de la dernière série de visites dans les provinces et les territoires, pour promouvoir des activités statistiques en collaboration. À la suite de cette initiative, nous prévoyons que plusieurs protocoles d'entente mis à jour seront signés entre RNCan et des organismes provinciaux ou territoriaux membres.
2. Communication des renseignements recueillis dans le cadre de l'enquête pilote pour les activités de soutien aux industries minières. Cette activité comprend le prolongement de l'enquête en cours sur le forage au diamant à contrat.
3. La prochaine réunion annuelle du CFPTSM est prévue pour les 30 et 31 mai et le 1^{er} juin 2005. La réunion doit être coprésidée par le représentant de la Colombie-Britannique. De nouvelles techniques de diffusion des documents (y compris des CD-ROM) seront employées à cette réunion pour éviter l'utilisation excessive de produits en papier.

Outre les rapports et les exposés habituels, les délibérations à la réunion porteront sur les points suivants :

- l'élaboration de systèmes sur Internet pour le partage des connaissances relatives à la situation actuelle des mécanismes conjoints de collecte de données, notamment les initiatives visant à améliorer les mécanismes de collecte de données et le rapprochement statistique des variables des données recueillies dans le cadre de l'enquête conjointe sur les dépenses d'exploration, d'évaluation des dépôts et de développement de complexes miniers;
- l'examen de la situation et de la voie à suivre relativement au guichet unique harmonisé pour la collecte de données sur les gaz à effet de serre et sur les questions relatives aux statistiques, à l'énergie et aux combustibles, au protocole de Kyoto et aux mesures d'économie d'énergie, ainsi que l'organisation de séances consacrées à ces questions et d'autres sujets connexes;
- des exposés sur la solution à adopter pour la collecte de données sur les agrégats du point de vue à la fois de la personne responsable de la collecte de données et de l'utilisateur;

- la démonstration de nouvelles méthodes visant à obtenir les renseignements sur les minéraux et les mines par l'intermédiaire d'Internet;
- le point sur le progrès du régime de certification prévu par le processus de Kimberley, la croissance de l'industrie de l'exploitation minière et de l'exploration du diamant au Canada, et les questions relatives à la transparence.

Résumé des problèmes devant être résolus par le Comité fédéral-provincial-territorial de la statistique des mines et ses organismes membres

1. Les points relatifs à la mise en place du Système harmonisé de guichet unique pour la collecte de données sur les gaz à effet de serre et les données connexes seront présentés.
2. Il faudrait élargir et examiner les initiatives relatives à l'accès et à l'utilisation efficace des données administratives disponibles tirées de sources provinciales et territoriales afin d'alléger le fardeau de réponse et de diminuer les frais opérationnels, et en particulier afin d'utiliser les renseignements provinciaux pour analyser et améliorer les données agrégées pour la construction.
3. Il faut examiner les besoins en matière d'information sur l'innovation, les collectivités dépendantes, le recyclage et la participation autochtone dans les industries des ressources naturelles.
4. Il faut continuer d'examiner les questions relatives au maintien d'un système rigoureux et efficace pour les statistiques des minéraux et des mines étant donné les compressions budgétaires constantes.
5. Le régime de certification prévu par le processus de Kimberley, conçu pour limiter le commerce des diamants dans les zones de conflit, a maintenant été mis en œuvre. Avec ce régime, concurremment avec la vigueur accrue de l'industrie minière des diamants au Canada et l'importance continue de l'exploration du diamant dans quelques provinces et territoires, des ressources importantes sont consacrées aux questions relatives aux diamants. Les questions relatives à la transparence des industries des ressources naturelles dans le monde sont projetées à l'avant-plan.
6. Compte tenu de l'expérience acquise dans les réunions antérieures du CFPTSM, il faut accroître l'importance des discussions bilatérales, l'interaction sur les systèmes communs et le temps consacré aux discussions ouvertes entre les participants.

STATISTIQUE DES TRANSPORTS

Dernière réunion : le 25 janvier 2004
Prochaine réunion : le 18 octobre 2005
Membres : Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux
(ou leurs représentants)

Résumé de la rencontre

- Des représentants de l'ensemble des provinces et des territoires (sauf le Yukon en raison de maladie, le Manitoba et l'Île-du-Prince-Édouard) ainsi que des représentants de Transports Canada et de l'Office des transports du Canada étaient présents à la rencontre.
- Un exposé portant sur le volet carburants de l'Enquête sur les véhicules au Canada, un projet financé conjointement par Transports Canada et Ressources naturelles Canada, est présenté au Comité. La première diffusion de ces nouvelles données est prévue pour mai 2005. Ces données permettront de mieux surveiller la consommation de carburant et l'impact de l'utilisation des véhicules sur l'environnement.
- On fait le point sur la mise en œuvre de l'Enquête sur l'origine et la destination des marchandises transportées par camion au cours de l'année de référence 2004. Les améliorations par rapport à l'Enquête sur le camionnage, origine et destination des marchandises sont les suivantes :
 - ✓ toutes les entreprises de camionnage visées par le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), y compris les entreprises locales, sont comprises dans l'enquête;
 - ✓ traitement plus approprié de l'industrie du déménagement de biens usagés de maison et de bureau;
 - ✓ tous les établissements de camionnage sont compris, ce qui est conforme aux exigences du Système de comptabilité nationale;
 - ✓ liens complets établis avec le Registre des entreprises de Statistique Canada;
 - ✓ échantillonnage de 6,9 % de toutes les expéditions par rapport à l'échantillonnage précédent de 1,4 %, au moyen du même budget de collecte.
- Le programme des domaines spécialisés du recensement donne une mise à jour sur l'avancement de l'initiative du lieu de travail et des modes de transport du Recensement de 2006. La possibilité que les provinces se joignent au consortium pour financer le codage des données et les avantages de cette éventualité sont présentés au Comité.

- L'exposé portant sur le programme de données sur l'aviation de la Division des transports comprend la question de savoir jusqu'à quel niveau de détail on peut publier les statistiques financières et d'exploitation, les données sur les activités aéroportuaires, sur la base tarifaire et sur la destination et l'origine des passagers, étant donné l'augmentation de la concentration dans l'industrie. Les délais dans l'obtention de dérogations permettant la diffusion nuisent à la rapidité de diffusion de l'information.
- Le Comité apprend que l'Enquête financière des transporteurs par eau canadiens sera fondée uniquement sur des données fiscales en vigueur au cours de l'année de référence 2003.
- La base de données du Projet de statistiques sur le transport en Amérique du Nord (PSTAN), une source de données en ligne unique et exhaustive sur les transports, a été lancée officiellement le 27 septembre 2004. Cette base renferme des données en français, en anglais et en espagnol et elle est le fruit d'une initiative tripartite à laquelle ont participé des organismes de transport et de statistiques du Canada, des États-Unis et du Mexique. La base de données est accessible à l'adresse <http://nats.inegi.gob.mx/nats>.
- Transports Canada fait le point sur les initiatives suivantes à l'intention du Comité :
 - ✓ L'Enquête nationale au bord des routes en 2005, qui prête une attention particulière à l'utilisation accrue de la technologie des systèmes de « bascule de pesage dynamique »;
 - ✓ Le projet de Collecte électronique de statistiques sur le transport aérien (CESTA);
 - ✓ L'étude sur le plein montant des coûts du transport, un projet visant à déterminer et à mesurer les coûts sociaux et économiques du transport.

STATISTIQUE DU TRAVAIL

Dernière réunion : les 17 et 18 juin 2004
Prochaine réunion : les 15 et 16 juin 2005
Membres : Coordonnateurs statistiques provinciaux et territoriaux
(ou leurs représentants)

Questions pertinentes à l'Enquête sur la population active (EPA)

La Division de la statistique du travail (DST) a engagé plusieurs consultations en 2003-2004. Peter Morrison résume les points clés dont il a été question au cours de ces consultations. Il répète qu'il n'existe toujours pas de financement extérieur et que le remaniement, financé par les fonds empruntés au sein de Statistique Canada, sera suivi d'une stratégie de remboursements. Celle-ci misera sur les économies réalisées grâce à la réduction provisoire de la taille de l'échantillon de l'EPA. Cette réduction, répartie sur trois ans à compter d'octobre 2004, ne dépassera pas 3 % au cours de chacune des années. De façon générale, la réduction de la taille de l'échantillon inquiète vivement les coordonnateurs statistiques.

Les consultations étaient aussi axées sur les priorités du contenu. Selon la rétroaction des coordonnateurs statistiques, les données sur les immigrants, les Autochtones, la retraite, le domaine d'études ainsi que l'année de l'obtention du diplôme constituent des priorités pour le contenu de la nouvelle EPA. Aucune proposition de suppression du contenu actuel n'a été rapportée à la suite des consultations. M. Morrison fait une brève description de l'initiative hors réserve qui fait maintenant son chemin dans les provinces de l'Ouest du pays.

Peter Morrison présente ensuite plusieurs autres activités qui touchent l'EPA. Les données de l'EPA sur la population changeront d'année de base, qui sera celle du Recensement de 2001, et la date de diffusion est prévue pour janvier 2005. En outre, en janvier 2005, l'EPA incorporera le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) de 2002 et la Classification nationale des professions (CNP) de 2001. La DST élabore actuellement un nouveau produit dans lequel on fera un tour d'horizon géographique des données sur le marché de l'emploi. Il explique ensuite qu'il existe une Initiative de rationalisation stratégique pour réduire les coûts de collecte des données de l'EPA par appels téléphoniques plutôt que par visites personnelles, pour les premières interviews.

Caractéristiques du marché de l'emploi parmi les Autochtones de l'Ouest vivant en dehors des réserves

L'Alberta participe à ce projet depuis 2003 et la Colombie-Britannique discute présentement avec la DST concernant sa participation. Deborah Sunter déclare que la Colombie-Britannique et l'Alberta déboursent des frais pour augmenter la taille de leurs échantillons.

En raison de la taille de la population autochtone hors réserve au Manitoba et en Saskatchewan, ces provinces pourraient probablement obtenir des données avec la taille actuelle de leurs échantillons. M^{me} Sunter signale qu'il n'existe pas de données repères sur la population autochtone dans ces provinces; par conséquent, ces chiffres sont plus instables que le reste de l'EPA.

Bill Hyshka donne au comité un aperçu du projet de l'Alberta, qui a commencé en tant que projet pilote de deux ans. L'objectif du projet était de trouver les moyens de s'assurer que les Autochtones participent davantage pleinement à la société de l'Alberta. On estime que les résultats obtenus justifient le coût du projet. L'Alberta aimerait pouvoir établir des comparaisons provinciales et attend l'inclusion du Manitoba et de la Saskatchewan.

Don McRae explique que la Colombie-Britannique participe à ce projet, parce qu'elle veut faire entrer les Autochtones dans la main-d'œuvre et améliorer leur niveau de vie. L'automne dernier, on s'est rendu compte qu'il existait un écart dans la statistique du travail, et des fonds ont été accordés par le Premier ministre.

Mise au point concernant le Forum des ministres du marché du travail (FMMT)

Deborah Sunter rapporte au Comité que deux projets sont susceptibles d'intéresser les coordonnateurs. Premièrement, il s'agit de la Trousse de suivi [du marché du travail].

Jacques Ouellet informera les coordonnateurs du contenu de cette trousse.

Deuxièmement, l'été dernier, on a travaillé à l'élaboration de la réunion des hauts fonctionnaires du FMMT, laquelle aura lieu cet automne. La DST a cinq produits à livrer en septembre :

1. un inventaire de sources de données qui fournit des indicateurs clés pour les groupes cibles;
2. une description des initiatives en cours, telles que les ajouts au contenu de l'EPA, le statut des estimations régionales et les mesures à prendre afin que le T4 devienne une source de données du salaire professionnel;
3. les nouvelles initiatives qui sont chiffrées mais qui ne sont pas encore financées (p. ex. les compétences de l'Enquête sur le milieu de travail et les employés (EMTE));
4. le coût de la taille grandissante de l'échantillon de l'EPA pour égaliser les coefficients de variation (c.v.) pour le taux de chômage dans toutes les provinces;
5. les c.v., sur trois ans, pour la rémunération hebdomadaire moyenne pour les professions à quatre chiffres, et ce, selon la province.

Enfin, Deborah Sunter discute de la relation entre les coordonnateurs statistiques et le FMMT. Dans bien des cas, il existe déjà d'excellentes relations de travail, tandis que dans

d'autres, il n'y en a pratiquement pas. On encourage les membres du comité à établir des contacts.

Nouvelles mesures de productivité

Tarek Harchaoui explique qu'il existe actuellement des mesures nationales de productivité, et ce, tout comme il en existe dans les industries. Il précise que leur but est de mettre en place un programme à l'échelon provincial qui imite celui de l'échelon fédéral. Ils tentent de mesurer les trois différents facteurs qui contribuent à la croissance du PIB (intranant capital, intranant travail, productivité multifactorielle) en appliquant l'approche de comptabilité de la croissance.

Il sortira une nouvelle série de tableaux CANSIM portant le numéro 383-0011; cette série renferme des données sur la productivité du travail ainsi que des variables connexes selon la province et des agrégats spéciaux. Les données seront réparties en diverses catégories : l'économie totale, le secteur des entreprises, le secteur non agricole des entreprises, les biens commerciaux et les services généraux. Il y aura aussi divers groupements industriels, tels que les industries primaires, les biens de fabrication et la technologie de l'information et des communications (TIC).

Enquêtes sur la population active des collectivités et sur le régime de travail : l'expérience des T.N.-O. et de T.-N.

David Stewart informe le Comité que l'Enquête sur la population active des T.N.-O. est menée tous les cinq ans depuis 1984. On a planifié ces enquêtes afin qu'elles se situent entre deux périodes censitaires en vue d'élaborer une série chronologique. L'Enquête permet de recueillir les données sur la population active ainsi que d'autres variables, dont le niveau de scolarité, la langue utilisée et le piégeage. Les T.N.-O. sont inclus dans l'EPA seulement depuis 2001 et de nouveaux défis ont émergé depuis. Les deux enquêtes produisent souvent des estimations sur la population active qui sont différentes, et ces écarts sont difficiles à expliquer.

Robert Reid et Alton Hollett expliquent que l'Enquête sur l'activité de Terre-Neuve-et-Labrador, menée en 2000, permet de recueillir des données sur des sujets ne s'appliquant qu'à cette province et fournit des données infraprovinciales. On recueille les données dans 25 régions infraprovinciales. La marge maximale d'erreur correspondant à chaque région est de +/- 10 % et le niveau de confiance est de 95 %. Ces données portent sur des sujets tels que la démographie, la satisfaction professionnelle, les activités non liées au travail, la qualité de vie, la migration et la syndicalisation. Pour conclure, Robert Reid parle du besoin d'obtenir des données spécifiques à la province afin de pouvoir fournir des données infraprovinciales ainsi que des données axées sur les enjeux et les politiques. Les responsables ont décidé qu'ils devaient établir des échantillons de grandeur suffisante, mais à prix abordable, et qu'ils pouvaient configurer les données selon ce qu'ils jugeaient nécessaire.

Analyse du marché du travail : féminisation de la main-d'œuvre

En consultant des données sur l'emploi provenant de diverses sources au sein de Statistique Canada, Marie Drolet examine le rôle des femmes dans la main-d'œuvre et l'écart salarial entre les hommes et les femmes. Elle précise que les renseignements figurant dans l'Enquête sur la dynamique du travail et du revenu (EDTR) indiquent que les femmes reçoivent, en moyenne, 81 cents pour chaque dollar que gagnent les hommes. Compte tenu de divers facteurs et des données tirées d'autres sources comme l'Enquête sur le lieu de travail, les femmes reçoivent 91 cents pour chaque dollar que gagne les hommes.

Après avoir pris tous ces facteurs en considération, Marie Drolet souligne qu'il est toujours impossible de justifier une partie importante de l'écart salarial. D'autres facteurs peuvent avoir une incidence sur cet écart, comme les expériences acquises avant d'accéder au marché du travail, la présence de meilleures mesures des aptitudes utilisées pendant le travail, le traitement initial et l'avancement professionnel. On peut considérer la réduction des disparités salariales comme une affaire de cohortes. À mesure que les nouvelles cohortes (au salaire plus élevé) remplacent les anciennes, le revenu relatif des femmes continuera d'augmenter et l'écart, de rétrécir. L'examen de l'écart salarial au fil des années permet de constater que, même s'il diminue, celui-ci existe toujours.

Analyse du marché du travail : augmentation du taux d'emploi chez les travailleurs plus âgés

Lucy Chung présente un résumé de la nouvelle analyse portant sur l'augmentation du nombre de travailleurs âgés, c'est-à-dire les travailleurs de 55 ans et plus. Le taux d'emploi chez les travailleurs plus âgés, qui s'était replié entre 1976 et le début des années 1990, pour ensuite atteindre un plateau où il est demeuré pendant bon nombre d'années, connaît de fortes hausses depuis les trois dernières années (2001 à 2003).

Les responsables de l'enquête tentent de déterminer si l'augmentation du taux d'emploi est attribuable à un changement démographique ou de comportement. Lucy Chung explique que, dans la plupart des provinces, la démographie semble être un facteur important en ce qui a trait à la croissance de l'emploi des personnes de 55 à 59 ans. L'augmentation du taux d'emploi des femmes semble davantage un résultat de facteurs, tels que le fait qu'elles aient des emplois mieux rémunérés et qu'elles veulent travailler davantage afin de recevoir une pleine pension. Chez les personnes de 65 ans et plus, la démographie n'a qu'une très faible incidence. La variation semble davantage attribuable au fait que bon nombre d'aînés prennent progressivement leur retraite en passant d'un horaire de travail à temps plein à un horaire à temps partiel.

Initiative de rationalisation stratégique de l'EERH

Paul McPhie fait savoir qu'on a entamé une révision fondamentale de la structure de l'Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH). Le Comité de la planification intégrée a approuvé une Initiative de rationalisation stratégique en 2004-2005.

Cette initiative visait à trouver des façons de réduire la complexité et les coûts de l'enquête, tout en continuant à satisfaire aux besoins de ses utilisateurs, le plus important étant les comptes nationaux, qui utilisent les données pour calculer le PIB. Paul McPhie présente ensuite certaines options prises en considération : la dissociation de l'Enquête sur la rémunération auprès des entreprises (ERE) et des données administratives; la réduction des détails sur les produits, la réduction de la fréquence de production et l'augmentation du niveau de collecte électronique des données de l'ERE.

Il ajoute qu'on a commencé à effectuer des consultations internes et externes. Il demande aux représentants des provinces et des territoires présents à la réunion de faire enquête à l'échelle locale en ce qui concerne les besoins en matière de données de l'EERH et de donner un compte rendu de leurs résultats.

STATISTIQUES SOCIALES

Dernière réunion : les 15 et 16 juin 2004
Prochaine réunion : les 14 et 15 juin 2005
Membres : Représentants statistiques des provinces et des territoires
(ou leurs représentants)

Le Président souhaite la bienvenue aux membres et dépose l'ordre du jour, qui est adopté. Il ajoute que l'ordre du jour, qui prévoit une journée et demie de travaux, est révélateur de la lourde charge de travail qu'on consacre aux composantes de la statistique sociale à Statistique Canada. Le procès-verbal de la réunion précédente est adopté sans modification.

Mise à jour sur les programmes de la statistique sociale

Les provinces et territoires décrivent tout d'abord brièvement leurs principales activités dans le domaine de la statistique sociale pour la période de septembre 2003 à juin 2004. Ceci est suivi par une série de présentations détaillées de Statistique Canada portant sur les enquêtes postcensitaires, l'Enquête sociale générale, les enquêtes spéciales ainsi que les principales composantes des programmes de la statistique du revenu, de l'éducation et la culture, de la justice et de la santé. Durant ces présentations, on a mis l'accent sur les données relatives aux Autochtones et sur le Cadre de recherche et d'analyse en statistique juridique.

Initiative des données relatives aux Autochtones (IDRA)

L'Initiative des données relatives aux Autochtones est un projet de deux ans dont l'objectif est de trouver des façons d'améliorer la collecte et la déclaration des données sur les peuples autochtones. Un des éléments fondamentaux de l'IDRA est le renforcement des capacités, soit la mise en œuvre de nouvelles activités de formation en statistique, axées sur une approche pratique et sur l'utilisation de données administratives pour produire des statistiques. Les commentaires obtenus dans le cadre de consultations récentes confirment que le renforcement des capacités est essentiel et qu'il reste beaucoup à faire. On a entrepris l'élaboration de trois nouveaux cours qui seront mis à l'essai à l'automne 2004 et dont les thèmes seront les suivants : les statistiques économiques et commerciales à l'intention du milieu des affaires autochtone, comment transformer les statistiques en anecdotes afin de les intégrer dans un plan d'affaires et comment utiliser des dossiers administratifs comme sources de données.

Le deuxième volet de l'IDRA a trait à l'élaboration d'enquêtes. Les consultations ont révélé qu'il faut envisager des stratégies différentes pour les enquêtes menées dans les réserves et à l'extérieur des réserves. Nous envisageons de commencer par une enquête postcensitaire en 2006. Pour la population hors réserve, nous pourrions utiliser l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes ESCC et l'Enquête sur la population active (EPA) comme bases de sondage pour mener les enquêtes postcensitaires, selon une fréquence qu'il reste à

déterminer. Pour la population des réserves, on pourrait mener une enquête annuelle au moyen du renouvellement des échantillons des collectivités. Ces enquêtes comporteraient des questions de base portant sur la population active, l'éducation et la santé, ainsi qu'un contenu optionnel qui serait inclus par renouvellement. Statistique Canada élabore actuellement un questionnaire et procédera à une enquête d'essai dans quatre réserves à l'automne, afin de tester les procédures de listage et de sélection de l'échantillon.

On donne une description des différentes initiatives en cours se rapportant à des cadres de données d'enquête, tels que le Cadre de l'établissement de rapports sur la santé autochtone, l'Entreprise nationale relative à la statistique juridique et le bulletin sur les questions autochtones. On insiste sur l'importance d'intégrer le travail réalisé dans le cadre de toutes ces initiatives afin d'éviter les recoupements.

Enquête sur les enfants autochtones

On signale aux membres du Comité qu'une étude de faisabilité a été menée en 2003 afin d'évaluer la possibilité de faire de l'Enquête sur les enfants autochtones (EEA) une enquête longitudinale. Il a été conclu que c'est impossible, en raison de la petite taille de la population visée, du fardeau de déclaration et de la difficulté que poserait le dépistage des répondants. Il a été recommandé que l'EEA soit une enquête nationale transversale reprise tous les cinq ans après le recensement. On signale que l'objectif de cette enquête est d'examiner la prévalence de différentes caractéristiques sanitaires, sociales et économiques des enfants autochtones, d'évaluer l'incidence de ces caractéristiques sur l'enfance des enfants autochtones et de fournir des données utiles pour l'élaboration de politiques et de programmes.

La collecte des données de l'EEA se fera en 2006 à partir de la base de sondage du Recensement de la population. Des données seront recueillies dans l'ensemble du pays, y compris dans le Nord, pour la population dans les réserves et la population hors réserve. Cette enquête servira à produire les indicateurs qui sont prévus dans l'Accord fédéral-provincial-territorial sur le développement de la petite enfance pour les Indiens de l'Amérique du Nord, les Inuits et les Métis. Ces indicateurs porteront sur des sujets tels que le développement social, les problèmes émotionnels, l'hyperactivité, l'agressivité physique et le comportement prosocial. La taille de l'échantillon a été fixée à 12 200 enfants autochtones de moins de 6 ans. Les données seront recueillies d'octobre 2006 à mars 2007 à l'aide de questionnaires papiers remplis dans le cadre d'interviews sur place dans les réserves et les régions éloignées, et d'interviews téléphoniques en dehors des réserves. Dans la mesure du possible, les intervieweurs seront des Autochtones. Les activités de dépouillement se dérouleront d'avril 2007 à août 2008. En septembre 2008, on devrait être en mesure de produire des estimations nationales, provinciales (sauf pour la région de l'Atlantique) et territoriales pour les enfants autochtones vivant dans les réserves et à l'extérieur des réserves, selon les différents groupes d'âge.

Cadre de recherche et d'analyse en statistique juridique

Il s'agit d'un cadre mis en place en janvier 2003 par le Conseil de l'information juridique devant permettre au secteur de la justice d'élaborer des politiques fondées sur des données probantes. Un cadre préliminaire a été élaboré au cours de l'été 2003 et a été examiné à l'automne 2003 par le Comité de liaison de l'Entreprise nationale relative à la statistique juridique et le Comité consultatif d'universitaires de la statistique juridique.

Ce nouveau cadre devrait permettre de mieux comprendre les facteurs ayant une incidence sur des phénomènes tels que la criminalité, la victimisation et la récidive et sur les raisons pour lesquelles ils se produisent. Ce cadre intègre des facteurs et des contextes individuels, familiaux et communautaires. Il tient compte des interventions de l'appareil judiciaire et des systèmes qui jouent un rôle connexe de façon à fournir une vision générale permettant d'évaluer les priorités en matière d'élaboration de l'information et de promouvoir l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes.

On signale que les microdonnées sont nécessaires pour comprendre les interventions des systèmes et les résultats et que le programme de la statistique juridique continuera d'aller dans ce sens. On présente un rapport d'étape sur les enquêtes nationales recueillant des microdonnées et on indique qu'on essaie actuellement de résoudre une lacune statistique importante dans le domaine des services correctionnels.

On explique comment le potentiel analytique sera accru et on ajoute que les travaux d'analyse se poursuivront en ce qui touche la progression des carrières criminelles, la criminalité dans les quartiers, l'admission répétée dans les services correctionnels, la détermination des peines, les groupes et les réseaux criminels ainsi que l'éclatement de la famille et le règlement des conflits. Les initiatives envisagées dans chacun de ces domaines sont décrites et examinées.

Les travaux d'élaboration du cadre ont bien progressé au cours des derniers mois. Les facteurs susceptibles de limiter ces progrès sont la capacité des responsables du programme de la statistique juridique de cerner les priorités et de trouver des sources de financement ainsi que la capacité d'analyse nécessaire pour appuyer ces travaux à long terme.

Mot de la fin

Le Président promet aux membres que Statistique Canada donnera suite aux questions qui ont été soulevées durant la réunion. Il remercie tous les délégués de leur précieuse contribution et les invite à collaborer aux nombreuses initiatives qui seront mises en œuvre cette année.

ANNEXE 5

ÉLÉMENTS DE SUIVI

**Conseil consultatif fédéral-provincial-territorial de la politique statistique
Les 19 et 20 mai 2005**

Éléments de suivi

Élément 1

Études analytiques et Comptes nationaux – Mise à jour sur le programme (Point 4.1 du procès-verbal)

Le coordonnateur statistique de l'Ontario a demandé un rapport d'information sur le projet d'Infrastructure Canada (INFC). (David West, Ont.)

Suivi : (Philip Smith, SCA)

État : L'information disponible a été fournie. Une mise à jour sera incluse dans le rapport sur le programme le 11 mai 2006.

Élément 2

Études analytiques et Comptes nationaux - Mise à jour sur le programme (Point 4.1 du procès-verbal)

Le coordonnateur statistique de la Nouvelle-Écosse a demandé de l'information plus approfondie sur les comptes de pension. (Fred Bergman, N.-É.)

Suivi : (Compte satellite des pensions)

État : Aucun rapport papier n'est disponible, mais Philip Smith fera une mise à jour verbale lors de la présentation de son rapport sur le programme, le 11 mai 2006.

Élément 3

Statistique du commerce et des entreprises - Mise à jour sur le programme (Point 5.1 du procès-verbal)

Ray Ryan affichera de la documentation pertinente sur le RCE à l'intention des coordonnateurs statistiques, qui pourront les commenter. (Ray Ryan, SCA)

Suivi : (Ray Ryan, SCA)

État : Terminé.

Élément 4

Statistique du commerce et des entreprises - Données sur le commerce international (Point 5.3 du procès-verbal)

Le coordonnateur statistique du Québec aimerait avoir de l'information sur les échanges de données avec les États-Unis. De plus, le coordonnateur statistique de l'Ontario a suggéré que les modifications importantes soient mentionnées dans le communiqué mensuel. (Yvon Fortin, Qué.; David West, Ont.)

Suivi : (Ray Ryan, SCA et Division du commerce international)

État : En cours. La Division du commerce international entend rencontrer les ministères du Québec au cours des prochaines semaines pour décrire le programme de la statistique du commerce, y compris les échanges de données avec les É.-U. Les modifications de données sont mentionnées dans les communiqués mensuels. On présente aussi des données sur le commerce à l'exclusion de l'énergie, car l'énergie est l'estimation la plus volatile.

Élément 5

Statistique sociale, des institutions et du travail (Point 6.0 du procès-verbal)

Le coordonnateur statistique de l'Ontario a demandé une copie électronique (par courriel) de la présentation ou des notes de Richard Barnabé. (David West, Ont.)

Suivi : (Richard Barnabé, SCA)

État : Terminé.

Élément 6

Communications et Opérations (Point 7.0 du procès-verbal)

Les coordonnateurs statistiques ont demandé à voir la présentation PowerPoint de Wayne Smith.

Suivi : (Wayne Smith, SCA)

État : Terminé (affichée sur le RCE).

Élément 7

Communications et Opérations - Mise à jour sur le programme (Point 7.1 du procès-verbal)

Le coordonnateur statistique du Québec a demandé si Statistique Canada était prêt à collaborer avec l'Institut de la statistique du Québec et à le guider dans la mise en œuvre de Blaise pour les activités de collecte de données. Ce partenariat pourrait éviter d'éventuels problèmes. (Yvon Fortin, Qué.)

Suivi : M. Smith a affirmé que cela est possible. (Wayne Smith, SCA)

État : En cours.

Élément 8

Communications et Opérations – Mise à jour sur le réseau de communications externes (Point 7.2 du procès-verbal)

Le coordonnateur statistique de l'Ontario a demandé à ce que la présentation de Wayne Smith soit affichée sur le RCE (y compris l'information relative à la politique sur les prix et l'octroi de licences). (David West, Ont.)

Suivi : La présentation sera postée sur le RCE par le Secrétariat. (Wayne Smith, SCA / Secrétariat aux relations fédérales-provinciales-territoriales)

État : Terminé.

Élément 9

Communications et Opérations - Prix et octroi de licences (Point 7.3 du procès-verbal)

Le coordonnateur statistique du Manitoba a demandé que Wayne Smith présente un résumé d'une page sur les frais en rapport avec la politique sur les prix et l'octroi de licences. (Wilf Falk, Man.)

Suivi : (Wayne Smith, SCA)

État : Terminé.

Élément 10

Rapport du Comité de programme (Point 9.0 du procès-verbal)

Les coordonnateurs statistiques ont exprimé certaines réserves par rapport aux propositions initiales concernant les subventions de voyage pour assister aux comités qui relèvent du Conseil; ils aimeraient que le Comité des programmes de 2006 se penche sur le sujet. (Wilf Falk, Man.)

Suivi : Le Comité de programme se penchera sur le sujet en 2006. (Comité de programme et Secrétariat aux relations fédérales-provinciales-territoriales)

État : Une mise à jour sera incluse dans le rapport du Comité de programme de 2006.

STATISTICS CANADA LIBRARY
BIBLIOTHEQUE STATISTIQUE CANADA



1010474674

c.3